



Assemblée générale

Distr. générale
27 août 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 135 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Rapports financiers et états financiers audités
et rapports du Comité des commissaires
aux comptes : Organisation des Nations Unies**

Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2020

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport rend compte de la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2020 ([A/76/5 \(Vol. I\)](#), chap. II). Il est soumis en application du paragraphe 7 de la résolution [48/216 B](#) de l'Assemblée générale, dans lequel celle-ci a prié le Secrétaire général de lui faire connaître, au moment où elle serait saisie des recommandations du Comité, les mesures déjà prises ou prévues pour l'application de ces recommandations.

On y trouvera les observations de l'Administration et des renseignements sur l'application de chacune des recommandations faites par le Comité dans son rapport (entité responsable, date d'achèvement estimative et rang de priorité). Y figurent également des renseignements actualisés sur la suite donnée aux recommandations se rapportant à des périodes antérieures pour lesquelles le Comité a indiqué dans les annexes de son rapport qu'elles n'avaient pas été intégralement appliquées, y compris celles relatives à l'informatique et aux communications, au Plan stratégique patrimonial et au plan-cadre d'équipement.

* [A/76/150](#).



I. Introduction

1. Au paragraphe 7 de sa résolution 48/216 B, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui faire connaître, au moment où elle serait saisie des rapports du Comité des commissaires aux comptes, les mesures qu'il envisageait de prendre pour appliquer les recommandations du Comité. Le présent rapport porte donc sur les recommandations que le Comité a formulées dans son rapport sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2020 (A/76/5 (Vol. I), chap. II).

2. Aux fins de l'établissement du présent rapport, il a été tenu compte des dispositions des textes ci-après :

a) La résolution 48/216 B, en particulier le paragraphe 8, dans lequel l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui signaler, dans ses rapports, les recommandations du Comité qui appelaient une décision de sa part ;

b) La résolution 52/212 B, en particulier les paragraphes 3 à 5, et la note dans laquelle le Secrétaire général a transmis les propositions du Comité des commissaires aux comptes visant à améliorer la suite donnée aux recommandations approuvées par l'Assemblée (A/52/753, annexe) ;

c) La résolution 75/242 A, en particulier le paragraphe 8, dans lequel l'Assemblée a prié à nouveau le Secrétaire général de veiller à ce que les recommandations du Comité des commissaires aux comptes et les recommandations connexes du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires soient promptement appliquées dans leur intégralité, de continuer à tenir les directeurs de programme responsables en cas de non-application de ces recommandations et de remédier aux causes profondes des problèmes constatés par le Comité ; le paragraphe 9, dans lequel elle a prié à nouveau le Secrétaire général de donner, dans ses rapports sur l'application des recommandations du Comité, une explication détaillée des retards d'application, en particulier pour les recommandations qui remontaient à deux ans ou plus ; le paragraphe 10, dans lequel elle a prié à nouveau le Secrétaire général d'indiquer dans ses rapports les délais dans lesquels il prévoyait d'appliquer les recommandations du Comité, le rang de priorité qui était associé à celles-ci et les fonctionnaires qui devraient répondre des mesures qui auraient été prises.

3. Il est à noter que le Comité qualifie de « principales » les recommandations les plus importantes et que leur application reçoit le rang de priorité le plus élevé.

4. L'Administration a fait part de ses observations sur l'ensemble des recommandations et la plupart de celles-ci ont été prises en compte dans le rapport du Comité. Conformément au paragraphe 9 de la résolution 75/242 A, des informations supplémentaires ont été fournies concernant toutes les recommandations se rapportant à des périodes antérieures pour lesquelles le Comité avait estimé qu'elles n'avaient pas été intégralement appliquées, y compris celles relatives à l'informatique et aux communications, au Plan stratégique patrimonial et au plan-cadre d'équipement.

5. On trouvera dans la section II ci-après les informations demandées par l'Assemblée générale sur la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité dans ses rapports sur l'Organisation des Nations Unies. La section II.A porte sur la suite donnée aux recommandations faites par le Comité dans son rapport sur l'année terminée le 31 décembre 2020 (A/76/5 (Vol. I), chap. II) et la section II.B sur celle donnée aux recommandations faites par le Comité dans ses rapports antérieurs, qui, de l'avis de celui-ci, n'ont pas été intégralement appliquées.

6. Les sections III, IV et V sont consacrées à l'application de recommandations relatives à l'informatique et aux communications, au Plan stratégique patrimonial et

au plan-cadre d'équipement portant sur des périodes antérieures et dont le Comité estime qu'elles n'ont pas été intégralement appliquées.

II. Organisation des Nations Unies

A. Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2020¹

Vue d'ensemble

7. L'état d'application des recommandations au mois d'août 2021 est présenté dans les tableaux 1 et 2.

8. On trouvera dans le tableau 1 un récapitulatif de l'état d'application des 53 principales recommandations du Comité, dont 11 ont fait l'objet d'une demande de classement et 42 sont en cours d'application. Sur les 42 recommandations en cours d'application, il est prévu que 17 soient intégralement appliquées en 2021, 21 en 2022 et 2 en 2023, tandis que les 2 dernières ne sont pas assorties de délai.

Tableau 1
État d'application des principales recommandations

(Nombre de recommandations)

Entité(s) responsable(s)	Recommandations dont le classement est demandé		Recommandations non acceptées	Recommandations en cours d'application	Délai	
	Total				fixé	non fixé
Département des affaires économiques et sociales	2	—	—	2	2	—
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	13	1	—	12	12	—
Département de l'appui opérationnel	2	—	—	2	2	—
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	6	1	—	5	3	2
Bureau de la coordination des activités de développement	4	—	—	4	4	—
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	4	1	—	3	3	—
Bureau de l'informatique et des communications	1	—	—	1	1	—
Office des Nations Unies à Genève	6	5	—	1	1	—
Bureau des Nations Unies pour les partenariats	6	1	—	5	5	—
Plusieurs entités	9	2	—	7	7	—
Total	53	11	—	42	40	2

9. On trouvera dans le tableau 2 un récapitulatif de l'état d'application de l'ensemble des 137 recommandations émises par le Comité, dont 25 ont fait l'objet d'une demande de classement et 112 sont en cours d'application. Sur les 112 recommandations en cours d'application, il est prévu que 52 soient intégralement

¹ A/76/5 (Vol. I), chap. II.

appliquées en 2021, 50 en 2022 et 6 en 2023, tandis que les 4 dernières ne sont pas assorties de délai.

Tableau 2

État d'application de l'ensemble des recommandations

(Nombre de recommandations)

<i>Entité(s) responsable(s)</i>	<i>Recommandations dont le classement est demandé</i>		<i>Recommandations non acceptées</i>		<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Délai fixé</i>	<i>Délai non fixé</i>
	<i>Total</i>						
Département des affaires économiques et sociales	4	—	—		4	4	—
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	26	3	—		23	23	—
Département de l'appui opérationnel	4	2	—		2	2	—
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	17	2	—		15	12	3
Bureau de la coordination des activités de développement	15	2	—		13	13	—
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	10	2	—		8	7	1
Bureau de l'informatique et des communications	5	—	—		5	5	—
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	1	1	—		—	—	—
Office des Nations Unies à Genève	10	5	—		5	5	—
Bureau des Nations Unies pour les partenariats	8	1	—		7	7	—
Office des Nations Unies à Vienne	1	1	—		—	—	—
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	2	1	—		1	1	—
Plusieurs entités	34	5	—		29	29	—
Total	137	25	—		112	108	4

Informations détaillées sur l'état d'application des recommandations

10. Au paragraphe 30 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration optimise l'utilisation du fonds de recouvrement des coûts (10RCR) de façon à faciliter l'exécution des mandats.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

11. Les activités entreprises dans le cadre du fonds de recouvrement des coûts (10RCR) font désormais l'objet de rapports trimestriels destinés à en faciliter l'examen. Une analyse approfondie des activités de fin d'année sera en outre effectuée avant l'allocation de crédits pour la nouvelle année.

12. Au paragraphe 35 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille, en étroite collaboration avec l'équipe Umoja, à ce que les règles d'élimination qui ont déjà été mises en place dans le module Business Planning and Consolidation soient dûment améliorées de façon à réduire les ajustements manuels.

Entités responsables : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Division du progiciel de gestion intégré

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2021

13. L'automatisation de l'information sectorielle pour les opérations de l'ONU, dont il est question dans le volume I, a été mise en œuvre pour l'établissement des rapports de 2020. L'Administration prévoit de procéder à l'automatisation des règles d'élimination mises en place dans le module Business Planning and Consolidation d'ici la fin de 2021.

14. Au paragraphe 36 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se coordonne étroitement avec le Comité des changements Umoja pour ce qui est de l'approbation et de la mise en œuvre des améliorations dans le module Business Planning and Consolidation afin que l'interface entre les différents modules d'Umoja soit perfectionnée de façon à automatiser entièrement l'établissement des rapports financiers et à assurer une communication efficace des informations financières.

Entités responsables : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Division du progiciel de gestion intégré

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2021

15. L'Administration est à la recherche de solutions permettant de perfectionner l'intégration du module Business Planning and Consolidation avec d'autres modules d'Umoja d'ici la fin de 2021.

16. Au paragraphe 43 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que les responsables d'entité revoient leurs dispositifs de contrôle interne et les accords en vigueur conclus avec des partenaires de réalisation, notamment en fixant des délais appropriés, renforcent la supervision des projets dont les comptes devraient être clôturés et s'assurent que les remboursements soient effectués en temps voulu.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée

Délai : Quatrième trimestre de 2021

17. Le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget se coordonnera avec les chefs de département en vue d'examiner les accords en vigueur conclus avec des partenaires de réalisation et d'évaluer l'incidence qu'aurait la révision de l'accord en cours sur les délais de présentation des rapports et le remboursement des fonds non dépensés, en coopération avec le Bureau des affaires juridiques, le cas échéant. Il continuera en outre de surveiller les activités de clôture financière de tous les projets achevés sur le plan opérationnel, conformément aux accords signés, et assurera le suivi de cette question auprès de chaque département, qu'il encouragera par ailleurs à faire le point avec les partenaires de réalisation sur la soumission en temps voulu des rapports finaux et le respect des délais de remboursement, y compris s'agissant des intérêts courus.

18. Au paragraphe 49 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration optimise la politique de couverture des prestations liées au rapatriement et revoie périodiquement le taux de couverture afin de maintenir la réserve à un niveau raisonnable.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

19. L'Administration rationalisera les politiques de financement existantes afin de minimiser les révisions futures et prendra en considération les effets à long terme de tout changement proposé. Cette amélioration est attendue d'ici la fin de 2021.

20. Au paragraphe 62 de son rapport, le Comité a de nouveau recommandé que l'Administration publie des directives sur la création et l'utilisation des engagements.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

21. Le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget travaille actuellement à l'élaboration de directives sur l'utilisation des engagements. Il est prévu que celles-ci soient communiquées aux parties prenantes pour observations au troisième trimestre de 2021, puis établies sous leur forme définitive au quatrième trimestre de 2021.

22. Au paragraphe 63 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration continue de suivre de manière centralisée et d'examiner régulièrement les engagements avec les entités concernées et qu'elle veille à ce qu'ils soient gérés conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU, notamment en conservant les pièces justificatives voulues.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application

Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

23. Le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget continue de travailler en étroite collaboration avec les entités du Secrétariat concernées par l'utilisation des engagements.

24. Au paragraphe 68 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se coordonne plus activement avec les entités financées par le budget-programme afin que les documents budgétaires comprennent suffisamment d'indications sur tous les postes et toutes les ressources financières nécessaires, qu'ils relèvent du budget ordinaire ou des ressources extrabudgétaires, de manière à renforcer le contrôle, la transparence et le respect du principe de responsabilité.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Deuxième trimestre de 2022

25. Dans le contexte du projet de budget-programme pour 2022, des informations supplémentaires ont été fournies aux organes délibérants afin d'offrir une vision globale et complète des besoins en matière de postes et autres ressources pour chaque sous-programme. Celles-ci s'accompagnaient d'explications plus précises sur les fonctions et les activités devant être financées au moyen de ressources extrabudgétaires ainsi que sur leur conformité avec les politiques, objectifs et activités de l'Organisation, conformément au paragraphe 14 de la résolution [75/252](#) de l'Assemblée générale.

26. Au paragraphe 73 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se coordonne plus activement avec les entités financées par le budget-programme afin de définir des indicateurs de performance pour les produits quantifiables et non quantifiables, dans la mesure du possible, lors de l'établissement du budget-programme, conformément au cadre de budgétisation axée sur les résultats.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : Classement demandé
Priorité : Moyenne
Délai : Sans objet

27. Dans le contexte du projet de budget-programme pour 2022, les activités de fond et les activités d'appui qui s'y prêtaient ont commencé à faire l'objet de mesures de quantification, conformément à la résolution [75/243](#) de l'Assemblée générale. Lors de son examen du projet de budget-programme pour 2022, le Comité du programme et de la coordination n'a plus recommandé d'accentuer cet exercice. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

28. Au paragraphe 78 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que la MANUA justifie dûment les réaffectations de

ressources budgétaires en appliquant scrupuleusement les dispositions du Manuel des coûts et coefficients standard relatives aux véhicules et aux ordinateurs portables.

<i>Entités responsables :</i>	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

29. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) note que toutes les réaffectations de fonds font l'objet d'un examen et de discussions entre son unité technique et son groupe du budget et des finances et doivent être justifiées auprès de l'équipe dirigeante, qui, en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués, décide, ou non, de les approuver. Durant le quatrième trimestre de 2020, des fonds ont été utilisés pour remplacer des articles dont la durée d'utilisation prévue était déjà largement dépassée. En ce qui concerne le parc automobile de la Mission, le ratio élevé est en partie dû à l'utilisation de véhicules supplémentaires pour escorter les convois, à la nécessité de disposer de véhicules de réserve pour les évacuations et à la présence de véhicules ayant dépassé leur durée d'utilité et devant être liquidés. S'agissant des ordinateurs portables, des appareils supplémentaires sont nécessaires dans les salles de formation pour appuyer le Département de la sûreté et de la sécurité, ainsi que dans la salle de radio de sécurité et la salle de contrôle informatique. Les anciens ordinateurs portables sont comptabilisés en pertes et remplacés par de nouvelles machines. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

30. Au paragraphe 79 de son rapport, le Comité a également recommandé à l'Administration de continuer à suivre de près et de manière centralisée les redéploiements du budget ordinaire de diverses entités, lorsque cela se justifiait exceptionnellement.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

31. Le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget continuera de surveiller les redéploiements du budget ordinaire, lorsque cela se justifie exceptionnellement, et fournira des directives supplémentaires aux directeurs et directrices de programme de différentes entités auxquels ont été délégués les pouvoirs nécessaires pour décider de ces redéploiements.

32. Au paragraphe 83 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration justifie mieux les écarts importants entre les dépenses effectives et les crédits ouverts dans le rapport sur l'exécution du budget et dans les états financiers, en particulier lorsque les dépenses engagées au titre des consultants et experts étaient supérieures aux crédits ouverts.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2022

33. L'Administration s'attachera, dès l'établissement du rapport sur l'exécution du budget et des états financiers de 2021, à mieux justifier tout écart important, en particulier s'agissant des consultants et des experts.

34. Au paragraphe 84 de son rapport, le Comité a également recommandé que l'Administration demande aux entités de renforcer le contrôle des dépenses au titre des consultants et des experts et de les réduire au minimum, conformément à la demande de l'Assemblée générale.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Sans objet

35. Dans les directives budgétaires transmises par le Contrôleur de l'ONU aux chefs d'entités, les directeurs et directrices de programme ont été avertis de la demande de l'Assemblée générale et encouragés à réduire au minimum les montants prévus au titre des consultants. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

36. Au paragraphe 89 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration communique des informations sur l'utilisation des ressources humaines financées par des ressources extrabudgétaires afin de gagner en transparence.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

37. En plus d'informations sur les postes pour la période en cours et l'exercice budgétaire, l'Administration entend commencer, dès l'établissement du projet de budget-programme pour 2023, à communiquer des données relatives à l'utilisation effective de ressources humaines financées par des ressources extrabudgétaires au cours de l'exercice budgétaire le plus récent.

38. Au paragraphe 90 de son rapport, le Comité a également recommandé que l'Administration redouble d'efforts pour évaluer plus précisément le nombre de postes financés à l'aide de fonds extrabudgétaires prévus dans le projet de budget-programme afin de garantir, dans la mesure du possible, l'exactitude des prévisions budgétaires en ce qui concerne les ressources extrabudgétaires.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

39. Les directives budgétaires qui seront fournies aux entités concernant l'établissement du projet de budget-programme pour 2023 comprendront des informations supplémentaires destinées à favoriser une estimation plus précise des besoins en matière de postes et autres ressources financés à l'aide de fonds extrabudgétaires.

40. Au paragraphe 99 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine régulièrement l'utilisation qui était effectivement faite de chaque compte, qu'elle recense les comptes qu'il n'était pas nécessaire de conserver et qu'elle procède au nettoyage ou à la consolidation nécessaire pour mieux atteindre les objectifs administratifs et réduire les coûts de gestion.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

41. L'Administration passe en revue tous les comptes bancaires et procédera à la clôture des comptes inactifs qui ne sont pas utilisés.

42. Au paragraphe 107 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration officialise les procédures de gestion de la trésorerie suivant la règle « T+3 », qu'elle définisse clairement les responsabilités des caissiers au Siège de l'Organisation et dans les bureaux locaux et qu'elle prenne des mesures pour accélérer la modification des droits d'accès des caissiers dans Umoja et la mise au point du nouveau modèle de gestion des états de paie.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

43. L'Administration a amélioré les procédures de gestion de la trésorerie afin que les montants conservés sur des comptes en banque soient suffisamment élevés pour soutenir les opérations de l'Organisation. Les droits d'accès des caissiers ont par ailleurs été redéfinis en vue de contribuer à l'application de ces procédures. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

44. Au paragraphe 115 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède à une analyse complète des fonds qui constituent le fonds principal de gestion centralisée des liquidités afin de recenser les fonds

associés à des engagements à long terme et d'élaborer une stratégie et des directives de placement adaptées à ces fonds.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

45. Des mesures ont été prises en vue de la création d'un fonds distinct pour les réserves extrabudgétaires destinées à l'assurance maladie après la cessation de service. Une étude sur l'allocation d'actifs à cet effet est en cours.

46. Au paragraphe 120 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration définisse des normes précises pour la sélection des contrepartistes et veille à ce que le processus décisionnel soit bien étayé.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

47. Une révision des directives de placement sera menée et s'accompagnera, le cas échéant, des mises à jour nécessaires.

48. Au paragraphe 126 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration sélectionne les dépositaires de manière plus transparente et plus concurrentielle et qu'elle conserve tous les documents relatifs à ce processus décisionnel.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

49. Le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget lancera une procédure d'appel à la concurrence pour la sélection de dépositaires, en collaboration avec la Division des achats.

50. Au paragraphe 131 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration entretienne une communication étroite avec le Comité des changements Umoja et qu'elle établisse et exécute un plan de travail clair pour remédier au plus vite à l'absence d'interface entre Bloomberg et Umoja.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	En cours d'application

Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

51. L'Administration procède à une analyse des ressources nécessaires pour mettre cette recommandation en œuvre.

52. Au paragraphe 140 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration, en coordination avec les tiers administrateurs, enquête au cas par cas sur les incohérences entre le sexe ou l'âge des patients et les diagnostics posés, en détermine la cause et prenne les mesures correctives nécessaires, le cas échéant.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

53. L'Administration continuera d'enquêter sur les 18 cas d'incohérences relatives au sexe des patients et les 9 cas d'incohérences relatives à leur âge et prendra les mesures nécessaires.

54. Au paragraphe 147 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration, en coordination avec les administrateurs tiers, procède à une évaluation des coûts d'accès au régime d'assurance maladie des fonctionnaires recrutés localement dans certains lieux d'affectation hors siège et des retraités, en tenant compte de la situation financière actuelle du régime et de l'augmentation du coût des soins de santé dans le monde, afin de garantir la viabilité du régime.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Troisième trimestre de 2022

55. L'Administration évaluera le régime d'assurance maladie des fonctionnaires recrutés localement et prendra les mesures nécessaires pour assurer sa pérennité.

56. Au paragraphe 158 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration analyse, en coordination avec le département ou le bureau concerné, les raisons pour lesquelles certains biens restaient inutilisés, qu'elle utilise activement les actifs inutilisés et mette hors service ceux qui étaient inutilisables, et qu'elle prenne des mesures plus proactives pour éviter toute obsolescence à l'avenir.

Entités responsables : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ; Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve ; Bureau de la coordination des affaires humanitaires ; Bureau de l'informatique et des communications

<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2022

57. L'Administration reste consciente de l'existence de biens inutilisés et sait que ceux-ci sont nécessaires en cas de retard dans le processus d'acquisition. Le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget travaille en étroite collaboration avec les entités concernées du Secrétariat pour examiner et comprendre les raisons de la non-utilisation de certains biens recensés lors de l'audit et trouver des solutions opérationnelles aussi appropriées que possible pour remédier à cette situation.

58. En ce qui concerne la MANUA, certains des actifs inutilisés repérés dans le cadre de l'audit ont déjà été comptabilisés en pertes et liquidés. Quant aux biens restants, ils seront examinés pour juger de leur utilité aux fins d'opérations futures et, s'il y a lieu, comptabilisés en perte par la Mission.

59. Au paragraphe 163 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine les cas recensés et porte les articles concernés en immobilisations, le cas échéant, conformément aux Principes directeurs de l'ONU concernant l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

60. Le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget s'attelle, en étroite collaboration avec les entités compétentes du Secrétariat, à examiner les cas d'articles non portés en immobilisations en vue de comprendre les raisons de cette situation. Le Bureau soutiendra le processus d'examen et assurera le suivi de la mise en œuvre des mesures correctrices afin de garantir l'application de la recommandation dans les délais fixés.

61. Au paragraphe 168 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration amortisse les actifs inutilisables avant de clôturer les comptes à la fin de chaque année afin de garantir l'exactitude des états financiers.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

62. Le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget continue d'aider les entités à recenser les actifs inutilisables qu'il pourrait être nécessaire de comptabiliser en pertes et à repérer les dépréciations grâce à la détection d'incohérences dans les données nécessitant la prise de mesures correctrices aux fins de l'établissement des états financiers. Le Bureau soutiendra le processus d'examen

et assurera le suivi de la mise en œuvre des mesures correctrices auprès des entités afin de garantir l'application de la recommandation dans les délais fixés.

63. Au paragraphe 173 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration formule et introduise des directives visant à ce que le statut des actifs entièrement amortis soit réévalué avant toute reprise de 10 % des amortissements cumulés, pour que les procédures suivies soient conformes aux normes IPSAS.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

64. Le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget a mis à jour les directives fournies aux entités en fin d'année afin que celles-ci réévaluent le statut des actifs entièrement amortis avant toute reprise de 10 % des amortissements cumulés. Le Bureau procédera à un examen global des réponses soumises par les entités pour s'assurer de l'exactitude de leurs calculs.

65. Au paragraphe 178 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration formule et publie des directives sur la gestion des entrepôts à l'intention du Siège de l'Organisation des Nations Unies et des entités autres que les missions, et qu'elle exhorte toutes les entités à appliquer les règles et à harmoniser leurs pratiques en conséquence.

Entités responsables : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ; Département de l'appui opérationnel ; Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2022

66. Le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget est déterminé à veiller à ce que l'ensemble des directives formulées soient applicables à tous les types d'opérations existant dans le Secrétariat des Nations Unies. Le manuel actuellement en vigueur porte essentiellement sur la gestion centralisée des entrepôts sur le terrain, aucune attention particulière n'ayant été accordée, lors de son élaboration, aux opérations d'entreposage menées au Siège de l'ONU et dans des entités autres que les missions. La prochaine version du manuel comprendra des instructions concernant la gestion des entrepôts au Siège et dans d'autres entités, comme indiqué dans le volume I, afin que tous les cas de figure soient envisagés.

67. Au paragraphe 230 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration intègre un « registre des mesures d'atténuation » dans les rapports mensuels de gestion des risques à venir.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : Classement demandé

Priorité : Élevée
Délai : Sans objet

68. Un registre des mesures d'atténuation a été ajouté au rapport mensuel de gestion des risques pour octobre 2020, au titre de l'annexe C, tandis qu'un registre des risques liés à la maladie à coronavirus (COVID-19) a été intégré, en annexe E, à celui du mois de novembre 2020. Ces deux problématiques continueront d'être traitées dans les rapports mensuels de gestion des risques à venir et feront également l'objet d'une attention accrue dans le rapport trimestriel sur la question. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

69. Au paragraphe 231 de son rapport, le Comité a également recommandé que l'Administration harmonise la présentation des risques liés à la COVID-19 dans les registres des risques inclus dans les rapports trimestriels et mensuels de gestion des risques.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : Classement demandé
Priorité : Élevée
Délai : Sans objet

70. L'Administration tient désormais compte des risques liés à la COVID-19 dans le registre des risques principal. Elle estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

71. Au paragraphe 235 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration corrige les anomalies de la base de données sur les risques et qu'elle veille à ce que les informations qui y figurent restent exactes et à jour.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : Classement demandé
Priorité : Élevée
Délai : Sans objet

72. Les anomalies repérées par le Comité ont été corrigées. La façon de présenter les données a en outre été repensée afin de garantir la cohérence entre les rapports et d'en faciliter la compréhension. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

73. Au paragraphe 236 de son rapport, le Comité a également recommandé que l'Administration remplisse tous les champs de données relatifs aux risques inscrits dans le registre.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : Classement demandé
Priorité : Élevée
Délai : Sans objet

74. En réponse à cette recommandation, la base de données sur les risques a été examinée afin de supprimer les champs inutiles, le but étant de simplifier la saisie des

données et de réduire les doublons. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

75. Au paragraphe 258 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revoie les montants imputés à l'élément « Autres dépenses immobilisables » (AA-000018.10) et les factures correspondantes, de façon à affecter ces montants directement à tel ou tel bâtiment, dans la mesure du possible.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

76. Lorsque l'audit a débuté, on avait déjà commencé à affecter les montants imputés à la rubrique « Autres dépenses immobilisables » aux bâtiments concernés. L'analyse des montants enregistrés et des factures correspondantes par rapport aux éléments de l'organigramme des tâches et la redistribution des derniers décaissements seront achevés d'ici la fin de l'année et au moment de la livraison du nouveau bâtiment permanent.

77. Au paragraphe 259 de son rapport, le Comité a également recommandé que l'Administration répartisse entre les différents bâtiments les autres dépenses portées en immobilisation, en appliquant un coefficient approprié.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

78. L'Administration a élaboré une méthode visant à répartir les coûts qui ne sont pas directement imputables à tel ou tel bâtiment. Cette méthode a été communiquée au Comité et intégrée aux Directives applicables à l'échelle du Secrétariat sur la répartition des dépenses immobilisables entre plusieurs bâtiments. Elle est déjà appliquée, et les coûts futurs seront directement attribués aux bâtiments concernés de manière à garantir la bonne affectation des dépenses.

79. Au paragraphe 260 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élargisse l'organigramme du projet et comptabilise les dépenses afférentes au cabinet de gestion du projet, au cabinet indépendant de gestion des risques et au bureau d'appui technique à la rubrique « Autres dépenses immobilisables » de tel ou tel bâtiment, selon le cas.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

80. Dans l'organigramme des tâches du projet, l'Administration a créé, pour chaque bâtiment, de nouveaux éléments correspondant au cabinet de gestion du projet, au cabinet indépendant de gestion des risques et au bureau d'appui technique. Ces

éléments lui permettent de mieux comptabiliser les dépenses afférentes à tel ou tel bâtiment.

81. Au paragraphe 261 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'occupe chaque année de répartir entre les différents bâtiments les dépenses restantes imputées à l'élément « Autres dépenses immobilisables » (AA-000018.10).

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2021

82. Cette recommandation sera mise en œuvre lors de la clôture des comptes de 2021.

83. Au paragraphe 262 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se coordonne systématiquement avec le Secrétariat de l'ONU, en particulier avec le Service de la politique de gestion mondiale des biens, et qu'elle garde des traces écrites des échanges concernant les décisions ou les conseils comptables.

Entités responsables : Office des Nations Unies à Genève et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2021

84. L'Office des Nations Unies à Genève note qu'une coordination efficace et régulière a été mise en place avec le Secrétariat des Nations Unies et que ces efforts se poursuivent. L'Office a en outre élaboré une méthode qui a été partagée avec le Siège de l'Organisation des Nations Unies et intégrée à des directives applicables à l'échelle du Secrétariat sur la répartition des dépenses immobilisables entre plusieurs bâtiments.

85. Au paragraphe 274 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration porte en immobilisation, au titre du stationnement du bâtiment E, les 829 194 francs suisses actuellement comptabilisés à la rubrique « Immobilisation en cours » au titre du nouveau bâtiment permanent (bâtiment H) et qu'elle fasse débiter l'amortissement à compter de la date d'achèvement des travaux, en janvier 2019.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève

État d'application : Classement demandé

Priorité : Élevée

Délai : Sans objet

86. Cette recommandation a été mise en œuvre, 829 194 francs suisses ayant été enregistrés au titre du stationnement du bâtiment E dans les comptes de 2020.

L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

87. Au paragraphe 275 de son rapport, en ce qui concerne les immobilisations qui deviendront disponibles par la suite (comme c'est le cas du nouveau bâtiment permanent H), le Comité a recommandé que l'Administration examine quels sont les coûts directement imputables au projet (main-d'œuvre, matériaux et frais généraux) devant être répartis entre les différentes immobilisations. Cela permettrait de garantir qu'un actif passe bien du statut d'immobilisation en cours à celui d'immobilisation dès lors qu'il est substantiellement achevé, qu'il a été accepté et qu'il est prêt à être mis en service, en application également des Principes directeurs de l'ONU concernant l'application des normes IPSAS.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

88. L'Administration veillera à ce qu'une distinction claire puisse être établie entre les divers travaux effectués dans chaque bâtiment pour que les montants corrects soient portés en immobilisation et que l'amortissement soit débuté à compter de la bonne date.

89. Au paragraphe 282 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revérifie les dépenses engagées dans le cadre du projet, analyse la nature et le montant de chaque règlement et confirme que les critères d'immobilisation sont bien remplis, afin de s'assurer que les montants portés en immobilisation qui figurent dans les états financiers sont corrects.

Entité responsable : Département de l'appui opérationnel
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Premier trimestre de 2022

90. Le Comité a vérifié si le montant de 35,18 millions de dollars, inscrit à la rubrique « Immobilisation en cours » au titre du projet pour la période 2017-2020, était exact. L'Administration avait demandé que le champ d'application de la recommandation soit limité aux documents de la période 2015-2016 et elle était en train d'examiner tous les bons de commande de cette période, y compris ceux qui se trouvaient dans les archives du système qui était en service avant Umoja. L'Administration vérifiera le total des montants portés en immobilisations au titre du projet en se basant sur l'analyse des premières étapes du projet, des registres des immobilisations en cours de 2017 et des activités de clôture.

91. Au paragraphe 286 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration détermine dès que possible l'utilisation à faire de ce matériel informatique afin d'éviter qu'il devienne obsolète et soit mis au rebut.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

92. En collaboration avec le Département de l'appui opérationnel, le Bureau de l'informatique et des communications veillera à ce que le matériel informatique destiné au projet de gestion souple de l'espace de travail soit mis en service dans les meilleurs délais.

93. Au paragraphe 297 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration continue, par l'intermédiaire du comité mixte de coordination et du Conseil consultatif du FNUPI, d'encourager la Fondation pour les Nations Unies à verser plus de ressources directement à l'ONU, afin de soutenir les activités de cette dernière.

Entité responsable : Bureau des Nations Unies pour les partenariats
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Troisième trimestre de 2022

94. L'Administration est préoccupée par la baisse importante des contributions que la Fondation pour les Nations Unies verse à l'ONU au moyen du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI). L'Administration continuera, par l'intermédiaire du comité mixte de coordination et du Conseil consultatif du FNUPI, d'encourager la Fondation à verser plus de ressources directement à l'ONU, afin de soutenir les activités de cette dernière.

95. Au paragraphe 298 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration se concerte avec la Fondation pour les Nations Unies pour que plus d'informations soient communiquées, par l'intermédiaire du comité mixte de coordination, concernant les initiatives relatives aux programmes de la Fondation, afin de fournir de plus amples assurances quant au fait que ces activités sont bien alignées sur les priorités des Nations Unies et les objectifs de développement durable et contribuent à leur réalisation.

Entité responsable : Bureau des Nations Unies pour les partenariats
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Troisième trimestre de 2022

96. L'Administration fait remarquer qu'elle n'a aucune autorité sur la manière dont la Fondation pour les Nations Unies établit son budget. Cependant, elle se concertera avec la Fondation pour s'accorder sur les informations supplémentaires que cette dernière pourrait raisonnablement fournir, par l'intermédiaire du comité mixte de coordination, concernant les initiatives relatives aux programmes mises en œuvre pour promouvoir les causes de l'ONU. L'objectif est de fournir de plus amples assurances quant au fait que ces activités sont bien alignées sur les priorités des Nations Unies et les objectifs de développement durable et contribuent à leur réalisation. En application de l'accord qui régit leurs relations, l'ONU et la Fondation doivent s'assurer que tous les nouveaux programmes, campagnes et initiatives proposés par la Fondation sont dûment examinés en consultation avec le comité, notamment afin de garantir leur conformité avec les priorités des Nations Unies.

97. Au paragraphe 306 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration demande à la Fondation pour les Nations Unies de rendre compte, en temps voulu, de tous les dons versés par des États Membres, conformément à ce qui a été convenu.

Entité responsable : Bureau des Nations Unies pour les partenariats
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Troisième trimestre de 2022

98. L'Administration se coordonnera avec la Fondation pour les Nations Unies pour veiller à ce qu'elle rende compte des dons qu'elle accepte des États Membres, conformément à ce qui a été prévu dans l'accord révisé régissant les relations entre l'Organisation et la Fondation.

99. Au paragraphe 307 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration demande à la Fondation pour les Nations Unies de fournir des informations budgétaires plus détaillées, par l'intermédiaire du comité mixte de coordination, conformément au modèle standard de rapport sur les initiatives de la Fondation.

Entité responsable : Bureau des Nations Unies pour les partenariats
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Troisième trimestre de 2022

100. L'ONU ne peut ni influencer ni superviser la façon dont la Fondation établit le budget de ses programmes. Toutefois, l'Administration s'entretiendra avec la Fondation sur la possibilité que cette dernière fournisse des informations budgétaires plus détaillées, par l'intermédiaire du comité mixte de coordination, conformément au modèle standard de rapport sur les initiatives de la Fondation.

101. Au paragraphe 313 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration demande à la Fondation pour les Nations Unies que des renseignements plus détaillés soient régulièrement fournis au sujet des activités de collecte de fonds, conformément à l'accord de relations, de façon à garantir l'utilisation efficace des fonds.

Entité responsable : Bureau des Nations Unies pour les partenariats
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Troisième trimestre de 2022

102. L'Administration se coordonnera avec la Fondation pour les Nations Unies afin que des informations plus détaillées soient fournies, par l'intermédiaire du comité de coordination conjoint, au sujet de la provenance et du montant des contributions que les donateurs versent à la Fondation pour soutenir les initiatives menées par celle-ci dans le cadre des programmes. L'ONU n'a pas l'intention de s'ingérer dans les activités de mobilisation de fonds de la Fondation, qui est une entité juridique indépendante. La Fondation assume seule la responsabilité de garantir que les contributions versées par les donateurs sont utilisées conformément à sa mission.

consistant à appuyer l'ONU et les causes défendues par cette dernière. Les activités de mobilisation de fonds et l'utilisation de ces fonds par la Fondation sont également soumises à la législation et à la réglementation nationales et locales applicables à la Fondation.

103. Au paragraphe 321 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se consulte avec la Fondation pour les Nations Unies afin de déterminer de quelle façon les parties à l'accord de relations pourraient s'entendre au sujet de la politique de la Fondation en matière de réserves, notamment pour ce qui est de définir le niveau approprié de ces réserves ainsi que les modalités de constitution et d'utilisation.

Entité responsable : Bureau des Nations Unies pour les partenariats
État d'application : Classement demandé
Priorité : Élevée
Délai : Sans objet

104. L'Administration fait remarquer que l'ONU n'exerce aucun contrôle sur le fonds de réserve de la Fondation pour les Nations Unies. En outre, l'accord révisé régissant les relations entre l'ONU et la Fondation ne contient aucune disposition qui conférerait à l'Organisation un droit de regard quant au niveau ou à l'utilisation du fonds de réserve de la Fondation. Ce fonds, sa gestion et le niveau auquel il doit être maintenu relèvent exclusivement des règles de gouvernance des organismes à but non lucratif et des lois et règlements nationaux et locaux applicables à la Fondation. Le fonds de réserve avait été établi par le Conseil d'administration de la Fondation conformément à ses obligations légales. L'Administration demande au Comité de classer cette recommandation.

105. Au paragraphe 328 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se consulte avec la Fondation pour les Nations Unies afin de déterminer de quelle façon les parties à l'accord de relations pourraient s'entendre au sujet de la politique de placement de la Fondation, afin de garantir une utilisation plus efficace des fonds au service des causes défendues par l'ONU.

Entité responsable : Bureau des Nations Unies pour les partenariats
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Troisième trimestre de 2022

106. L'Administration se concertera avec la Fondation pour les Nations Unies afin d'être tenue au courant de la politique de placement de cette dernière, étant entendu que l'Organisation ne détient pas de participation dans la Fondation, ne joue aucun rôle dans sa gouvernance et n'a aucun droit de regard sur la manière dont elle devrait investir ou utiliser ses fonds.

107. Au paragraphe 335 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se consulte avec la Fondation pour les Nations Unies afin de déterminer de quelle façon les parties à l'accord de relations pourraient s'entendre au sujet des dépenses d'administration élevées de la Fondation, afin de garantir une utilisation plus efficace des fonds au service des causes défendues par l'ONU.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau des Nations Unies pour les partenariats
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Troisième trimestre de 2022

108. L'Administration examinera les dépenses d'administration de la Fondation pour les Nations Unies et se concertera avec elle à ce sujet. Elle réaffirme toutefois que l'ONU n'a pas le pouvoir de faire en sorte que les fonds de la Fondation, entité juridique indépendante, soient utilisés plus efficacement au service des causes défendues par l'ONU.

109. Au paragraphe 342 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration lance sans plus tarder la nouvelle série enrichie d'indicateurs clés de performance et veille à ce que ceux-ci couvrent tous les risques recensés par les responsables concernant l'exercice de pouvoirs délégués dans leurs différents domaines d'activité.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

110. L'Administration a achevé l'examen des indicateurs clés de performance et a proposé d'enrichir la série d'indicateurs existants, au nombre de 16, à l'aide de nouveaux indicateurs, qui ont été approuvés par plusieurs responsables. La nouvelle série enrichie d'indicateurs clés de performance permettra de faire face aux risques recensés par les responsables, notamment : a) le risque de mauvaise utilisation des engagements ; b) le manque de séparation entre les fonctions d'achat ; c) le recours excessif à des méthodes informelles d'appel à la concurrence ; d) les risques d'accumulation de retard aux différentes étapes du recrutement.

111. Au paragraphe 347 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne les mesures voulues pour améliorer encore les indicateurs de succès relatifs aux contrats de mission des hauts fonctionnaires et se penche sur la question de l'harmonisation des plus fondamentaux d'entre eux avec les indicateurs clés de performance ayant trait à la délégation de pouvoirs, de manière à faire de ces contrats des instruments de responsabilisation plus efficaces.

<i>Entités responsables :</i>	Cabinet du Secrétaire général et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2022

112. L'Administration considère qu'il faut tenir compte de cette recommandation dans le cadre de la refonte des contrats de mission des hauts fonctionnaires pour 2022, et note que l'application du régime de délégation de pouvoirs est contrôlée et suivie

par d'autres moyens et qu'il s'agit d'un aspect pris en compte lors de l'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires.

113. Au paragraphe 351 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne les mesures voulues pour veiller à ce que les contrats de mission des hauts fonctionnaires soient dûment signés en temps utile, afin d'en permettre l'utilisation à des fins de gestion de la performance.

<i>Entités responsables :</i>	Cabinet du Secrétaire général et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2022

114. L'Administration prend des mesures visant à améliorer le respect des délais relatifs aux contrats de mission des hauts fonctionnaires, sans perdre de vue que l'achèvement des contrats, l'amélioration des textes y figurant et la définition d'objectifs plus clairs prendront du temps. En outre, les nouveaux cadres supérieurs auront besoin d'un sursis supplémentaire pour se familiariser avec leurs fonctions avant qu'un contrat puisse être conclu.

115. Au paragraphe 355 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration envisage de mettre en place un véritable mécanisme d'application du principe de responsabilité destiné aux chefs d'entités occupant un poste de la classe D-2 ou d'une classe inférieure, afin de garantir la continuité de l'action menée tout au long de la chaîne de commandement et de les tenir responsables des résultats obtenus.

<i>Entités responsables :</i>	Cabinet du Secrétaire général et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

116. L'Administration note qu'il existe déjà des mécanismes d'application du principe de responsabilité destinés aux chefs d'entités occupant un poste de la classe D-2 ou d'une classe inférieure. Elle examine actuellement l'application de ces mécanismes, en mettant l'accent sur deux domaines distincts mais liés entre eux :

a) En ce qui concerne l'application du principe de responsabilité au niveau individuel, le principal mécanisme permettant d'évaluer les chefs d'entités occupant un poste de la classe D-2 ou d'une classe inférieure est le Système de gestion de la performance et de perfectionnement, conformément à l'instruction administrative [ST/AI/2010/5](#). Les premiers et les deuxièmes notateurs, en tant que représentants du Secrétaire général, sont garants de la chaîne de commandement dans le système de gestion de la performance. L'Administration est en train d'élaborer une liste complète des premiers et deuxièmes notateurs des chefs d'entités appartenant à la classe D-2 ou à une classe inférieure ;

b) En ce qui concerne l'établissement des responsabilités à l'égard de l'administration des ressources, le principal mécanisme est le dispositif d'application

du principe de responsabilité visant à contrôler l'exercice des pouvoirs délégués concernant la prise de décisions. Tous les chefs d'entités, quelle que soit la classe de leur poste, prennent acte du dispositif lorsqu'ils acceptent que le Secrétaire général leur délègue des pouvoirs de décision. Le dispositif doit « permettre au Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité de suivre la manière dont les responsables d'entités exercent les pouvoirs qui leur sont délégués et de donner des garanties au Secrétaire général s'agissant de la bonne gestion des délégations de pouvoirs ». S'il existe des éléments probants indiquant qu'ils ne sont pas gérés convenablement, « le Secrétaire général peut à tout moment [...] suspendre, modifier ou révoquer ces pouvoirs » (ST/SGB/2019/2, sect. 2.7). Les efforts visant à améliorer les arrangements de suivi se poursuivent.

117. Au paragraphe 362 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration définisse des critères mesurables en lien avec les objectifs et fournisse aux entités des directives claires sur l'utilisation des résultats issus de l'évaluation relative à l'indicateur clé de performance n° 6.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

118. La Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité a proposé, dans le cadre de l'enrichissement de la série d'indicateurs clés de performance, de revoir l'indicateur clé de performance n° 6 sur les dérogations accordées dans le domaine des ressources humaines, afin d'y associer des mesures et des objectifs spécifiques, de manière à aider les entités à évaluer leur performance en ce qui concerne le signalement des dérogations en temps voulu et le respect des obligations relatives au pouvoir d'agir à titre dérogatoire dans le domaine des ressources humaines.

119. Au paragraphe 363 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration continue de renforcer l'encadrement et le suivi du signalement des cas de dérogation par les entités, afin de promouvoir un plus grand respect des obligations en la matière.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2022

120. Dans le cadre de l'examen approfondi qu'elle réalise chaque année, la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité analyse en détail le respect des obligations liées au signalement des dérogations. Elle a également répété aux entités, en soulignant l'importance de ce point, qu'elles devaient poursuivre leurs efforts de signalement et veiller à ce que les dérogations soient accordées conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et au cadre applicable, et qu'elles soient toutes signalées dans les délais prescrits. Elle a en outre apporté des améliorations au registre des dérogations afin d'enregistrer et de suivre les cas dans

lesquels des dérogations ont été approuvées par les entités en dehors du cadre de la délégation de pouvoirs, le but étant d'assurer un suivi plus complet des dérogations accordées dans le domaine des ressources humaines.

121. En plus de son examen approfondi annuel, la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité a entrepris en 2021 d'effectuer un contrôle et un suivi continus tout au long de l'année afin de signaler aux entités les dérogations ou les incohérences repérées, pour qu'elles apportent des corrections ou saisissent dans le registre les dérogations qui n'avaient pas été prises en compte. Cette initiative a été lancée afin de permettre aux entités de prendre des mesures correctrices en temps utile, dans la mesure du possible, et d'améliorer globalement les performances. La Division a fini de passer en revue le premier trimestre de 2021 et l'examen du deuxième trimestre est en cours. Au cours du premier trimestre de 2021, la Division a contrôlé les cas recensés et fait le point sur les réponses reçues des entités. Un certain nombre de rectifications ont déjà été apportées dans Umoja à la suite de l'examen. La Division enverra des rappels aux entités dont les réponses n'étaient pas conformes aux attentes.

122. Au paragraphe 369 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration envisage d'élargir la portée de l'indicateur clé de performance n° 4 pour y inclure l'ensemble des formations obligatoires et a appelé toutes les entités à veiller à ce que chaque cours obligatoire soit suivi en temps voulu, comme demandé.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2022

123. La Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité a proposé, dans le cadre de l'élargissement de la série d'indicateurs clés de performance, de revoir l'indicateur clé de performance n° 4 sur la formation obligatoire, afin qu'il prenne en compte toutes les formations obligatoires disponibles en ligne.

124. Au paragraphe 373 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que soit élaboré un plan par étapes de publication des directives en vue de rendre opérationnelle la délégation de pouvoirs, et surveille de près les progrès réalisés à cet égard.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

125. Le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Département de l'appui opérationnel continueront de collaborer étroitement afin de faciliter la publication des directives élaborées en vue de rendre opérationnelle la délégation de pouvoirs et suivront de près les progrès réalisés à cet égard. Les deux

départements se concerteront également pour établir l'ordre de priorité des futures directives, qui devront être publiées dans les délais prévus.

126. Au paragraphe 378 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration remédie au manque de connexions entre les systèmes informatiques afin de favoriser un meilleur suivi des dérogations, en coordination avec les équipes responsables du progiciel de gestion intégré.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ; Division du progiciel de gestion intégré et Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2022

127. Pour donner suite à cette recommandation, l'Administration procédera comme suit :

a) À court terme, l'objectif sera de trouver des solutions de remplacement, par exemple en donnant pour instruction aux entités qu'elles indiquent les références des avis de vacance concernant des postes temporaires dans les remarques accompagnant les notifications administratives. L'Administration et la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ont décidé que la Caisse créerait un compte de messagerie électronique spécial que la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité utiliserait régulièrement pour demander à la Caisse de confirmer si les fonctionnaires/consultants ou les vacataires identifiés percevaient une pension de retraite ;

b) À long terme, l'objectif sera d'améliorer les connexions entre les systèmes informatiques pour automatiser les comparaisons, afin d'appuyer les activités de suivi et d'étudier la possibilité de perfectionner Inspira pour faciliter la vérification automatique des offres d'emploi concernant des engagements temporaires. Si d'autres améliorations sont jugées nécessaires dans Umoja ou Inspira, les comités concernés en seront informés, dans le cadre de la démarche d'amélioration continue. En ce qui concerne les recoupements automatisés avec les données de la Caisse des pensions sur les retraités actuels, l'Administration tient à souligner que le Secrétariat n'est pas en mesure d'imposer de tels changements au système de la Caisse.

128. Au paragraphe 386 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce qu'une stratégie de communication plus solide soit mise en place pour porter les décisions du Comité des clients des services de gestion et les mesures proposées à l'attention de tous les responsables d'entités représentées dans ce mécanisme.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Troisième trimestre de 2021

129. Tous les responsables d'entités, les chefs et les directeurs de l'appui aux missions, les directeurs de soutien aux missions et les chefs de l'administration ont été autorisés à accéder au site SharePoint du Comité des clients des services de gestion. En outre, à partir de juillet 2021, l'Administration a communiqué les décisions et les mesures proposées aux responsables d'entités et les a invités à contacter leurs représentants au sein du Comité des clients des services de gestion pour toute question. L'Administration se réjouit de pouvoir fournir au Comité des commissaires aux comptes des preuves de l'application de cette recommandation lors du prochain audit intermédiaire.

130. Au paragraphe 387 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration donne suite à l'enquête menée afin de garantir que les déficiences et les lacunes mises en évidence fassent l'objet d'un travail de suivi et d'amélioration, le cas échéant, en vue de contribuer à la concrétisation des avantages attendus de la réforme.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

131. L'Administration a analysé les résultats de l'enquête et ses prochaines mesures consisteront à :

- a) regrouper les commentaires par thèmes généraux ;
- b) classer par ordre de priorité les points soulevés et les mesures à prendre en mettant en parallèle les effets et la facilité d'application, afin de présenter un plan d'action au Comité des clients des services de gestion pour qu'il puisse l'examiner et l'approuver à sa prochaine réunion, en septembre 2021 ;
- c) intégrer les mesures proposées dans les programmes de travail portant sur les domaines d'activité concernés ;
- d) assurer le suivi des mesures prises et en rendre compte aux clients par l'intermédiaire du Comité des clients des services de gestion.

132. Au paragraphe 393 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration formule un plan précis pour inclure, autant que faire se peut, les coordonnateurs et coordonnatrices résidents dans l'outil de suivi des indicateurs concernant le respect du principe de responsabilité, en s'appuyant sur les données disponibles dans Umoja et Inspira.

<i>Entités responsables :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

133. Le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Bureau de la coordination des activités de développement ont décidé de mettre en œuvre le plan suivant :

- a) Déterminer les critères d'identification des membres du personnel des bureaux des coordonnatrices et des coordonnateurs résidents dans les outils Umoja et Inspira (juin 2021) ;
- b) Prendre en compte les bureaux des coordonnatrices et des coordonnateurs résidents dans les indicateurs clés de performance liés aux ressources humaines, en commençant par le rapport portant sur le deuxième trimestre de 2021 ;
- c) Définir dans Umoja les critères de suivi des indicateurs clés de performance concernant les voyages pour les bureaux des coordonnatrices et des coordonnateurs résidents (août et septembre 2021) ;
- d) Prendre en compte les bureaux des coordonnatrices et des coordonnateurs résidents dans les indicateurs clés de performance concernant les voyages, en commençant par le rapport portant sur le troisième trimestre de 2021 ;
- e) Définir dans Umoja les critères de suivi des indicateurs clés de performance concernant les autres domaines d'activité pour les bureaux des coordonnatrices et des coordonnateurs résidents (novembre et décembre 2021) ;
- f) Prendre en compte les bureaux des coordonnatrices et des coordonnateurs résidents dans les indicateurs clés de performance concernant les autres domaines d'activité, en commençant par les rapports trimestriels pour 2022.

134. Au paragraphe 400 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que le Comité des clients des services de gestion continue de donner la priorité à l'élaboration de politiques dans l'Organisation et examine régulièrement l'avancée de ces travaux, afin d'en accélérer l'aboutissement.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Troisième trimestre de 2022

135. Cette recommandation est en cours d'application, l'échéance ayant été fixée au troisième trimestre de 2022.

136. Au paragraphe 405 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration poursuive ses efforts, notamment la mise en œuvre d'initiatives innovantes, en vue d'atteindre l'objectif d'un délai de recrutement de 120 jours pour pourvoir les postes vacants.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

137. L'Administration a présenté au Comité des informations attestant des nouveaux outils mis en place, qui aideront les entités à atteindre l'objectif de 120 jours. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

138. Au paragraphe 406 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que l'outil de suivi des indicateurs relatifs au respect du principe de responsabilité soit amélioré afin d'étendre le champ d'application de l'indicateur clé de performance n° 3 aux agent(e)s du Service mobile et aux administrateurs et administratrices et fonctionnaires de rang supérieur, jusqu'à la classe D-1.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2022

139. L'Administration a proposé, dans le cadre de la série révisée d'indicateurs clés de performance, de réviser l'indicateur clé de performance n° 3 sur le recrutement de manière à étendre son champ d'application aux agent(e)s du Service mobile et aux administrateurs et administratrices et fonctionnaires de rang supérieur, jusqu'à la classe D-1.

140. Le Département de l'appui opérationnel travaille en partenariat avec le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité pour améliorer les tableaux de bord de gestion de manière à faciliter le suivi de la procédure de recrutement. Les catégories de postes visées par la recommandation ont été mentionnées dans les besoins opérationnels examinés par les deux Départements.

141. Au paragraphe 413 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fournisse davantage de précisions sur les conditions et les critères applicables au recrutement à partir de listes d'aptitude et veille à dûment en tenir les candidates et candidats informés.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Sans objet

142. Lorsqu'un poste vacant est pourvu à partir d'une liste d'aptitude et que la sélection a lieu avant la date limite de dépôt des candidatures, il est clairement indiqué dans Inspira que le poste en question a été pourvu à partir de la liste d'aptitude et que les candidatures ne seront plus acceptées. Dès que le candidat ou la candidate est sélectionné(e), une notification est envoyée à tous les candidats. Cette fonctionnalité existe déjà dans le système de gestion des aptitudes Inspira et il s'agit de la procédure opérationnelle standard. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

143. Au paragraphe 419 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration révise les directives relatives aux listes d'aptitude – en prenant en compte les critères de la diversité géographique et de la parité des genres et les possibilités de caducité – afin d'en assurer l'adaptation aux besoins en effectifs prévus, d'y préciser les responsabilités de chacun et chacune en matière de mise à jour et d'y formuler des instructions destinées aux responsables des postes à pourvoir concernant l'engagement de candidats présélectionnés.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2022

144. Le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Département de l'appui opérationnel collaborent à la mise en place d'un système de gestion de la liste d'aptitude plus robuste, ce qui supposera : a) d'analyser de manière approfondie la liste d'aptitude existante ; b) de modifier le cadre réglementaire ; c) de définir les mesures prioritaires qui permettront de parvenir à une représentation équitable et à la parité des genres. Il faudra également procéder à un examen des réseaux d'emplois, des familles d'emplois et des codes emploi. Cette recommandation ne pourra être intégralement appliquée que si des ressources suffisantes sont disponibles.

145. Au paragraphe 424 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fournisse aux entités des directives les incitant à s'attacher davantage à améliorer l'équité de la représentation géographique.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

146. L'Administration tient à souligner que de telles directives figurent dans la Stratégie en faveur de la diversité géographique. Les entités peuvent accéder aux informations relatives à la représentation géographique en utilisant le tableau de bord de gestion, qui leur permet de suivre cette question. De plus, le Bureau des ressources humaines a élaboré et fourni aux entités une boîte à outils sur la diversité, qui comprend des conseils détaillés et des listes de contrôle pour chaque étape de la procédure de recrutement ou de réaffectation et permet ainsi d'améliorer l'équité de la représentation géographique. Dans le cadre de la Stratégie, la Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité rencontre chaque chef d'entité ; à cette occasion, elle souligne l'importance des règles relatives à la représentation géographique équitable et à la parité des genres et examine le plan d'action de l'entité en la matière, les scénarios et résultats possibles, les orientations futures et les prochaines étapes à suivre pour accélérer les progrès. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

147. Au paragraphe 430 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration suive de près le déploiement du nouveau module de gestion de la prime de danger dans Umoja en 2021 afin d'éviter tout futur versement injustifié à des membres du personnel.

Entités responsables : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Division du progiciel de gestion intégré

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée

Délai : Quatrième trimestre de 2021

148. L'Administration suit de près le déploiement du nouveau module Umoja de gestion de la prime de danger, qui a été lancé en août 2021. Dans le cadre de ce nouveau module, la prime de danger est versée aux membres du personnel qui remplissent les conditions nécessaires et qui ont déclaré en ligne les jours où ils étaient physiquement présents sur le lieu justifiant le versement d'une telle prime.

149. Au paragraphe 438 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fournisse des directives aux entités concernant l'application, dans les règles, des exceptions relatives à l'indemnité de cherté de vie, en tenant compte de la nature de l'indemnité elle-même.

Entité responsable : Département de l'appui opérationnel

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée

Délai : Deuxième trimestre de 2022

150. L'Administration travaille à l'élaboration d'un guide qui traitera de toutes les questions liées aux membres des groupes d'experts et notamment de l'indemnité de cherté de vie.

151. Au paragraphe 449 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration publie des directives opérationnelles claires à l'intention des entités en ce qui concerne les engagements temporaires, les indemnités de fonctions et les interruptions de service obligatoires.

Entités responsables : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Deuxième trimestre de 2022

152. Les directives opérationnelles relatives aux engagements temporaires, aux indemnités de fonctions et aux interruptions de service obligatoires sont en cours d'élaboration et devraient être publiées d'ici la fin du premier trimestre de 2022. De plus, la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité a publié en mars 2021 des directives concernant les exceptions aux règles applicables aux engagements temporaires, aux indemnités de fonctions et aux interruptions de

service obligatoires dans le guide relatif aux exceptions en matière de ressources humaines.

153. Au paragraphe 455 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fournisse des directives opérationnelles claires et renforce le contrôle de la durée des engagements de consultants et de vacataires ainsi que des revenus maximaux autorisés, afin de veiller au strict respect des exigences en la matière, de repérer les cas de chevauchement de contrats de consultants et de vacataires et de rappeler aux entités d'éviter les erreurs de traitement.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2022

154. Le Département de l'appui opérationnel a récemment publié des directives relatives au calcul de la durée des engagements afin de garantir le respect des limites de durée fixées dans l'instruction administrative [ST/AI/2013/4](#). Des directives applicables au rengagement d'un ancien fonctionnaire comme consultant ou comme vacataire sont en cours d'élaboration et devraient être publiées d'ici à la fin du troisième trimestre de 2021.

155. En plus d'un examen annuel approfondi, la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité procédera à des examens et assurera un suivi tout au long de l'année afin que les exceptions ou les incohérences détectées, ainsi que les éventuels chevauchements de contrats, soient portés à l'attention des entités concernées pour qu'elles les rectifient ou qu'elles les signalent dans le registre des exceptions. Ces entités pourront ainsi prendre des mesures correctrices en temps utile, dans la mesure du possible, et ainsi gagner en efficacité.

156. Au paragraphe 460 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration améliore la structure de gouvernance de la sécurité et de la santé au travail afin que l'organe de contrôle puisse jouer correctement son rôle et fournir des plans à l'échelle du Secrétariat.

<i>Entités responsables :</i>	Département de l'appui opérationnel et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

157. La structure de dotation en personnel pour le système de gestion de la sécurité et de la santé au travail est en cours d'examen et les résultats seront communiqués au Contrôleur au cours du présent cycle budgétaire. L'Administration note que cette dotation en personnel dépend de l'approbation de l'Assemblée générale.

158. Au paragraphe 461 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette sur pied un groupe de travail technique chargé de proposer l'adoption de mesures opportunes au niveau du Secrétariat.

<i>Entités responsables :</i>	Département de l'appui opérationnel et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

159. L'Administration a entrepris de constituer le groupe de travail technique, qui devrait être mis sur pied avant la fin de 2021.

160. Au paragraphe 462 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration optimise les procédures de collecte, d'analyse, d'intervention et de notification relatives aux incidents liés à la sécurité et à la santé au travail à travers le Secrétariat.

<i>Entités responsables :</i>	Département de l'appui opérationnel et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2022

161. La procédure de notification des incidents au Secrétariat de l'ONU est en cours d'élaboration et devrait être déployée dans deux missions pilotes d'ici au quatrième trimestre de 2021.

162. Au paragraphe 478 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'abstienne de prolonger des contrats au-delà de la durée maximale prescrite et que, lorsqu'elle n'a d'autre choix que de le faire, elle consigne les raisons de la prolongation par écrit.

<i>Entité responsable :</i>	Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

163. Le Département de l'appui opérationnel souhaite préciser que les raisons justifiant la prolongation d'un contrat sont exposées par écrit et fournies dans la lettre d'agrément relative à celle-ci. Dans la plupart des cas, la prolongation d'un contrat au-delà de la durée maximale est demandée par le service client, généralement pour assurer la continuité du service, éviter une perturbation des opérations ou faire face à une crise. La Division des achats examine ces demandes et décide si les prolongations souhaitées sont dans le meilleur intérêt de l'Organisation. Dans l'affirmative, les responsables de dossiers transmettent les demandes aux autorités ou aux comités compétents pour examen et approbation, conformément aux règlements, règles et procédures en vigueur. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

164. Au paragraphe 479 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration conserve une trace écrite des éléments d'information ci-après pour chaque dossier relatif à des achats actuels ou futurs : personnes

responsables ; avancement de la procédure, y compris concernant les délais fixés et les retards prévus, le cas échéant ; raisons motivant le choix du fournisseur.

Entité responsable : Département de l'appui opérationnel
État d'application : Classement demandé
Priorité : Moyenne
Délai : Sans objet

165. Les éléments d'information demandés, à savoir les personnes responsables, l'avancement de la procédure, y compris concernant les délais fixés et les retards prévus, le cas échéant, et les raisons motivant le choix du fournisseur figurent déjà dans les dossiers relatifs aux achats. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

166. Au paragraphe 485 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration renforce le mécanisme de contrôle de la gestion des contrats afin d'éviter que des contrats et, par conséquent, des garanties de bonne exécution, devant être prolongés n'arrivent à expiration.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Vienne
État d'application : Classement demandé
Priorité : Moyenne
Délai : Sans objet

167. En coopération avec le Service de l'informatique, le Groupe des achats de l'Office des Nations Unies à Vienne a mis au point un outil de suivi de la gestion des contrats qui donne une vue d'ensemble des dates d'expiration des contrats, des avenants et des garanties de bonne exécution et qui envoie des rappels en temps utile. Cet outil a été mis en service en mai 2021. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

168. Au paragraphe 493 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration apporte son concours aux travaux menés par le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable afin de poursuivre l'amélioration du cadre d'indicateurs relatifs aux objectifs.

Entité responsable : Département des affaires économiques et sociales
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Deuxième trimestre de 2023

169. Depuis la création du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable en 2015, c'est à la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales qu'il incombe d'appuyer les travaux du Groupe, qui consistent à poursuivre l'examen et l'amélioration du cadre d'indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable. Dans les années à venir, le Groupe continuera d'apporter des améliorations annuelles (à savoir de légères améliorations et des modifications de forme) aux indicateurs en attendant le prochain examen d'ensemble du cadre, qui aura lieu en 2025.

170. Au paragraphe 494 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'appuie sur la promotion de l'innovation, le renforcement des capacités et l'amélioration de l'échange de données et de métadonnées pour faciliter la réalisation des cibles associées aux objectifs de développement durable arrivées à échéance en accélérant la collecte de données pour les indicateurs.

Entité responsable : Département des affaires économiques et sociales
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Deuxième trimestre de 2023

171. L'Administration continue de développer le cadre d'indicateurs et de renforcer les capacités et les travaux qu'elle mène en ce sens font l'objet de rapports et sont examinés par la Commission de statistique lors de ses sessions annuelles.

172. Au paragraphe 501 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'emploie à promouvoir le cadre d'évaluation du Compte de l'ONU pour le développement et les directives relatives à l'évaluation des projets, afin de garantir la qualité des évaluations et d'harmoniser le format des rapports d'évaluation pour en faciliter l'élaboration et la synthèse.

Entité responsable : Département des affaires économiques et sociales
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2022

173. Le Département des affaires économiques et sociales a commencé à promouvoir l'application de cette recommandation au moment de la publication des directives et du cadre. Il travaille à améliorer la qualité et le format des rapports. Le projet de budget-programme pour 2022 prévoit un poste P-4 dont le (la) titulaire sera chargé(e) de l'évaluation dans le cadre du Compte de l'ONU pour le développement. Le Département note que l'approbation de ce poste sera essentielle à l'application de la recommandation.

174. Au paragraphe 502 de son rapport, le Comité a également recommandé que l'Administration veille à ce que des ressources suffisantes soient allouées pour que les programmes soient évalués en temps voulu.

Entité responsable : Département des affaires économiques et sociales
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2022

175. Le Département des affaires économiques et sociales a commencé à appliquer cette recommandation. À compter du budget 2021, 2 % des ressources affectées à chaque projet sont allouées aux évaluations menées au niveau des programmes, ce qui permet de recruter des consultants externes à cette fin. Ces évaluations sont complexes et nécessitent quatre à six spécialistes qu'il faut gérer et coordonner. Le projet de budget-programme pour 2022 prévoit un emploi de spécialiste de l'évaluation (P-4) au titre du Compte de l'ONU pour le développement. Le

Département des affaires économiques et sociales note que cet emploi sera essentiel pour la coordination et la gestion de ces évaluations complexes et pour l'application de la recommandation.

176. Au paragraphe 509 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration intensifie ses efforts de mobilisation des ressources afin d'assurer un financement suffisant, prévisible et durable permettant de soutenir le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

177. L'Administration attend avec intérêt les résultats de l'examen du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, qui orienteront la stratégie à suivre et les mesures à prendre pour renforcer la mobilisation des ressources de sorte que l'apport de ressources soit régulier et que le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents puisse fonctionner de manière optimale. Cet examen a été lancé et le rapport correspondant du Secrétaire général (A/75/905), dans lequel celui-ci a proposé différentes options concernant le financement du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, a été publié le 7 juin 2021. Les options proposées sont les suivantes : a) financer intégralement le système à l'aide de contributions statutaires ; b) financer le système au moyen d'un modèle hybride dans lequel l'accord de partage des coûts entre entités et le prélèvement de 1 % aux fins de la coordination seront maintenus mais les contributions volontaires seront remplacées par des contributions statutaires. La décision que prendra l'Assemblée générale à ce sujet déterminera la marche à suivre pour la mobilisation des ressources.

178. Au paragraphe 515 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore un plan de mobilisation des ressources plus solide.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

179. Le plan de mobilisation des ressources sera révisé en fonction des résultats de l'examen du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des modifications apportées au modèle de financement de celui-ci. Cet examen a été lancé et le rapport correspondant du Secrétaire général (A/75/905), dans lequel celui-ci a proposé différentes options concernant le financement du système, a été publié le 7 juin 2021, comme indiqué plus haut.

180. Au paragraphe 516 de son rapport, le Comité a recommandé une fois encore que l'Administration élargisse la base de donateurs afin d'encourager le versement, à titre volontaire, de contributions qui permettront au Fonds commun pour les objectifs de développement durable d'être doté des ressources nécessaires.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2022

181. Le Fonds commun pour les objectifs de développement durable prévoit d'intensifier les contacts avec les donateurs, traditionnels ou non, tant au niveau bilatéral qu'à l'occasion de la réunion annuelle de son groupe stratégique consultatif, qui est présidé par la Vice-Secrétaire générale. Il organise par ailleurs un atelier de mobilisation des donateurs qui devrait lui permettre d'élargir sa base de donateurs et d'être ainsi doté des ressources nécessaires. Il a également pris contact avec les donateurs du fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement ; en effet, ce fonds devrait être clôturé en avril 2022, et les enseignements tirés de son expérience et les activités qu'il a entreprises pour faire face aux urgences en matière de développement seront transférés au Fonds commun pour les objectifs de développement durable. Le Fonds commun se met aussi en rapport avec d'autres partenaires du secteur privé, notamment pour ce qui est des petits États insulaires en développement, des pays les moins avancés et de la transition numérique. Les activités menées pour encourager le mécénat se poursuivront également.

182. Au paragraphe 521 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration suive de près la procédure de recrutement en cours afin de veiller à ce que les postes de coordonnateur(trice) résident(e) et les autres postes clés dans les bureaux des coordonnatrices et des coordonnateurs résidents soient pourvus dans les meilleurs délais.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

183. L'Administration continue de suivre de près la procédure de recrutement en cours afin de veiller à ce que les postes clés dans les bureaux des coordonnatrices et des coordonnateurs résidents soient pourvus dans les meilleurs délais.

184. Au paragraphe 527 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration arrête dès que possible une version définitive de la politique de sélection et d'évaluation des coordonnatrices et des coordonnateurs résidents afin d'améliorer le système de sélection de ces derniers.

<i>Entités responsables :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

185. Le Bureau des ressources humaines a mis la dernière main au projet de politique et mené à son terme le processus de consultation avec les entités du système des Nations Unies ; il engagera des consultations avec le Bureau des affaires juridiques conformément aux procédures de publication d'une instruction administrative au Secrétariat.

186. Au paragraphe 533 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration renforce encore le suivi du cycle du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et détermine les causes des retards pris dans les bureaux des coordonnatrices et des coordonnateurs résidents des pays susmentionnés, en collaboration avec les parties concernées, afin de faciliter la mise en œuvre des principales étapes du plan-cadre de coopération.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

187. L'analyse se poursuit à mesure que sont reçues les informations en provenance des pays. Dans l'intervalle, le Groupe des Nations Unies pour le développement durable a été informé, à sa réunion de juillet 2021, que la conception du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable prenait plus de temps que ce qui avait été prévu dans les orientations relatives au cadre général.

188. Au paragraphe 534 de son rapport, le Comité a également recommandé que l'Administration aide les pays qui ont signé des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable à mieux concevoir leurs plans de travail conjoints et à créer des comités directeurs conjoints qui deviennent opérationnels.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

189. Un groupe de travail interinstitutions a été créé et est notamment chargé d'élaborer des orientations techniques concernant les plans de travail conjoints. À partir d'une analyse détaillée de la conformité des plans de travail conjoints, des communications spécifiquement destinées à tous les coordonnateurs et coordonnatrices résidents ont été élaborées afin d'encourager l'utilisation de ces plans de travail, et le Bureau de la coordination des activités de développement continue d'apporter un appui technique adapté aux pays, que ce soit à titre individuel ou dans le cadre de sous-groupes régionaux.

190. Au paragraphe 538 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se concerte étroitement avec les coordonnateur(trice)s résident(e)s et leur apporte son soutien afin de veiller à ce que les plans nationaux de mise en œuvre soient élaborés en temps voulu, de manière à répondre de manière adaptée aux besoins des pays, et à ce qu'ils soient appliqués correctement dans les bureaux multipays.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2022

191. Le Bureau de la coordination des activités de développement apporte un soutien continu aux bureaux multipays, sachant que de nouveaux cadres multipays sont en cours d'élaboration dans les régions des Caraïbes et du Pacifique. Les plans nationaux de mise en œuvre dépendront de la version définitive du cadre de résultats associé au plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable de chaque pays concerné.

192. Au paragraphe 542 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse en sorte que les entités qui ne l'ont pas encore fait signent rapidement le principe de reconnaissance mutuelle.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

193. La question de la reconnaissance mutuelle a été transmise au Comité de haut niveau sur la gestion, qui se chargera de toute activité ultérieure s'y rapportant. En juin 2021, des déclarations de reconnaissance mutuelle avaient été signées par 21 organisations, le Secrétaire général signant au nom de toutes les entités du Secrétariat. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

194. Au paragraphe 543 de son rapport, le Comité a recommandé à nouveau que l'Administration redouble d'efforts pour veiller à ce que le principe de mesure de la satisfaction des clients et les principes de calcul des coûts et des prix, ainsi que la stratégie relative aux activités d'appui, soient signés ou élaborés dans les meilleurs délais.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

195. Au 3 août 2021, 11 organisations avaient signé les documents relatifs aux principes de calcul des coûts et des prix et au principe de mesure de la satisfaction des clients. Le Bureau de la coordination des activités de développement a assuré un suivi en rappelant à deux reprises aux organisations qui ne l'avaient pas encore fait de signer ces documents. À la réunion tenue le 30 juin 2021, les présidents du Groupe des innovations institutionnelles du Groupe des Nations Unies pour le développement durable ont réaffirmé qu'il était essentiel que les 10 organisations qui ne l'avaient pas encore fait signent ces documents.

196. En août 2021, 129 des 131 pays avaient signé leur stratégie relative aux activités d'appui. Les deux derniers devraient l'avoir fait d'ici à la fin de 2021. La date limite fixée par l'Assemblée générale pour la mise en œuvre de la stratégie est le 31 décembre 2021, et le Groupe des innovations institutionnelles est donc bien en avance sur le calendrier.

197. Au paragraphe 549 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse appel au Groupe des innovations institutionnelles afin de mettre en place une procédure d'approbation simplifiée et un nouveau calendrier, de manière à garantir la mise en œuvre des services de soutien communs et l'obtention des avantages escomptés.

Entité responsable : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

198. Le Groupe des innovations institutionnelles a élaboré une proposition visant à normaliser la mise en œuvre des services de soutien communs de manière à simplifier et à accélérer cette mise en œuvre et en particulier la procédure d'approbation de ces services. Il a approuvé cette proposition lors de sa réunion du 30 juin 2021, et l'examen devrait avoir lieu au quatrième trimestre de 2021.

199. Au paragraphe 558 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne toutes les mesures nécessaires pour accélérer l'élaboration des plans nationaux de partage des locaux au niveau des pays et veille à ce que le plan de mobilisation des ressources et l'étude d'impact soient réalisés dans les délais prévus, conformément au programme de travail annuel du Groupe des innovations institutionnelles.

Entité responsable : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

200. La mise en œuvre des plans nationaux de partage des locaux a été lancée en juin 2021 et se poursuit dans les délais prévus. Le Groupe des innovations institutionnelles élabore le plan de mobilisation des ressources, qui prévoit différentes options pour développer le partage des locaux. L'étude d'impact devrait être achevée d'ici au quatrième trimestre de 2021.

201. Au paragraphe 562 de son rapport, le Comité a recommandé à nouveau que l'Administration accélère la mise au point définitive du cadre régional et mondial de gestion et de responsabilité.

Entité responsable : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Troisième trimestre de 2021

202. En août 2021, un projet final a été distribué pour examen aux responsables du Groupe des Nations Unies pour le développement durable par la Vice-Secrétaire générale. Il est prévu que le Groupe se réunisse en septembre 2021 pour mettre la dernière main aux cadres de gestion et de responsabilité, notamment au niveau régional et mondial, et pour les approuver.

203. Au paragraphe 563 de son rapport, le Comité a également recommandé une fois encore que l'Administration accélère la mise en place d'un dispositif permanent de gestion de la performance des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, des équipes de pays des Nations Unies et des équipes au niveau régional, lequel devrait être adapté à leurs nouvelles fonctions.

Entité responsable : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Deuxième trimestre de 2022

204. Le processus de consultation avec les entités concernées du Groupe des Nations Unies pour le développement durable a été lancé, de même que des discussions avec le Bureau des ressources humaines, en vue de l'élaboration d'une instruction administrative.

205. Au paragraphe 564 de son rapport, le Comité a recommandé à nouveau que l'Administration veille à ce que l'évaluation de tous les membres du personnel soit achevée en temps voulu.

Entité responsable : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

206. L'évaluation des membres du personnel est en cours, conformément au cycle de gestion de la performance et de perfectionnement. En suivant régulièrement le tableau de bord de gestion et en aidant le personnel à remplir les documents relatifs à la gestion de la performance et au perfectionnement au moyen de webinaires et de rappels par courriel, le Bureau de la coordination des activités de développement fera en sorte que les évaluations soient faites et qu'elles soient achevées en temps voulu, conformément au cycle de gestion de la performance et de perfectionnement.

207. Au paragraphe 569 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration suive de près les résultats de ces trois équipes de pays des Nations Unies et prenne des mesures correctrices pour remédier aux insuffisances constatées.

Entité responsable : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : Classement demandé
Priorité : Moyenne
Délai : Sans objet

208. Les équipes de pays des Nations Unies ont été dûment informées et les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les directrices et directeurs régionaux du Groupe des Nations Unies pour le développement durable ont évoqué les insuffisances constatées avec les équipes de pays concernées. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

209. Au paragraphe 576 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration détermine quel mécanisme d'amélioration continue et de communication de l'information relative aux avantages sera en place après la transition.

Entité responsable : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

210. La réforme du dispositif de paix et de sécurité avait été pleinement mise en œuvre au 1^{er} janvier 2019 avec la création du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix. Le système de gestion des avantages permettra de définir les mesures prioritaires à prendre jusqu'à la fin de 2021.

211. Au paragraphe 581 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fixe le calendrier de l'élaboration finale des 10 procédures restantes, en tenant dûment compte du nouveau système de délégation de pouvoir, et mette en place l'ensemble des procédures dans les meilleurs délais.

Entité responsable : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

212. Il est prévu que les 10 procédures restantes soient toutes achevées d'ici au 31 décembre 2021.

213. Au paragraphe 585 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse en sorte que l'indicateur 2, relatif aux impressions générales des États Membres participant aux activités de la Commission de consolidation de la paix, soit pris en compte dans les outils de gestion de la performance qu'elle utilisait actuellement afin qu'il soit bien rendu compte des résultats correspondants.

Entité responsable : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

214. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix fera en sorte que l'indicateur 2 figure dans le contrat de mission concernant le Bureau du Sous-Secrétaire général à l'appui à la consolidation de la paix pour 2021.

215. Au paragraphe 586 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration fasse en sorte qu'il soit rendu compte en temps voulu, dans le système de suivi des avantages, des données de référence et de celles concernant les résultats obtenus pour certains indicateurs associés aux initiatives relatives à la réforme.

Entité responsable : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

216. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix fournit deux fois par an des données destinées à alimenter le système de suivi des avantages concernant le pilier Paix et sécurité. Le système et le plan d'exécution sont entièrement actualisés. Le Département entend veiller à ce que toutes les mises à jour soient effectuées en temps voulu.

217. Au paragraphe 587 de son rapport, le Comité a recommandé en outre que l'Administration applique les meilleures pratiques et retienne des enseignements, en accordant notamment la priorité aux stratégies régionales et aux synergies avec les autres entités des Nations Unies, afin que les expériences probantes constatées dans le cadre de la réforme contribuent à éclairer et orienter ses activités futures.

Entité responsable : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

218. Les observations de l'Administration figurent au paragraphe 588 du rapport du Comité. Par ailleurs, il a été procédé à l'analyse de la portée et des éléments souhaitables de l'étude conjointe relative aux enseignements à retenir proposée. Le projet de mandat a été élaboré et deux phases ont été définies.

219. Au paragraphe 592 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration vérifie que les experts inactifs inscrits sur le fichier d'experts en médiation et sur le fichier des organes subsidiaires du Conseil de sécurité remplissent les conditions requises pour y rester.

Entité responsable : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

220. La Division des politiques et de la médiation du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix a examiné les entrées relatives à chacun et chacune des experts inscrits sur le fichier du Groupe de l'appui à la médiation concernant l'Équipe de réserve de conseillers principaux pour la médiation afin de déterminer si leur nom devait continuer d'y figurer. Au total, 17 noms ont été supprimés et 44 conservés. Lorsqu'une nouvelle plateforme électronique réservée à l'administration du fichier d'experts des organes subsidiaires du Conseil sera mise en service, la Division des affaires du Conseil de sécurité passera en revue chacun des profils inactifs et déterminera s'il convient de les conserver. Cette plateforme est en cours de création.

221. Au paragraphe 593 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration mette en place un outil intégré de gestion des fichiers en vue d'accroître l'efficacité de la gestion du fichier d'experts électoraux.

<i>Entités responsables :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Troisième trimestre de 2022

222. Un outil intégré de gestion des fichiers facilitera la gestion efficace du fichier d'experts électoraux. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix contribue aux travaux du groupe de travail dirigé par le Département de l'appui opérationnel en vue de trouver une solution.

223. Au paragraphe 594 de son rapport, le Comité a recommandé en outre que l'Administration redouble d'efforts afin d'améliorer la représentation des genres et la représentation géographique dans les trois fichiers.

<i>Entité responsable :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Sans limite de temps

224. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix est déterminé à accroître le nombre de femmes membres de groupes d'experts pour atteindre la parité (et contribuer ainsi à la réalisation de l'objectif fixé par le Secrétaire, à savoir parvenir à la parité à l'échelle du système d'ici à 2028, et à l'application de la politique du Département concernant les femmes et la paix et la sécurité). Il s'efforcera d'accroître la représentation des femmes de tous les groupes régionaux dans les fichiers, notamment en organisant des activités ciblées de sensibilisation, et redoublera d'efforts afin d'y améliorer la représentation géographique globale. Il entend examiner plus avant avec le Comité la question de savoir quels indicateurs seraient les plus utiles pour établir que les efforts ont été multipliés et que la recommandation peut être considérée comme appliquée.

225. Au paragraphe 597 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revoie le mécanisme de financement de l'assistance électorale fournie par l'Organisation, assure la coordination avec les organismes des Nations Unies concernés pour intensifier les activités de collecte de fond,

diversifier les sources de financement et réussir à répondre aux besoins des États Membres qui demandent une assistance électorale.

<i>Entité responsable :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Sans limite de temps

226. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres partenaires, la Division de l'assistance électorale s'emploie à appliquer cette recommandation. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix entend examiner plus avant avec le Comité les mesures qu'il prend pour appliquer la recommandation et la question de savoir si d'autres mesures doivent être prises afin que cette recommandation soit considérée comme appliquée.

227. Au paragraphe 598 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration prie les partenaires de réalisation de présenter systématiquement et sans retard au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix des rapports d'étape et des rapports finals concernant l'exécution des projets.

<i>Entité responsable :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans limite de temps

228. La Division de l'assistance électorale continue de prier le PNUD et d'autres entités des Nations Unies de présenter systématiquement et sans retard des rapports d'étape et des rapports finals concernant l'exécution des projets. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix entend examiner plus avant avec le Comité les mesures qu'il prend pour appliquer la recommandation et la question de savoir si d'autres mesures doivent être prises afin que cette recommandation soit considérée comme appliquée.

229. Au paragraphe 599 de son rapport, le Comité a recommandé en outre que l'Administration veille à ce que les partenaires de réalisation des projets d'assistance électorale communiquent en temps voulu les résultats de la sélection des candidats et les résultats de l'évaluation de la performance des consultants et des experts inscrits sur le fichier correspondant une fois la mission achevée.

<i>Entité responsable :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

230. L'Administration continuera de prier les partenaires de réalisation de communiquer en temps voulu les résultats de la procédure de recrutement. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix conserve

également les résultats de l'évaluation de la performance des consultants et des experts une fois la mission achevée.

231. Il convient toutefois de signaler que cette recommandation pourrait ne pas être appliquée dans son intégralité, non seulement parce que les informations figurant dans les rapports d'évaluation de la performance individuelle ont un caractère délicat et confidentiel, mais également car cela pourrait être incompatible avec des règlements et règles relatifs aux ressources humaines en vigueur à l'Organisation. Par ailleurs, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix a pour tâche de communiquer au PNUD les noms et notices personnelles des candidats présélectionnés inscrits sur la liste d'aptitude, afin que les emplois de temporaire vacants concernés puissent être pourvus plus rapidement au PNUD. Il ne participe pas aux activités de sélection ni à l'administration des dossiers des candidats retenus. Il ne lui appartient donc pas de demander que lui soient communiquées des informations personnelles telles que les rapports d'évaluation de la performance des membres du personnel du PNUD.

232. Au paragraphe 602 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que la MANUA et la MANUSOM établissent des modèles de plan de travail dans lesquels figureraient des objectifs de référence, des critères de réussite et des indicateurs de performance, et améliorent la façon de faire afin que les produits non quantifiables puissent être mesurés de manière plus efficace.

<i>Entités responsables :</i>	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

233. La MANUA établira un modèle de plan de travail dans lequel figureront des objectifs de référence, des critères de réussite et des indicateurs de performance, et améliorera les méthodes employées afin que les produits non quantifiables puissent être mesurés de manière plus efficace.

234. En ce qui concerne les services organiques, la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) a établi un nouveau modèle de plan de travail pour 2021. On y trouve des objectifs et produits concrets se rapportant aux orientations stratégiques de la Mission fondées sur les mandats, les budgets axés sur les résultats et les plans-cadres adoptés à l'échelle de l'Organisation, tel le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable de la Somalie. Des éléments relatifs au suivi de la performance et à la communication de l'information figurent également dans le modèle afin de faciliter les activités de suivi et la mesure des résultats.

235. Au paragraphe 603 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration veille à ce que la MANUSOM prenne des mesures pour accélérer l'établissement d'un inventaire des risques en vue de recenser les principaux risques et de les atténuer.

<i>Entité responsable :</i>	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie
<i>État d'application :</i>	En cours d'application

Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

236. Le Comité de gestion des risques placé sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général a approuvé l'inventaire des risques. Le plan de traitement des risques correspondant doit être approuvé d'ici à la fin de 2021.

237. Au paragraphe 607 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore un plan de financement plus ambitieux et accroisse le nombre de donateurs de façon à atteindre les objectifs de financement.

Entité responsable : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Premier trimestre de 2022

238. Le Fonds pour la consolidation de la paix applique son plan de financement tel que défini dans sa stratégie pour la période 2020-2024. En janvier 2021, le Secrétaire général a organisé une conférence de haut niveau sur la reconstitution des ressources qui a permis d'accroître le nombre de donateurs. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix s'assure auprès des donateurs de longue date et des nouveaux donateurs que les contributions annoncées seront versées et poursuit l'action menée pour accroître le nombre de donateurs. Ces efforts s'ajoutent au dialogue actuellement mené par les États Membres à l'Assemblée générale et à la Commission de consolidation de la paix en matière de financement des activités de la consolidation de la paix.

239. Au paragraphe 613 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse des directives claires concernant les examens thématiques afin que ceux-ci puissent être effectués de manière plus systématique selon les orientations générales qui auraient été bien définies.

Entité responsable : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
État d'application : Classement demandé
Priorité : Élevée
Délai : Sans objet

240. Le Fonds pour la consolidation de la paix a pour ligne de conduite claire de procéder à deux examens thématiques par an, en coopération avec les partenaires. Il réserve 25 000 dollars pour chaque examen thématique et fait appel aux partenaires afin d'obtenir des ressources supplémentaires et d'encourager les principaux partenaires à s'approprier et à accepter pleinement les recommandations formulées à l'issue des examens thématiques. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

241. Au paragraphe 618 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette en place un comité directeur mixte dans les pays concernés, conformément au mandat du Fonds pour la consolidation de la paix.

<i>Entité responsable :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

242. Un comité directeur mixte a été mis en place dans 15 pays et le sera bientôt dans les deux autres pays concernés (République centrafricaine et Guinée).

243. Au paragraphe 619 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration redouble d'efforts pour accélérer l'élaboration des lignes directrices relatives au comité directeur mixte afin que celles-ci soient établies en bonne et due forme.

<i>Entité responsable :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

244. La version finale de la note d'orientation sur la mise en place des comités directeurs mixtes et celle du mandat correspondant ont été établies. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

245. Au paragraphe 624 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration renforce ses activités de contrôle et de suivi de l'exécution des projets pour faire en sorte que les rapports descriptifs, les rapports financiers et les rapports d'audit soient présentés dans les délais prévus.

<i>Entité responsable :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

246. Huit semaines environ avant la date à laquelle les rapports descriptifs et les rapports financiers doivent être présentés, le Fonds pour la consolidation de la paix envoie à tous les bénéficiaires du Fonds des rappels ainsi que des modèles de rapport et des informations sur la marche à suivre pour mener cette tâche à bien. Le Fonds vérifie ensuite, dans son tableau de bord conçu à cette fin, si les rapports concernant chaque projet ont bien été soumis. Lorsqu'un rapport n'a pas été soumis dans les délais prévus, les administrateurs de programmes sont chargés d'adresser des relances, au cas par cas, afin de veiller à ce que tous les rapports soient présentés.

247. Au paragraphe 627 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse en sorte que des mesures correctrices soient prises en temps voulu afin que les projets dont l'exécution s'écarte des objectifs puisse être réalisés comme prévu.

<i>Entité responsable :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

248. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix examine l'état d'exécution des projets deux fois par an pour vérifier si un projet progresse comme prévu. Si l'exécution d'un projet s'écarte des objectifs fixés pendant plus d'un cycle de présentation des rapports, l'administrateur ou l'administratrice des programmes habilité(e) prend contact avec les responsables de projet en vue de cerner le problème et d'appliquer des solutions. Le plus souvent, les projets progressent alors de nouveau comme prévu avant le troisième cycle de présentation des rapports.

249. Au paragraphe 632 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse en bonne et due forme et en temps voulu le cadre de résultats du Fonds pour la consolidation de la paix et travaille en coordination étroite avec les parties concernées afin qu'un cadre stratégique soit élaboré comme il se doit au niveau des pays.

<i>Entité responsable :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

250. La version finale du cadre stratégique de résultats du Fonds pour la consolidation de la paix a été arrêtée en mai 2021 et communiquée aux donateurs et aux autres partenaires. Par ailleurs, des cadres stratégiques de résultats ont été établis sous leur forme définitive pour le Guatemala et les Balkans occidentaux et le seront prochainement pour le Kirghizistan, le Niger, le Soudan et le Soudan du Sud.

251. Au paragraphe 635 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse en sorte que la MANUA renforce la formation des membres du personnel chargés de veiller à ce que les données relatives au carburant soient enregistrées correctement, et surveille et analyse régulièrement la consommation de carburant afin de déceler les irrégularités et d'enquêter à leur sujet.

<i>Entité responsable :</i>	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

252. Le 3 mai 2021, la MANUA a organisé un cours de perfectionnement sur la gestion des carburants à l'intention des membres du personnel concernés. Elle a également fini d'installer des compteurs de carburant compatibles avec le système électronique de gestion des carburants dans toutes les salles des groupes électrogènes. La consommation de carburant est contrôlée chaque mois et, le cas échéant, toute variation fait immédiatement l'objet d'un examen et les mesures correctrices qui

s'imposent sont prises sur-le-champ. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

253. Au paragraphe 638 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse en sorte que la MANUSOM respecte les coefficients standard véhicules/effectifs, y compris le coefficient relatif aux véhicules réservés au transport de personnalités importantes, établis dans le Manuel des coûts et coefficients standard, et prenne d'autres mesures pour rationaliser le transfert de véhicules de façon à mieux utiliser les véhicules des Nations Unies.

<i>Entité responsable :</i>	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

254. Le coefficient standard fixé pour les véhicules a été dépassé car la Mission a mené des activités dans cinq secteurs séparés, dont certains étaient situés dans des zones de combats.

255. Aucun nouvel achat de véhicules n'a été prévu au budget de la MANUSOM pour les cycles budgétaires 2021 et 2022. La Mission a appliqué les recommandations formulées par le Comité et procédé au transfert de véhicules légers de transport de passagers, par l'intermédiaire du comité du parc automobile, afin qu'ils soient mieux utilisés. En ce qui concerne les véhicules blindés réservés au transport de personnalités importantes, le Groupe de la protection rapprochée fournit un appui à quatre hauts responsables dans la zone de la Mission. Le retrait de tout véhicule pèsera sur la capacité opérationnelle du Groupe et sa capacité de fournir l'appui voulu aux hauts responsables. L'Administration demande au Comité de classer cette recommandation.

256. Au paragraphe 648 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette tout en œuvre pour réduire le déficit de financement par rapport aux objectifs fixés pour les fonds de financement commun et le Fonds central pour les interventions d'urgence, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans limite de temps

257. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a fait observer que les objectifs de financement fixés par l'Assemblée générale, à savoir 15 % des contributions reçues dans le cadre des plans de réponse humanitaire aux fonds de financement commun et 1 milliard de dollars pour le Fonds central pour les interventions d'urgence, sont ambitieux. Il convient de noter que, conformément à son mandat et à sa mission essentielle en matière de financement de l'action humanitaire, le Bureau met tout en œuvre pour atteindre ces objectifs et réduire le déficit de financement. Il convient de noter également que les décisions concernant le versement, par les États Membres, de contributions volontaires suffisantes pour atteindre les objectifs de financement fixés par le Secrétaire général et l'Assemblée

générale pour les fonds de financement commun et le Fonds central pour les interventions d'urgence, sont prises exclusivement par les États Membres, et échappent au contrôle du Bureau. Le Bureau entend examiner plus avant avec le Comité la question de savoir quels indicateurs seraient les plus utiles pour ce qui est d'établir que le Bureau s'efforce de réduire le déficit de financement et que la recommandation peut donc être considérée comme appliquée.

258. Au paragraphe 653 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'efforce d'élargir sa base de donateurs, notamment en augmentant le nombre de donateurs gouvernementaux et en collectant plus de fonds auprès du secteur privé, afin d'atténuer la vulnérabilité du Bureau dans le domaine de la mobilisation de ressources.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

259. L'Administration estime qu'en effet, il faut accroître le nombre de donateurs, mais que cet objectif fait déjà partie intégrante de sa stratégie de mobilisation des ressources. En outre, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires tient à signaler que l'augmentation du nombre de donateurs ne se traduit pas toujours par un accroissement du volume des contributions permettant de réduire sa vulnérabilité en ce qui concerne les recettes. Il convient de noter que le groupe de donateurs pour l'appui au Bureau est tout à fait représentatif de ce que l'on observe à l'échelle mondiale en matière de dons pour l'aide humanitaire. D'après le *Global Humanitarian Assistance Report 2020* (rapport sur l'aide humanitaire dans le monde de 2020), 96,7 % des financements publics avaient été assurés par les 20 principaux donateurs. La marge de manœuvre pour élargir la base des donateurs est donc extrêmement restreinte et le Bureau ne peut pas influencer sur tout. L'Administration demande au Comité de classer cette recommandation.

260. Au paragraphe 661 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se conforme strictement à la résolution 66/119 de l'Assemblée générale et à la circulaire ST/SGB/2010/5 du Secrétaire général de façon à maintenir le montant de la composante prêts du Fonds central pour les interventions d'urgence à 30 millions de dollars et ne consente des avances que jusqu'à concurrence du montant total des liquidités disponibles de la composante.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Sans objet

261. Le montant total de la composante prêts était supérieur à 30 millions de dollars en 2019. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires note que, depuis 2020, ce montant a été maintenu à 30 millions de dollars et tous les prêts ont été prélevés sur la composante prêts du Fonds central d'intervention pour les urgences

humanitaires. L'Administration demande donc au Comité de classer cette recommandation.

262. Au paragraphe 662 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration veille à ce que les prêts du Fonds central pour les interventions d'urgence ne soient accordés aux organismes des Nations Unies que pour les aider à faire face à des déficits ponctuels de trésorerie de sorte qu'ils puissent intervenir rapidement et de façon coordonnée en cas d'urgence humanitaire, et non pour résoudre les problèmes systémiques de liquidité de certains organismes.

Entité responsable : Bureau de la coordination des affaires humanitaires
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2022

263. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires s'emploie délibérément à ne pas accorder de prêts visant à résoudre les problèmes systémiques récurrents de liquidité de certains organismes.

264. Au paragraphe 669 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration précise les raisons justifiant une sous-traitance, notamment en mettant à jour le manuel opérationnel sur les fonds de financement commun, et continue de fournir des garanties concernant les accords de sous-traitance.

Entité responsable : Bureau de la coordination des affaires humanitaires
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2022

265. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires souligne que des accords de sous-traitance sont conclus avec de nouveaux partenaires ou des partenaires non qualifiés à des fins de parrainage ou de renforcement des capacités. Ces accords lui permettent de promouvoir l'action locale et de mieux atteindre les objectifs humanitaires, conformément aux stratégies approuvées par la communauté humanitaire en général. Le Bureau estime qu'effectivement des accords de sous-traitance devraient être conclus uniquement lorsqu'ils apportent une valeur ajoutée. Il continuera de faire en sorte que des accords de sous-traitance ne soient pas conclus avec les partenaires de réalisation qui ne sont plus qualifiés car des enquêtes sont en cours. Dans le cadre de la révision des Directives mondiales sur les fonds de financement commun, il donnera d'autres lignes directrices qui apporteront plus de précisions sur ces modalités de sorte que les accords de sous-traitance soient conclus uniquement lorsqu'ils apportent une valeur ajoutée.

266. Au paragraphe 675 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revoie les dispositions pertinentes du manuel opérationnel relatif aux fonds de financement commun de façon que les niveaux de risque des partenaires de réalisation soient examinés et révisés dans un délai raisonnable.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2022

267. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires reconnaît que la fréquence à laquelle les niveaux de risques doivent être revus n'est pas clairement précisée dans les Directives mondiales sur les fonds de financement commun. Dans le cadre de la révision des Directives, il fixera les délais dans lesquels l'indice de performance des partenaires doit faire l'objet d'un examen.

268. Au paragraphe 683 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse des efforts soutenus pour que les soldes non utilisés dans le cadre des projets financés par le Fonds central pour les interventions d'urgence et les fonds de financement commun soient remboursés en temps voulu et pour réduire les sommes dues depuis longtemps.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2023

269. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires poursuivra ses efforts de suivi soutenus pour que les soldes non utilisés soient remboursés en temps voulu.

270. Au paragraphe 684 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration poursuive ses efforts pour retrouver la trace des remboursements relatifs à des projets financés par des fonds de financement commun qui avaient été effectués par des partenaires de réalisation, mais qui étaient encore en souffrance, et se coordonne avec la Division des finances pour les enregistrer dans Umoja en temps voulu.

<i>Entités responsables :</i>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2023

271. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget renforceront les contrôles internes afin que les remboursements qui ont été effectués par des partenaires de réalisation soient régulièrement vérifiés, examinés, contrôlés et enregistrés.

272. Au paragraphe 690 de son rapport, le Comité a recommandé de nouveau que l'Administration procède régulièrement et sans retard au suivi des projets et aux vérifications financières ponctuelles conformément au manuel opérationnel.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2022

273. En 2020, les mesures de confinement imposées en raison de la pandémie de COVID-19 a pesé sur la capacité du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de mener les activités d'assurance comme il le fait habituellement. Il est louable que, malgré les difficultés liées à la COVID-19, le personnel hors Siège du Bureau ait été en mesure d'effectuer un nombre croissant de contrôles requis. Le Bureau a pu procéder à 71 % des vérifications financières ponctuelles et à 89 % des missions de contrôle pour les projets. En ce qui concerne les activités d'assurance, il continuera d'envisager l'utilisation d'autres moyens afin que les délais soient mieux respectés et le champ des activités élargi.

274. Au paragraphe 697 de son rapport, le Comité a recommandé de nouveau que l'Administration demande instamment aux partenaires de réalisation de soumettre les rapports financiers et rapports descriptifs finaux en temps voulu afin de faciliter le suivi des projets.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Troisième trimestre de 2023

275. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires continuera de faire son possible pour que ses partenaires de réalisation soumettent les rapports en temps voulu. Afin de faciliter cette tâche, un rappel automatique pour les rapports en souffrance sera mis en application dans le système de gestion des subventions, ce qui permettra de faire encore mieux à cet égard. Le Bureau note que la plupart des rapports présentés en retard ont trait à des projets des organismes des Nations Unies. Il continuera de faire le point avec ces derniers et avec le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, qui reçoit les rapports financiers communiqués par les organismes des Nations Unies pour les six fonds qu'il administre.

276. Au paragraphe 702 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que les modalités opérationnelles fixées par les fonds de financement commun soient pleinement conformes aux normes minimales établies à l'échelle mondiale et que toute dérogation soit suffisamment justifiée et dûment approuvée.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2022

277. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a corrigé l'anomalie constatée par le Comité en ce qui concerne les deux fonds mentionnés, dont les

manuels opérationnels ont été rendus conformes aux Directives mondiales sur les fonds de financement commun. Il donnera des précisions à ce sujet dans la version révisée des Directives afin de lever toute ambiguïté sur les procédures d'approbation à suivre pour les dérogations aux normes minimales relatives aux modalités opérationnelles.

278. Au paragraphe 709 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède à un examen complet des droits d'accès attribués dans Umoja dans le cadre de la délégation de pouvoirs, recense les cas d'incompatibilité et y remédie.

Entités responsables : Bureau de la coordination des affaires humanitaires et Division du progiciel de gestion intégré
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

279. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires examine activement la liste des membres du personnel auxquels des droits d'accès incompatibles avec le principe de séparation des tâches ont été octroyés dans Umoja et leur a fait savoir que ces droits devaient être attribués à d'autres membres du personnel. Le retrait des droits d'accès à Umoja est en cours. En outre, le Bureau s'emploie actuellement à attribuer les droits d'accès qui posent problème à des membres du personnel d'autres services dans ses bureaux, ce qui devrait permettre de supprimer tous les droits d'accès incompatibles. L'Administration fait observer qu'il existe une distinction claire entre la délégation de pouvoirs et les droits d'accès à Umoja.

280. Au paragraphe 721 de son rapport, le Comité a recommandé à nouveau que l'Administration définisse clairement les fonctions et les responsabilités de chaque division et service du Bureau de l'informatique et des communications afin d'éviter les chevauchements et la fragmentation au sein du Bureau.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Premier trimestre de 2022

281. Les constatations du Comité seront prises en compte lors de l'examen du fonctionnement général du Bureau de l'informatique et des communications.

282. Au paragraphe 730 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration publie des politiques ou des directives visant à mener un examen et une analyse d'ensemble des besoins en matière d'assistance technique informatique et à planifier ces besoins, lorsqu'il était envisagé de faire appel à des prestataires de services, et veille à ce que les contrats soient établis en temps voulu.

Entités responsables : Bureau de l'informatique et des communications et Département de l'appui opérationnel
État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2022

283. Les normes TIC et les procédures d'autorisation technique pour le matériel et les logiciels encadrent la consolidation des biens informatiques et des biens de communication ainsi que celle des systèmes et services du Secrétariat de l'ONU dans ce domaine. La normalisation permet des gains d'efficacité, une accélération du déploiement et l'intégration entre les systèmes. Grâce à l'adoption de normes TIC, il est possible de structurer l'utilisation de nouvelles technologies, de manière bien définie et transparent². En outre, en collaboration avec le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, le Bureau de l'informatique et des communications a achevé l'élaboration de stratégies par catégorie (technologies de l'utilisateur final ; serveur, réseau et stockage ; services informatiques spécialisés), les tendances, les contrats et les dépenses faisant l'objet d'une analyse pour toutes les entités concernées. L'organe de contrôle que constitue le comité de pilotage sur la gestion par catégorie s'est réuni en mars et en mai 2021 et a approuvé les catégories mentionnées ci-dessus. L'élaboration des cahiers des charges relatifs à ces stratégies, la mise en place des procédures d'appel d'offres et, par la suite, l'attribution des contrats sont en cours. Le Bureau de l'informatique et des communications s'intéresse également aux autres catégories de TIC, notamment les solutions institutionnelles, les services de communication, les infrastructures de communication et les systèmes radio, et les systèmes d'information géospatiale.

284. Au paragraphe 731 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration élabore une politique sur le modèle d'assistance informatique afin d'aider l'Organisation à continuer de permettre à son personnel de travailler à distance et en toute sécurité pendant et après la pandémie de COVID-19.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Premier trimestre de 2022

285. Afin de favoriser la poursuite du télétravail, les enseignements tirés de l'expérience ainsi que les conseils donnés et les guides pratiques publiés au début et pendant la pandémie de COVID-19 seront examinés, révisés et intégrés dans les politiques, les normes, l'architecture et le dispositif de sécurité informatique existants.

286. Au paragraphe 737 de son rapport, le Comité a recommandé à nouveau que l'Administration renforce la coordination interservices afin d'assurer le strict respect des dispositions de la résolution 69/262 de l'Assemblée générale et de la circulaire ST/SGB/2016/11 du Secrétaire général relatives à l'élaboration du budget consacré à l'informatique et aux communications, et que les entités soient tenues responsables de la présentation au Bureau de l'informatique et des communications des budgets et des projets, toutes sources de financement confondues, concernant toutes les initiatives et activités dans les domaines de l'informatique et des communications.

² Des renseignements plus détaillés sur ces procédures sont disponibles (en anglais) à l'adresse suivante : <https://iseek.un.org/nyc/departement/standards>.

<i>Entités responsables :</i>	Bureau de l'informatique et des communications et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Sans objet

287. Des informations sur les projets menés dans les domaines de l'informatique et des communications ont été incluses dans les directives budgétaires. Le Bureau de l'informatique et des communications et le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget ont collaboré à la publication des directives budgétaires, et ils demandent donc au Comité de classer cette recommandation.

288. Au paragraphe 745 de son rapport, le Comité a recommandé à nouveau que l'Administration accorde une priorité plus élevée à la compartimentation des réseaux, définisse un calendrier précis pour l'achèvement des travaux en cours et mette en œuvre les activités prévues en temps voulu.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2023

289. Une équipe pluridisciplinaire du Secrétariat, composée de spécialistes de la cybersécurité et de spécialistes des opérations, a défini la méthode à suivre, les mesures à prendre et les priorités à mettre en œuvre pour déployer un réseau étendu, mettre en place des centres informatiques et procéder à la compartimentation des réseaux dont se servent les utilisateurs finaux. Le projet de mise en œuvre a été établi et les attributions, notamment celles des responsables du projet, ont été définies. La mise en œuvre, dans l'ensemble du Secrétariat, de cette initiative complexe devrait s'achever en juin 2023 au plus tard.

290. Au paragraphe 750 de son rapport, le Comité a recommandé une fois encore que l'Administration revoie le plan d'équipement pour la période restante, redéfinisse les priorités et recense et modernise les systèmes obsolètes et établisse un calendrier à cet effet, compte tenu des répercussions de la pandémie de COVID-19.

<i>Entités responsables :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2022

291. Un plan d'équipement est en cours d'élaboration ; il vise à remplacer le matériel et les systèmes obsolètes de sorte que l'Administration soit mieux à même de répondre aux besoins actuels et de respecter les normes du secteur, et permettra également d'assurer les services nécessaires à l'entretien et au fonctionnement de ces systèmes.

B. Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans ses rapports antérieurs sur l'Organisation des Nations Unies

Vue d'ensemble

292. Au paragraphe 9 de sa résolution 75/242 A, l'Assemblée générale a prié de nouveau le Secrétaire général de donner, dans ses rapports sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes, une explication détaillée des retards d'application de ces recommandations, en particulier celles qui remontaient à deux ans ou plus.

293. À l'annexe I de son rapport sur l'Organisation pour l'année terminée le 31 décembre 2020 (A/76/5 (Vol. I), chap. II), le Comité a donné un récapitulatif de l'état d'application, au 31 décembre 2020, des 279 recommandations qu'il avait formulées lors des neuf périodes précédentes. Sur ces 279 recommandations, 96 (34 %) avaient été intégralement appliquées, 31 (11 %) étaient devenues caduques, 150 (54 %) étaient en cours d'application et 2 (1 %) n'avaient pas été appliquées.

294. Le tableau 3 donne un aperçu de l'état d'application, au 31 décembre 2020, des recommandations formulées par le Comité dans ses neuf rapports antérieurs sur l'Organisation : le taux d'application global est de 57 % et 13 % des recommandations ont été classées par le Comité ou sont devenues caduques.

Tableau 3

Aperçu de l'état d'application, au 31 décembre 2020, des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans ses rapports antérieurs sur l'Organisation

(Nombre de recommandations)

Période et rapport concernés	Total	Recommandations appliquées	Recommandations classées par le Comité ou devenues caduques	Recommandations en cours d'application	Recommandations non appliquées
2008-2009 (A/65/5 (Vol. I), chap. II)	72	65 (90 %)	6 (8 %)	1 (2 %)	—
2010-2011 (A/67/5 (Vol. I), chap. II)	40	26 (65 %)	14 (35 %)	—	—
2012-2013 (A/69/5 (Vol. I), chap. II)	28	21 (75 %)	7 (25 %)	—	—
2014 (A/70/5 (Vol. I), chap. II)	26	13 (50 %)	7 (27 %)	6 (23 %)	—
2015 (A/71/5 (Vol. I), chap. II)	44	22 (50 %)	7 (16 %)	15 (34 %)	—
2016 (A/72/5 (Vol. I), chap. II)	53	35 (66 %)	8 (15 %)	10 (19 %)	—
2017 (A/73/5 (Vol. I), chap. II)	71	43 (61 %)	7 (10 %)	21 (29 %)	—
2018 (A/74/5 (Vol. I), chap. II)	71	30 (42 %)	7 (10 %)	34 (48 %)	—
2019 (A/75/5 (Vol. I), chap. II)	113	41 (36 %)	7 (6 %)	63 (56 %)	2 (2 %)
Total	518	296 (57 %)	70 (13 %)	150 (29 %)	2 (1 %)

295. Le tableau 4 donne un aperçu de l'état d'application, au mois d'août 2021, des 152 recommandations que le Comité avait considérées comme étant « en cours d'application » ou « non appliquées » au mois de décembre 2020.

Tableau 4

État d'application des recommandations remontant à des périodes antérieures classées comme non entièrement appliquées dans l'annexe I du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'Organisation pour l'année terminée le 31 décembre 2020

(Nombre de recommandations)

<i>Entité(s) responsable(s)</i>	<i>Total</i>	<i>Recommandations dont le classement est demandé</i>	<i>Recommandations non acceptées</i>	<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Délai fixé</i>	<i>Délai non fixé</i>
Département des affaires économiques et sociales	5	4	—	1	1	—
Département de la communication globale	3	—	—	3	3	—
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	91	25	—	66	63	3
Département de l'appui opérationnel	7	3	—	4	4	—
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	3	1	—	2	2	—
Département de la sûreté et de la sécurité	2	—	—	2	2	—
Bureau de la coordination des activités de développement	11	1	—	10	10	—
Commission économique pour l'Afrique	1	—	—	1	1	—
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	2	—	—	2	2	—
Bureau des services de contrôle interne	1	1	—	—	—	—
Office des Nations Unies à Nairobi	1	—	—	1	1	—
Plusieurs entités	25	7	—	18	17	1
Total	152	42	—	110	106	4

296. Comme indiqué au tableau 4, au mois d'août 2021, sur les 152 recommandations que le Comité considérait comme étant « en cours d'application » ou « non appliquées », 42 (soit 28 %) avaient fait l'objet d'une demande de classement et 110 (72 %) étaient en cours d'application. Sur les 110 recommandations qui étaient en cours d'application, 74 devaient être appliquées avant la fin de 2021, 26 en 2022 et 6 entre 2023 et 2025, tandis que les 4 restantes n'étaient pas assorties de délai.

Informations détaillées sur l'état d'application des recommandations

Rapport du Comité pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009³

297. Au paragraphe 437 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne les mesures voulues pour que le projet « Carbon » fonctionne en interface avec Umoja.

Entités responsables : Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et Division du progiciel de gestion intégré

État d'application : Classement demandé

³ A/65/5 (Vol. I), chap. II.

Priorité : Moyenne
Délai : Sans objet

298. Au fil des ans, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a fait des progrès constants en vue de préparer son système de gestion des réunions (gMeets) pour qu'il puisse être intégré dans Umoja. Le système a d'abord dû être adapté pour pouvoir répondre aux besoins opérationnels impérieux engendrés par la pandémie de COVID-19, qui a obligé le Département à développer des modalités qui n'étaient pas prévues dans le programme de travail, comme les réunions à distance et les réunions virtuelles et hybrides, mais il a tout de même satisfait aux contrôles portant sur la cybersécurité et l'architecture effectués par le Bureau de l'informatique et des communications en 2020 et 2021, comme prévu. Des bases solides ont donc été posées en vue de l'intégration de gMeets dans Umoja. Le Département procédera à l'analyse fonctionnelle des besoins liés à l'intégration de gMeets dans Umoja en 2022, sauf réduction imprévue des ressources disponibles, et achèvera l'intégration en 2023. Compte tenu des progrès constants susmentionnés, le Département a indiqué à plusieurs reprises au Comité que cette recommandation était devenue caduque il y a bien longtemps et qu'elle avait été rendue obsolète par l'émergence de nouveaux besoins et par l'évolution de la situation et des technologies (en effet, Carbon a été remplacé par eMeets, qui a ensuite été remplacé par gMeets, et ce n'est donc plus le système qui doit être intégré dans Umoja). Le Département estime que cette recommandation est devenue caduque et demande au Comité de la classer.

Rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2014⁴

299. Au paragraphe 40 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration : a) mette en place des approches et des méthodes normalisées pour mesurer le coût des services rendus aux utilisateurs internes et externes ; b) détermine comment Umoja peut aider à comptabiliser, analyser et présenter de manière plus transparente l'intégralité des coûts des activités.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

300. Le document d'orientation détaillé devrait être publié d'ici à la fin de 2021.

301. Au paragraphe 60 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine les causes sous-jacentes de la différence entre les coûts moyens des prestations au titre des différents régimes d'assurance maladie afin de déterminer s'il était possible de réduire les frais de gestion des régimes.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application

⁴ A/70/5 (Vol. I), chap. II, et Corr.1.

Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

302. En juin 2021, la Section de l'assurance maladie et de l'assurance-vie a mené à terme le recrutement d'un(e) fonctionnaire qui collaborera avec la Division des achats en vue de lancer une invitation à soumissionner pour l'audit des prestations. Cette personne coopérera également avec le Bureau des affaires juridiques et la Division en vue d'établir des accords officiels avec les administrateurs tiers d'ici à décembre 2021.

303. Au paragraphe 64 de son rapport, le Comité a recommandé que des dispositions soient prises pour donner libre accès aux documents comptables à des auditeurs chargés d'examiner les performances des administrateurs tiers en vue de vérifier l'exactitude des coûts qu'ils déclarent et des opérations qu'ils réalisent et de s'assurer qu'ils respectent leurs obligations contractuelles. À l'avenir, les droits d'inspection inscrits dans ces contrats devraient être exercés régulièrement.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

304. On se reportera aux observations formulées par l'Administration au paragraphe 302 ci-dessus sur la recommandation figurant au paragraphe 60 du chapitre II du document [A/70/5 \(Vol. I\)](#).

305. Au paragraphe 93 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'efforce de combler les lacunes dans l'accès aux données relatives aux congés de maladie pour permettre l'établissement de rapports complets en temps utile, et qu'elle se donne les moyens de recueillir des données sur les paramètres de santé déterminants de ses usagers dans l'ensemble du système des Nations Unies afin de permettre l'établissement de rapports plus complets sur les questions de statut et de politique générale.

Entités responsables : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ; Bureau de l'informatique et des communications ; Division du progiciel de gestion intégré
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

306. Le Bureau des ressources humaines a mis au point une solution qui est actuellement mise à l'essai et sera mise en œuvre d'ici à la fin de 2021.

307. Au paragraphe 98 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de la gestion des ressources humaines : a) envisage de collecter des données sur le nombre de fonctionnaires relevant de chaque premier et second notateur en vue de recenser les cas où le ratio dépasserait de manière déraisonnable les normes en vigueur ; b) envisage d'approfondir l'analyse des données afin

d'établir des tableaux de bord supplémentaires qui faciliteraient l'analyse de la notation et de l'évaluation individuelles des fonctionnaires ; c) envisager de perfectionner les applications statistiques du système afin de permettre l'agrégation des données concernant les plans de progression individuels et les activités de formation à entreprendre.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

308. Au cours du quatrième trimestre de 2020, les améliorations apportées au tableau de bord de gestion afin qu'il permette de visualiser l'état d'achèvement des documents relatifs à la gestion de la performance ont été soumises aux entités utilisatrices pour examen et commentaires. Le Bureau des ressources humaines examine actuellement tous les commentaires reçus en ce qui concerne la mise à disposition d'autres données relatives à la gestion de la performance dans le tableau de bord de gestion.

309. Au paragraphe 104 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de la gestion des ressources humaines accélère le traitement et le règlement des affaires disciplinaires et mette en place un système de contrôle centralisé permettant de suivre le nombre d'enquêtes en cours sur les cas d'inconduite présumée à partir du moment où une plainte est officiellement déposée ou une enquête recommandée par le Bureau des services de contrôle interne.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

310. L'Administration note que le nouveau système de suivi de la gestion des dossiers, qui a renforcé les capacités du précédent système de suivi des fautes professionnelles, a commencé à être déployé en décembre 2020 et que le déploiement a été achevé en juin 2021. Le nouveau système permet d'assurer un suivi de bout-en-bout du processus de traitement des allégations de faute signalées aux entités du Secrétariat, c'est-à-dire de la réception des plaintes à l'achèvement des procédures disciplinaires, le cas échéant. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

Rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2015⁵

311. Au paragraphe 90 de son rapport, le Comité a réitéré la recommandation qu'il avait formulée, tendant à ce que l'Administration définisse les moyens et les délais requis pour être en mesure de lier plus étroitement l'utilisation du budget aux produits et résultats déjà obtenus, et d'énoncer, en gardant cet objectif à l'esprit, un plan détaillé pour intégrer la gestion axée sur les résultats aux procédures habituelles, en définissant clairement les responsabilités respectives de chacun et les ressources nécessaires.

⁵ A/71/5 (Vol. I), chap. II.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Sans objet

312. On se reportera aux observations formulées par l'Administration au paragraphe 27 du présent rapport en ce qui concerne la recommandation figurant au paragraphe 73 du chapitre II du document [A/76/5 \(Vol. I\)](#). Par ailleurs, le module Application de pilotage stratégique contient un tableau de bord qui présente des informations sur l'utilisation du budget et l'exécution des produits. L'Administration demande au Comité de classer cette recommandation.

313. Au paragraphe 99 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère le processus de renforcement des mesures des résultats utilisées par les départements pour mesurer et communiquer les résultats.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

314. Lors de son examen en juin 2021 du projet de budget-programme pour 2022, le Comité du programme et de la coordination n'a pas recommandé à l'Assemblée générale de demander au Secrétaire général de renforcer les mesures des résultats, comme il l'avait fait lors de ses précédentes sessions, et a ainsi implicitement reconnu que les progrès réalisés à ce jour par l'Administration étaient satisfaisants. L'Administration demande au Comité de classer cette recommandation.

315. Au paragraphe 122 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'assure que, dans chaque lieu d'affectation, les loyers correspondaient au plus près à ceux du marché.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

316. Les entités ont communiqué les résultats des études de marché portant sur les loyers et fourni des documents confirmant l'application des taux du marché. Il convient de noter que les études de marché ont été réalisées pour les principaux lieux d'affectation : New York, Genève, Nairobi, Bangkok, Santiago et Addis-Abeba. Il convient également de noter que les bureaux et installations de l'Office des Nations Unies à Vienne et de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) sont fournis par les pays hôtes et ne font pas l'objet d'une location. En conséquence, il n'a pas été demandé à l'Office des Nations Unies à Vienne et à la CESAO de réaliser une étude de marché. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

317. Au paragraphe 126 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'assure que les données saisies dans le module Umoja de gestion des biens immobiliers étaient exhaustives et qu'elle veille à la mise en place de dispositifs de contrôle adéquats pour en garantir la qualité.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

318. Les structures et les données concernant les objets architectoniques et les objets d'utilisation ont été gérées. Les indicateurs clés de performance initiaux nécessaires ont été recensés et sont en cours d'élaboration.

319. Au paragraphe 131 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration analyse l'utilisation faite de l'espace dans les principaux sites du Secrétariat afin de déterminer la superficie et la composition idéales du parc immobilier, l'objet étant d'étayer de futures demandes de financement.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

320. Les entités du Secrétariat ont communiqué les résultats des analyses de l'utilisation faite de l'espace qu'elles ont réalisées. Il convient de noter que seuls les locaux appartenant à l'Organisation ont fait l'objet d'une analyse. Les résultats des analyses faites pour le Siège de l'Organisation, l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Nairobi, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ont été présentés dans des rapports du Secrétaire général. Ceux de l'analyse concernant la Commission économique pour l'Afrique ont été communiqués dans un document distinct, puisque les locaux à usage de bureaux n'entrent pas dans le champ du projet de rénovation de l'Africa Hall. L'Office des Nations Unies à Vienne et la CESAO ne sont pas propriétaires de leurs locaux à usage de bureaux et l'Organisation n'a pas de projet d'équipement lié à l'utilisation de l'espace dans ces sites. Les résultats de toutes les analyses susmentionnées et toutes les informations utiles sont à la disposition du Comité pour examen. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

321. Au paragraphe 135 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse des catégories de coûts normalisées applicables dans tous les lieux d'affectation, de sorte à accentuer la transparence et à permettre de rendre compte des coûts immobiliers par fonctionnaire propres à chacun des lieux d'affectation.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2022

322. Le développement d'une autre fonctionnalité de communication de l'information dans Umoja est en cours et le nouveau délai d'application de la recommandation est fixé au 31 décembre 2022.

323. Au paragraphe 141 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore un ensemble commun d'indicateurs de résultats pour aider à étalonner les résultats obtenus dans chaque lieu d'affectation.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

324. L'Administration déploie des efforts afin que les indicateurs clés de performance soient définis et les outils nécessaires pour garantir la qualité des données soient mis en place d'ici à la fin de 2021.

325. Au paragraphe 143 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore un ensemble commun d'indicateurs de résultats pour améliorer la cohérence des informations communiquées aux États Membres.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

326. On se reportera aux observations formulées par l'Administration au paragraphe 324 ci-dessus sur la recommandation figurant au paragraphe 141 du chapitre II du document [A/71/5 \(Vol. I\)](#).

327. Au paragraphe 160 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration étudie le meilleur moyen d'améliorer la cohérence de la gestion des biens immobiliers, que ce soit : a) en élaborant une stratégie mondiale en la matière ; ou b) en définissant une approche normalisée pour l'élaboration de stratégies locales en la matière, tout en veillant à ce que les effets des initiatives plus larges de transformation des modes de fonctionnement sur les besoins futurs du parc immobilier soient pris en compte.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé

Priorité : Élevée
Délai : Sans objet

328. Les activités relatives à l'examen stratégique des biens immobiliers sont menées chaque année, au titre du chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien) du projet de budget. Il s'agit d'un processus régulier et contrôlé, qui intègre les aspects pertinents d'une stratégie de gestion des biens immobiliers. L'Administration considère qu'il a été donné suite aux demandes concernant la stratégie mondiale et les stratégies locales de gestion des biens immobiliers dans le cadre de l'examen stratégique de ces biens et des activités annuelles menées au titre du chapitre 33 du projet de budget, notamment les activités préparatoires pertinentes, telles que les propositions de projet, qui servent à justifier les demandes des entités. Il est tenu compte de l'ensemble des stratégies (stratégie mondiale et stratégies locales) dans les projets de budget, aussi bien au niveau local que mondial, ainsi que lors de leur examen et approbation. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

329. Au paragraphe 169 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration définisse des indicateurs pour la gestion des affaires disciplinaires. Ces indicateurs devraient couvrir : a) la proportion des renvois menant à l'ouverture d'une affaire ; b) le temps s'écoulant entre le renvoi et l'ouverture de l'affaire ; c) la durée globale des affaires ; d) l'issue des affaires. Ces indicateurs devraient contribuer à améliorer les processus de renvoi et de gestion des affaires.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Deuxième trimestre de 2022

330. L'Administration note que le traitement des affaires disciplinaires peut prendre plus ou moins de temps en fonction de la complexité du dossier, des ressources disponibles à chaque phase et d'autres facteurs externes, tels que la disponibilité des témoins. En établissant des indicateurs ou des délais stricts, on risquerait donc d'engager la responsabilité juridique de l'Organisation, laquelle n'a aucun contrôle sur la complexité des affaires, les ressources disponibles et d'autres contraintes externes. L'Administration a néanmoins pris des mesures pour favoriser le règlement rapide des affaires. Premièrement, la Division du droit administratif du Bureau des ressources humaines assure un suivi du temps écoulé entre le renvoi et l'ouverture d'une affaire et fait rapport à ce sujet. Actuellement, dans environ 99 % des cas, une affaire a été ouverte dans les trois mois suivant le renvoi. De plus, la Division a mis en place un système de gestion des affaires qui permettra à tous les acteurs de visualiser et de suivre l'état des affaires de faute relevant de leur compétence. Avec l'introduction de ce système, un examen analytique des données et des tendances observées au fil des ans permettra de définir des indicateurs de performance plus pertinents qui pourraient être ajoutés pour les processus contrôlés par l'Administration. Deuxièmement, le Bureau des ressources humaines a recruté deux nouveaux membres du personnel au début de 2021 pour faire face à la charge de travail de la Division. De plus, la création d'un poste de juriste a été proposée dans le projet de budget ordinaire ; elle permettrait de faire face à l'augmentation récente de la charge de travail résultant de l'augmentation du nombre d'affaires renvoyées par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI), qui elle-même tient à

l'augmentation récente du nombre d'enquêteurs qui travaillent sur des affaires complexes, notamment les cas de harcèlement sexuel et d'exploitation et d'atteintes sexuelles.

331. Au paragraphe 186 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de la gestion des ressources humaines : a) analyse les capacités qu'il conviendrait d'ajouter à Umoja pour mieux appliquer le dispositif de mobilité, notamment des fonctionnalités telles que la collecte de données de référence sur les mouvements, même en l'absence de changement de lieu d'affectation, le calcul du taux de vacance de postes par réseau d'emplois, un meilleur suivi des dépenses et la mise en place d'un système de contrôles et de validations afin de garantir que toutes les entités saisissent les informations de façon cohérente, dans un délai défini ; b) assure un suivi de la tendance des mouvements entre catégories de lieux d'affectation et essaie d'intensifier ces mouvements afin de faciliter la réalisation des objectifs de l'Organisation en matière de mobilité.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

332. Le rapport du Secrétaire général sur la nouvelle approche de la mobilité a été présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session, mais l'Assemblée a décidé de reporter l'examen de la question à la première partie de la reprise de sa soixante-seizième session, en mars 2022. L'Administration estime que cette recommandation est devenue caduque en raison de la réforme de la gestion et demande au Comité de la classer.

333. Au paragraphe 256 de son rapport, le Comité a recommandé que le cadre juridique concernant l'octroi de fonds aux partenaires soit incorporé officiellement dans le Règlement financier et les règles de gestion financière.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2023

334. Une proposition relative au cadre juridique concernant l'octroi de fonds aux partenaires doit être présentée à l'Assemblée générale pour examen, et le calendrier de présentation d'une telle proposition est à l'étude.

335. Au paragraphe 264 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore un cadre commun de gestion des partenaires, fondé sur des principes, qui précise les principales procédures à appliquer par toutes les entités du Secrétariat. Il a indiqué que, pour faciliter l'élaboration du cadre commun, le Secrétariat devrait procéder à un examen de toutes les étapes du cycle de gestion des projets, qui comprenait notamment des consultations avec les principaux intéressés et un examen de toutes les pratiques en vigueur.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

336. Cette recommandation est appliquée de manière globale, dans le cadre plus large de la suite donnée aux recommandations relatives aux partenaires de réalisation qui figurent aux paragraphes 269 et 270 du chapitre II du document A/71/5 (Vol. I), dans le contexte de l'amélioration continue du module d'attribution des subventions d'Umoja-Extension 2. On s'attache actuellement à perfectionner le cadre commun et à publier des directives.

337. Au paragraphe 270 de son rapport, le Comité a recommandé une nouvelle fois d'établir des mécanismes de partage de l'information sur les partenaires d'exécution qui couvrent les procédures de diligence raisonnable, les questions d'exécution et les évaluations de la performance des entités des Nations Unies et des partenaires avec lesquels elles avaient travaillé.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

338. L'Administration continue de chercher le moyen de tirer parti des fonctionnalités du portail des partenaires de l'ONU – outil en ligne destiné aux organismes des Nations Unies et à leurs partenaires, sur lequel ces derniers s'inscrivent avant de faire l'objet d'une procédure de diligence raisonnable qui a été harmonisée et simplifiée dans tous les organismes. Ce portail peut également être utilisé par le Secrétariat de l'ONU et les organismes des Nations Unies pour mettre en commun leurs observations sur les partenariats et effectuer des contrôles de diligence raisonnable. Le déploiement du portail des partenaires au sein du Secrétariat est attendu pour le quatrième trimestre de 2021.

339. Au paragraphe 286 de son rapport, le Comité a recommandé que, afin de combler les lacunes recensées dans les systèmes existants, l'Administration procède à un examen complet des fonctionnalités des systèmes de gestion des subventions et des besoins d'information des utilisateurs et autres parties prenantes avant d'arrêter le champ d'application d'Umoja-Extension 2.

<i>Entités responsables :</i>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires et Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Sans objet

340. Les lacunes repérées en 2015 concernaient l'intégration financière de la solution Umoja-Démarrage, reposant sur l'utilisation de subventions dites transférées à un partenaire et de bons de commande, en tant que solution temporaire à utiliser jusqu'au

déploiement du module d'attribution des subventions d'Umoja Extension 2. Celles-ci s'accompagnaient de problèmes en lien avec l'approche de migration des données initialement adoptée, qui consistait à relier de nombreuses subventions transférées à un partenaire (projets) à un seul bon de commande, ainsi que d'erreurs concernant l'utilisation des bons de commande lors de transactions ultérieures. Les erreurs signalées ont été corrigées en 2016 et les projets ayant nécessité la migration de données et les transactions connexes sont maintenant tous clos. En outre, le déploiement, en novembre 2019, du module d'Umoja Extension 2 relatif à l'attribution des subventions pour le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a permis de remédier aux lacunes que présentait la solution Umoja-Démarrage en mettant à disposition une solution plus rationnelle en matière d'intégration financière. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

Rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2016⁶

341. Au paragraphe 46 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède rapidement à une révision régulière de la valeur résiduelle des actifs en général et des actifs entièrement amortis mais toujours utilisés en particulier et attribue une durée d'utilité et une valeur résiduelle aux actifs pour rectifier les pratiques ad hoc actuellement suivies dans ce domaine.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

342. L'Administration n'attribue pas de valeur résiduelle spécifique aux actifs et ceux-ci sont donc considérés comme entièrement amortis lorsque leur durée d'utilité est dépassée et qu'ils continuent d'être utilisés. Consciente de la nécessité de gérer cet aspect des opérations, l'Administration a décidé d'appliquer un nouveau paramètre de durée d'utilité opérationnelle à tous les registres de matériel, qui permettra à l'Organisation de gérer ses activités de remplacement des actifs et contribuera à réduire le nombre d'actifs entièrement amortis qui continuent d'être utilisés. Les données que cette activité devrait permettre de récolter joueront un rôle essentiel dans le développement d'une nouvelle approche de gestion des actifs tenant compte des questions de durée d'utilité et de valeur.

343. Au paragraphe 64 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revoie les procédures relatives à la communication des données démographiques à l'actuaire et mette au point un dispositif plus fiable pour recueillir les informations relatives à l'ensemble des fonctionnaires actifs et retraités et les compiler avant de les transmettre à l'actuaire en vue de parer au risque que le manque d'exhaustivité des données donne lieu à une évaluation incorrecte des engagements au titre des avantages du personnel.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application

⁶ A/72/5 (Vol. I), chap. II, et Corr.1.

Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

344. L'Administration fera considérablement avancer la question des données démographiques en recueillant toutes les informations relatives aux fonctionnaires actifs et retraités qui ne sont actuellement pas disponibles dans Umoja.

345. Au paragraphe 81 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revoie les accords passés avec les partenaires de réalisation, en particulier dans les cas de transferts en aval de subventions assorties de conditions aux partenaires de réalisation, pour s'assurer qu'elle conserve le contrôle de l'actif transféré et qu'elle comptabilise ces transferts conformément aux normes IPSAS.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : Classement demandé
Priorité : Moyenne
Délai : Sans objet

346. Les fonds faisant l'objet d'accords conditionnels avec les donateurs ont été transférés aux partenaires de réalisation, portés à l'actif et présentés comme transferts anticipés dans les états financiers établis selon les normes IPSAS au 31 décembre 2020. Quant aux transferts de fonds ne faisant pas l'objet d'accords de ce type, ils ont continué, en attendant le remplacement de la norme IPSAS sur la question, d'être comptabilisés en charges au moment du décaissement, comme demandé jusqu'à présent. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

347. Au paragraphe 91 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'emploie à intégrer les résultats financiers des fonds d'affectation spéciale qui finançaient les opérations et les activités relatives à une entité spécifique aux états financiers de cette entité. Dans l'intervalle, en attendant que cette transition soit faite, une note explicative pourrait figurer dans le volume I des états financiers de l'Organisation des Nations Unies.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : Classement demandé
Priorité : Élevée
Délai : Sans objet

348. Réitérant sa position et rappelant les explications fournies au Comité depuis 2017, l'Administration demande à nouveau le classement de cette recommandation. Les opérations de l'Organisation couvertes par le volume II se limitent aux comptes spéciaux des opérations de maintien de la paix, au Fonds de réserve pour le maintien de la paix et au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, et sont financées au moyen de contributions spécifiquement réservées à cet effet. Tous les fonds d'affectation spéciale sont repris dans les états financiers de l'ONU présentés dans le volume I.

349. Au paragraphe 139 de son rapport, le Comité a recommandé qu'un système centralisé de collecte de données et d'établissement de rapports chiffrés sur les mutations géographiques par Umoja soit conçu, y compris pour différencier les affectations longues et courtes, de sorte qu'il soit possible de faire la différence entre la mobilité à court et à long terme.

Entités responsables : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Division du progiciel de gestion intégré

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2022

350. Cette recommandation est toujours considérée comme en cours d'application, en raison de la nécessité prochaine d'harmoniser les fonctionnalités d'Umoja en matière de suivi des mutations avec les exigences qu'entraînerait l'adoption d'un nouveau système de mobilité, actuellement à l'étude auprès des États Membres. L'Assemblée générale a décidé de reporter l'examen du point de l'ordre du jour relatif à la mobilité à la première partie de la reprise de sa soixante-seizième session, qui aura lieu en mars 2022.

351. Au paragraphe 192 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration étudie les ajustements qu'il convenait d'apporter à la stratégie visant à remédier au problème des journées d'arrêt de travail imputables aux troubles mentaux et accélère l'application du dispositif de gestion de la sécurité et de la santé au travail en vue de mieux se conformer au calendrier recommandé en mars 2015 par le Comité de haut niveau sur la gestion.

Entités responsables : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée

Délai : Quatrième trimestre de 2022

352. Le système de gestion de la sécurité et de la santé au travail des Nations Unies a été établi par la circulaire [ST/SGB/2018/5](#) du Secrétaire général. Sa mise en œuvre complète nécessite l'élaboration de documents d'orientation supplémentaires, sous réserve de la disponibilité des ressources. L'Organisation prévoit d'instaurer un système de gestion de la sécurité et de la santé au travail qui lui permettra de centraliser la fourniture de conseils et, partant, de favoriser l'adoption d'une approche globale cohérente et homogène en la matière, de formuler des politiques et des normes pertinentes à ce sujet, de doter les comités locaux de gestion de la sécurité et de la santé au travail des compétences techniques voulues, et d'apporter aux risques se posant sur le lieu de travail des solutions éprouvées, scientifiquement défendables et fondées. Le Secrétariat a en outre mis en place une équipe responsable de la santé mentale, dirigée par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, laquelle a élaboré un plan d'action comprenant des activités destinées à promouvoir la santé mentale et à soutenir le personnel souffrant de troubles mentaux.

353. Au paragraphe 205 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère la définition et l'exercice du rôle de la Division des

services médicaux en matière de contrôle technique, de supervision et d'application des normes médicales à l'échelle du système, en s'appuyant sur les recommandations du Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de paix.

Entité responsable : Département de l'appui opérationnel
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

354. Le projet d'instruction administrative a été examiné par le Bureau des opérations d'appui, qui a recommandé de modifier sur le fond un aspect clé de la supervision. Ce changement nécessitera de retravailler cette partie de l'instruction et entraînera une reprise des discussions avec les entités concernées, y compris en dehors du Secrétariat.

355. Au paragraphe 283 de son rapport, le Comité a recommandé en outre que l'Administration veille à ce que des critères clairs et précis permettant de déterminer quelles enquêtes portaient sur des affaires à haut risque ou particulièrement complexes soient arrêtés et publiés.

Entités responsables : Bureau des services de contrôle interne et
Département des stratégies et politiques de gestion
et de la conformité
État d'application : Classement demandé
Priorité : Élevée
Délai : Sans objet

356. Des critères trop normatifs peuvent nuire à l'efficience et à l'efficacité, voire à l'indépendance opérationnelle du BSCI, en réduisant sa capacité à déterminer comment procéder pour tel ou tel cas de faute, de fraude et de corruption. Le Bureau dispose en outre de critères suffisants pour déterminer s'il convient d'enquêter sur une affaire, comme indiqué dans son rapport sur le renforcement de la fonction d'investigation de l'Organisation des Nations Unies ([A/58/708](#)) et dans la résolution [59/287](#) de l'Assemblée générale. Les affaires de « catégorie I » sont définies comme des affaires complexes présentant des risques élevés et des infractions graves à la loi, à savoir, notamment, les fraudes graves ou complexes, les autres actes ou activités constituant des infractions graves à la loi (y compris l'exploitation et les atteintes sexuelles), l'abus de pouvoir ou l'atteinte à la dignité du personnel, les conflits d'intérêts, les fautes de gestion graves, la dilapidation de ressources, la mise en danger de la vie de fonctionnaires ou d'autres personnes, ainsi que les infractions graves aux textes réglementaires ou administratifs de l'Organisation. Ces cas devraient être portés à l'attention du BSCI et faire l'objet d'une enquête. Font partie de la catégorie II les affaires présentant peu de risques pour l'Organisation et concernant, entre autres, les questions suivantes : ressources humaines, accidents de la circulation, vols simples, différends en matière contractuelle ou ayant trait à la gestion des bureaux, cas simples d'utilisation abusive du matériel ou des ressources humaines, cas simples de mauvaise gestion, infractions aux textes réglementaires ou administratifs et cas simples de fraude aux prestations. Ces cas peuvent être traités par les directeurs et directrices de programme. Toutefois, si des indices font suspecter une possible activité illégale et lorsque le recours à des enquêteurs professionnels semble essentiel, il doit être fait appel au BSCI. Les directeurs et directrices de

programme sont par ailleurs tenus de communiquer au Bureau les résultats des enquêtes dont ils s'occupent. Le BSCI estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

357. Au paragraphe 293 de son rapport, le Comité a recommandé que la Division des achats, en coordination avec les autres parties prenantes, examine le processus d'achat de produits normalisés pour l'informatique et les communications afin de trouver un équilibre entre la nécessité de normaliser les caractéristiques requises et celle de respecter les principes régissant les achats. En particulier, le matériel informatique et de communication peu complexe et d'usage limité devait faire l'objet d'une normalisation. En pratique, il convenait de normaliser les caractéristiques techniques et, si cela était impossible, d'en consigner et analyser les raisons.

<i>Entités responsables :</i>	Bureau de l'informatique et des communications et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

358. Les normes TIC et les procédures d'autorisation technique pour le matériel et les logiciels encadrent la consolidation des biens informatiques et des biens de communication ainsi que celle des systèmes et services du Secrétariat de l'ONU dans ce domaine. La normalisation permet des gains d'efficacité, une accélération du déploiement et l'intégration entre les systèmes. Grâce à l'adoption de normes TIC, il est possible de structurer l'utilisation de nouvelles technologies, de manière bien définie et transparente. En outre, en collaboration avec le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, le Bureau de l'informatique et des communications a achevé l'élaboration de stratégies par catégorie (technologies de l'utilisateur final ; serveur, réseau et stockage ; services informatiques spécialisés), les tendances, les contrats et les dépenses faisant l'objet d'une analyse pour toutes les entités concernées. L'organe de contrôle que constitue le comité de pilotage sur la gestion par catégorie s'est réuni en mars et en mai 2021 et a approuvé les catégories mentionnées ci-dessus. L'élaboration des cahiers des charges relatifs à ces stratégies, la mise en place des procédures d'appel d'offres et, par la suite, l'attribution des contrats sont en cours. Le Bureau de l'informatique et des communications s'intéresse également aux autres catégories de TIC, notamment les solutions institutionnelles, les services de communication, les infrastructures de communication et les systèmes radio, et les systèmes d'information géospatiale.

359. Au paragraphe 324 de son rapport, le Comité a recommandé que le processus d'établissement du budget soit rationalisé et fondé sur des hypothèses plus réalistes, compte tenu des tendances passées.

<i>Entités responsables :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans limite de temps

360. L'Administration a recueilli des informations démontrant l'utilisation d'hypothèses plus réalistes, qui tiennent compte des tendances passées. Elle a par exemple fait remarquer que, dans le cadre du projet de budget-programme pour 2022, des ressources supplémentaires sont proposées au titre du chapitre 32 (Dépenses spéciales), compte étant tenu de l'évolution passée du nombre de participants et des coûts de l'assurance maladie après la cessation de service. Dans le même ordre d'idées, les propositions s'accompagnant d'une baisse des dépenses prévues au titre des voyages et des articles consommables, constatées dans de nombreux chapitres du budget, résultent de l'adoption d'un modèle de consommation réduit à ces rubriques.

Rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2017⁷

361. Au paragraphe 22 de son rapport, le Comité a recommandé que des mesures soient prises d'urgence pour renforcer le module Business Planning and Consolidation de manière à éliminer la nécessité de procéder à des ajustements et à des interventions manuels.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

362. L'automatisation de l'information sectorielle pour les opérations de l'ONU, dont il est question dans le volume I, a été mise en œuvre pour l'établissement des rapports de 2020. L'Administration prévoit de procéder à une automatisation accrue des règles d'élimination mises en place dans le module Business Planning and Consolidation d'ici la fin de 2021.

363. Au paragraphe 77 de son rapport, le Comité a recommandé que, dans les meilleurs délais, l'Administration réexamine et renforce les arrangements officiels avec les administrateurs tiers et assure un libre accès régulier aux documents comptables en vue de permettre une vérification du fonctionnement de ces structures.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

364. On se reportera aux observations formulées par l'Administration au paragraphe 302 ci-dessus sur la recommandation figurant au paragraphe 60 du chapitre II du document [A/70/5 \(Vol. I\)](#).

365. Au paragraphe 81 de son rapport, le Comité a recommandé que la Trésorerie de l'ONU officialise la participation des différentes entités au fonds principal de gestion centralisée des liquidités par le truchement d'accords écrits avec elles.

⁷ [A/73/5 \(Vol. I\)](#), chap. II.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2022

366. La Trésorerie de l'ONU collabore avec le Bureau des affaires juridiques sur cette question, et ce dernier examine actuellement la liste des entités participant au fonds principal de gestion centralisée des liquidités afin de déterminer quelles mesures doivent être prises.

367. Au paragraphe 89 de son rapport, le Comité a recommandé en outre que l'Office des Nations Unies à Genève, agissant en collaboration avec le Siège, mette au point une démarche globale commune en ce qui concernait le calcul et la transparence du recouvrement des coûts des services au sein de l'Organisation des Nations Unies.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

368. Le document d'orientation détaillé devrait être publié d'ici à la fin de 2021. Le retard accumulé en la matière s'explique par la crise de liquidités, à laquelle beaucoup de temps a été consacré.

369. Au paragraphe 98 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration révise la pratique des affectations temporaires et analyse les raisons du recours, dans de nombreux cas, aux vacances de postes temporaires plutôt qu'aux vacances de postes ordinaires.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Sans limite de temps

370. La révision de l'instruction administrative sur l'indemnité de fonctions relative aux affectations temporaires à un grade supérieur dépend de l'approbation par l'Assemblée générale des modifications qu'il est proposé d'apporter au Statut et au Règlement du personnel. L'Assemblée a entamé l'examen de ces modifications durant la partie principale de sa soixante-treizième session, en décembre 2018, et a ensuite décidé de reporter l'examen de ce point de l'ordre du jour à la première partie de la reprise de sa soixante-seizième session, en mars 2022. La révision de l'instruction administrative a donc été mise en suspens.

371. Au paragraphe 111 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration arrête un calendrier pour le déploiement du module d'Inspira concernant les consultants et les vacataires au Siège de l'ONU et élabore un plan d'action destiné à assurer le respect dudit calendrier.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

372. Le Département de l'appui opérationnel continue de recenser les besoins opérationnels relatifs à l'amélioration du module concernant les consultants et les vacataires, en concertation avec les utilisateurs. Attendus pour la deuxième moitié de 2021, les premiers changements réalisés dans Inspira permettront de corriger certaines lacunes, de télécharger de multiples notices personnelles d'une traite et d'améliorer les fonctionnalités de gestion des listes d'aptitude.

373. Au paragraphe 112 de son rapport, le Comité a recommandé en outre que la gestion de l'accès à Inspira soit convenablement modifiée de manière à comporter des fonctions qui permettent de visualiser les engagements d'un consultant à l'échelle du Secrétariat, compte étant tenu de la nécessité de veiller à la sécurité des données et à la protection de la vie privée.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

374. On se reportera aux observations formulées par l'Administration au paragraphe 372 ci-dessus sur la recommandation figurant au paragraphe 111 du chapitre II du document [A/73/5 \(Vol. I\)](#).

375. Au paragraphe 125 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration étoffe le fichier de candidats, de manière à élargir le champ de la concurrence pour les recrutements de consultants et de vacataires.

<i>Entité responsable :</i>	Département des affaires économiques et sociales
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

376. Depuis octobre 2018, aucun consultant ni vacataire n'a été engagé sans avoir créé de profil dans Inspira. Les responsables de postes à pourvoir font usage des listes disponibles sur la plateforme pour rechercher de potentiels candidats, bien que les consultants et vacataires ne soient pas toujours sélectionnés dans le cadre d'une offre d'emploi y figurant. Il est indiqué, à la section 4 de l'instruction administrative [ST/AI/2013/4](#), que la sélection de candidats au moyen d'une offre d'emploi postée dans Inspira ou sur une autre plateforme électronique n'est obligatoire que lorsque les services d'un consultant ou d'un vacataire sont requis pour une période supérieure à six mois. Cette exigence est strictement respectée depuis mars 2021. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

377. Au paragraphe 136 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de la gestion des ressources humaines révise les dispositions de l'instruction administrative en vue de déterminer les cas dans lesquels les vacataires pouvaient être engagés pour une période de plus de six mois.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

378. Il est à noter que les responsables d'entités disposent de la délégation de pouvoirs nécessaire pour accorder des dérogations aux instructions administratives, à condition que les consignes auxquelles ils souhaitent contrevenir ne soient pas directement issues d'une résolution de l'Assemblée générale ou du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies. La durée maximale des contrats offerts aux consultants et aux vacataires, qui ne peuvent dépasser 24 mois sur 36 pour les premiers et 9 mois sur 12 pour les seconds, a été fixée par l'Assemblée. Les chefs d'entités, que l'on a commencé à sensibiliser à cette question durant le second semestre de 2020, ne sont donc pas autorisés à accorder de dérogations à cette règle. Actuellement, les demandes en la matière sont soumises à la Sous-Secrétaire générale aux ressources humaines. En cas d'acceptation de la demande – fait de plus en plus rare et uniquement envisageable lorsqu'il est possible de démontrer que la dérogation a trait à la pandémie de COVID-19 – la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité est avertie par le Bureau de la Sous-Secrétaire générale aux ressources humaines. Par ailleurs, les dispositions émanant de l'Assemblée générale, telles que celle relative à la durée maximale des contrats offerts aux consultants et aux vacataires, ne peuvent faire l'objet d'aucune modification sans l'assentiment préalable de l'Assemblée. En outre, afin d'éviter que la durée des contrats des consultants et des vacataires ne dépasse les limites prescrites, que ce soit en raison d'un écart mathématique ou d'une incompréhension des directives, un guide sur la façon de la calculer a été élaboré par le Département de l'appui opérationnel, l'objectif étant de garantir l'exactitude des calculs et de réduire autant que possible le risque d'erreur humaine. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

379. Au paragraphe 144 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à l'adoption de mesures appropriées de partage des informations sur l'emploi entre les entités des Nations Unies, qui permettent de signaler les cas de violation éventuels des règles administratives, et mette en place un mécanisme approprié de suivi.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

380. Un mécanisme a déjà été mis en place pour permettre à la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité de vérifier les données, de contrôler les dérogations et d'épauler ainsi le Bureau des ressources humaines. La mise au point d'un système centralisé réunissant les données sur les

ressources humaines de toutes les entités des Nations Unies n'est pas économiquement viable, car elle exigerait de regrouper plusieurs progiciels de gestion intégrés ayant des codages différents. L'Administration est d'avis que la solution adoptée à la suite de la réforme de la gestion règle le problème et demande donc au Comité de classer cette recommandation.

381. Au paragraphe 156 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de la gestion des ressources humaines examine le processus de recrutement afin de traiter des motifs des retards enregistrés à toutes les étapes critiques.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

382. Cette recommandation est analogue à celle formulée au paragraphe 405 du chapitre II du document [A/76/5 \(Vol. I\)](#) (voir également les paragraphes 136 à 137 ci-dessus). L'Administration a fourni au Comité des informations sur les nouveaux outils adoptés et les améliorations apportées aux plateformes en vue d'aider les entités à atteindre l'objectif d'un délai de recrutement de 120 jours, grâce à une approche souple et continue. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

383. Au paragraphe 248 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse un calendrier pour l'examen de tous les documents d'orientation en retard et veille à ce qu'il soit respecté.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2022

384. Alors que le Bureau de la coordination des affaires humanitaire avait déjà fait part au Comité de la décision prise par son équipe de direction de reporter tout travail futur concernant le développement de son système d'orientation, compte tenu des contraintes budgétaires et d'autres priorités actuelles de changement institutionnel, cette activité a encore été retardée davantage par la pandémie de COVID-19.

385. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a néanmoins continué d'actualiser ses documents de politique générale et d'orientation. Au moment présent, les documents du Bureau à avoir fait l'objet de mises à jour en 2021 sont les suivants : instructions permanentes en matière d'inconduite sexuelle et directive générale sur l'égalité des genres (mars 2021), stratégie institutionnelle de mobilisation des ressources (avril 2021) et stratégie de marque et d'identité visuelle (juillet 2021).

386. Au paragraphe 267 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore, en se fondant sur les résultats de l'évaluation, une stratégie de lutte contre la fraude et la corruption assortie d'un plan d'action, en instaurant des indicateurs de résultats et des mécanismes de suivi appropriés.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

387. Des progrès de taille ont été réalisés dans l'élaboration de la stratégie de lutte contre la fraude et la corruption, qu'il est prévu de déployer durant le quatrième trimestre de 2021, à l'issue de consultations avec les bureaux concernés.

388. Au paragraphe 275 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que l'Office des Nations Unies à Nairobi mène une évaluation du risque et établisse des inventaires de risques au niveau de l'Office et au niveau de chaque division.

<i>Entité responsable :</i>	Office des Nations Unies à Nairobi
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2022

389. L'Office des Nations Unies à Nairobi a organisé, à l'intention de personnes de référence et de responsables de la gestion des risques, une série de cours de perfectionnement sur la gestion du risque institutionnel, lors de laquelle il a été tenu compte des orientations techniques les plus récentes et des exigences du Secrétariat de l'Organisation en matière de responsabilité. Outre les risques existants évalués au cours de la période 2019-2020, on s'attardera, dans le nouvel inventaire de risques, sur les dangers émergents posés par la pandémie de COVID-19.

390. Au paragraphe 290 de son rapport, le Comité a de nouveau recommandé que l'Administration finalise son modèle d'accord type avec les partenaires d'exécution, qui devrait comprendre notamment des dispositions appropriées en matière de lutte contre la fraude, de sanctions et d'audit, et le fasse publier par l'autorité compétente.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

391. L'Administration termine actuellement de réviser le modèle d'accord type avec les partenaires d'exécution, qui comprendra des clauses standards sur la fraude et la corruption. Le module d'attribution des subventions permettra notamment de générer des accords de cette nature.

392. Au paragraphe 291 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration continue à renforcer, selon un calendrier précis, son cadre de responsabilité et de contrôle interne, y compris la mise en œuvre du modèle des trois lignes de maîtrise des risques, l'élaboration d'une déclaration relative au contrôle interne et l'établissement d'une base centralisée d'informations concernant la délégation de pouvoirs.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

393. La déclaration relative au contrôle interne pour toutes les opérations de 2020 du Secrétariat a été signée par le Secrétaire général le 26 mai 2021 et publiée dans les six langues officielles de l'Organisation⁸. L'examen de l'efficacité du système de contrôle interne du Secrétariat repose principalement sur le questionnaire d'auto-évaluation du contrôle interne qui a été soumis aux entités du Secrétariat en décembre 2020. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

394. Au paragraphe 323 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration lève, au BSCI et au Bureau de la gestion des ressources humaines, tous les obstacles au règlement rapide des affaires. Des indicateurs de performance adaptés peuvent être ajoutés, là où ils font défaut, pour fixer les délais applicables au traitement complet de ces affaires.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

395. On se reportera aux observations formulées par l'Administration au paragraphe 330 ci-dessus sur la recommandation figurant au paragraphe 169 du chapitre II du document A/71/5 (Vol. I).

396. Au paragraphe 324 de son rapport, le Comité a également recommandé que l'Administration mette en place un système de suivi de bout en bout qui permette de suivre tous les dossiers traités d'un bureau à l'autre, de la date de leur réception à celle de la fin de leur traitement.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

397. On se reportera aux observations formulées par l'Administration au paragraphe 310 ci-dessus sur la recommandation figurant au paragraphe 104 du chapitre II du document A/70/5 (Vol. I).

398. Au paragraphe 392 de son rapport, le Comité a recommandé que le Groupe de gestion du stress traumatique établisse un mécanisme qui enregistre, par date, les détails des événements traumatisants signalés par la Division des opérations

⁸ Disponible à l'adresse <https://reform.un.org/news/secretary-general-signs-first-statement-internal-controls>.

régionales et d'autres entités, et vérifie périodiquement que ces informations concordent avec les données du système d'information sur les incidents touchant à la sécurité afin de garantir qu'aucun événement traumatisant nécessitant une intervention ne passe inaperçu.

Entité responsable : Département de la sûreté et de la sécurité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

399. La plateforme de suivi et d'évaluation du Groupe de gestion du stress traumatique est toujours en cours d'élaboration. Lorsqu'elle sera achevée, les conseillers et conseillères seront formés à l'utiliser.

400. Au paragraphe 401 de son rapport, le Comité a recommandé que la Section de la formation et du perfectionnement tienne à jour une base de données globale contenant des informations détaillées sur tous les participants aux cours de formation du Département et sur les cours eux-mêmes.

Entité responsable : Département de la sûreté et de la sécurité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2022

401. Le contrat avec le fournisseur du nouveau système de gestion de la formation a été établi sous sa forme définitive en janvier 2021. Le système a été mis en place et testé en mai et juin 2021 et sera la principale source de données pour les nouveaux cours. Le transfert des données historiques du Département de la sûreté et de la sécurité est en cours et l'intégration avec d'autres sources de données a été définie avec le fournisseur. Comme une telle intégration suppose la collaboration de plusieurs entités du Secrétariat et d'autres organismes des Nations Unies, l'échéance a été repoussée et l'application intégrale de la recommandation est maintenant prévue pour la fin de 2022.

402. Au paragraphe 425 de son rapport, le Comité a recommandé que le Secrétariat établisse un mécanisme adéquat qui permette une meilleure coordination entre le Bureau du Contrôleur, le BSCI et les autres bureaux du Secrétariat de façon à ce que tous les cas de fraude et de présomption de fraude soient signalés et à ce que toutes les informations les concernant soient consignées.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : Classement demandé
Priorité : Moyenne
Délai : Sans objet

403. Un mécanisme de suivi des cas de fraude et de présomption de fraude a été mis en place par le Bureau du Contrôleur. Les informations communiquées par le BSCI, notamment concernant les cas qu'il renvoie, sont automatiquement téléchargées dans ce mécanisme. Les informations communiquées chaque année par les entités du

Secrétariat sont recoupées avec celles du BSCI, de sorte que le rapport envoyé au Comité soit cohérent et qu'il comprenne tous les cas de fraude et de présomption de fraude signalés au Bureau du Contrôleur.

Rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2018⁹

404. Au paragraphe 46 de son rapport, le Comité a recommandé à nouveau que l'Administration revoie et renforce en conséquence la procédure de comptabilisation des actifs à la lumière des inexactitudes relevées. Il a également recommandé que les procédures de contrôle interne relatives à la cession des actifs soient renforcées et que la procédure de cession soit toujours achevée dans les délais.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

405. Étant donné que les contrôles de la qualité des données effectués au début de l'année 2021 n'ont pas donné entière satisfaction au Comité et qu'il a estimé qu'il n'y avait pas lieu de classer la recommandation, des contrôles supplémentaires seront réalisés en vue d'un classement de la recommandation d'ici à la fin de 2021.

406. Au paragraphe 57 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revoie et renforce comme il convient le système de comptabilisation à l'actif des immobilisations incorporelles et fasse davantage coïncider la comptabilisation des modules Umoja avec la mise en service de ceux-ci.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans limite de temps

407. L'Administration s'attache à porter en immobilisations tous les actifs incorporels de l'Organisation. Elle reste déterminée à mettre au point une méthode qui aiderait les utilisateurs et utilisatrices à comprendre les processus et procédures d'immobilisation des actifs incorporels.

408. Au paragraphe 71 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore un dispositif ou des directives dans lesquelles elle dresserait la liste des services approuvés pour chaque activité, élaborerait une méthode de répartition des frais généraux communs aux fins du recouvrement des coûts et désignerait les personnes chargées dans les entités de promouvoir le respect du principe de responsabilité et la transparence dans l'examen et le suivi des activités de recouvrement des coûts.

⁹ A/74/5 (Vol. I), chap. II.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

409. Le document d'orientation détaillé devrait être publié d'ici à la fin de 2021.

410. Au paragraphe 88 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revoie la manière dont les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service sont répartis entre les états financiers de l'ONU présentés dans le volume I et les états financiers des opérations de maintien de la paix présentés dans le volume II afin de tenir compte de la répartition actuelle des effectifs.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

411. L'Administration recueille les données nécessaires pour mettre à jour le jeu de données. Lorsque chaque fonctionnaire retraité aura été rattaché à un type de fonds, il ne sera plus nécessaire d'avoir recours à la formule du pourcentage.

412. Au paragraphe 101 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration recense les principaux éléments de données qui permettent de déterminer si un participant remplit les conditions requises et prévoit des mécanismes de contrôle propres à garantir que ces éléments soient entrés dans le système.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

413. Le transfert dans Umoja des dossiers d'assurance maladie des retraités, qui est en cours, permettra de régler le problème de la disponibilité et de la qualité des données, puisque les données nécessaires seront en grande partie extraites d'une source unique. Il était initialement prévu que ce transfert soit achevé avant juin 2021. En raison d'autres priorités concurrentes, il est maintenant prévu qu'il soit achevé d'ici à décembre 2021.

414. Au paragraphe 103 de son rapport, le Comité a recommandé que les informations relatives aux enfants à charge survivants soient prises en compte séparément dans les données relatives aux retraités afin que le calcul de la différence d'âge entre les conjoints soit correct. Il a également recommandé que l'Administration passe en revue les 643 cas pour lesquels il n'était pas possible de savoir si les participants étaient des retraités ou des personnes à charge

survivantes, qu'elle détermine la situation de chaque participant concerné et qu'elle clarifie les données à ce sujet.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

415. L'Administration a pour objectif que les données démographiques utilisées pour l'évaluation de 2021 distinguent clairement les conjoints et les enfants à charge.

416. Au paragraphe 124 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revoie la manière dont les fonctionnaires sont classés pour s'assurer que les données qui figurent dans Umoja correspondent à la réalité, qu'elle procède à un examen complet des données relatives aux retraités pour s'assurer de leur qualité et de leur exactitude aux fins de l'octroi des prestations dues après le départ à la retraite et qu'elle classe tous les retraités dans une catégorie unique.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

417. Cette recommandation est partiellement appliquée : la Section de l'assurance maladie et de l'assurance-vie a corrigé les données qui avaient entraîné le versement erroné de prestations et a entrepris de classer tous les retraités dans une catégorie unique.

418. Au paragraphe 125 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine les données relatives aux prestations et cotisations des employés, des retraités et des personnes à charge pour s'assurer qu'elles sont complètes, cohérentes et validées dans Umoja et s'assure qu'elles correspondent à d'autres sources telles que les états de paie et les listes de personnes remplissant les conditions requises envoyées aux tiers administrateurs.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

419. Une demande a été adressée au Comité des changements Umoja concernant l'ajout de nouveaux champs devant permettre de déterminer si les conditions sont remplies pour l'octroi de telle ou telle prestation. L'Administration s'efforcera de mettre en œuvre ce changement et toutes les activités connexes, sous réserve que des ressources soient disponibles.

420. Au paragraphe 131 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne d'urgence des mesures pour mettre au point un mécanisme et un protocole d'examen appropriés, qu'elle se donne les moyens de procéder périodiquement à un examen en interne des données relatives aux demandes de remboursement afin de pouvoir vérifier les informations en matière de prestations versées et de coûts que lui communiquent les tiers administrateurs et qu'elle se dote d'un mécanisme officiel de remontée de l'information pour mieux communiquer avec ceux-ci.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

421. On se reportera aux observations formulées par l'Administration au paragraphe 302 ci-dessus sur la recommandation figurant au paragraphe 60 du chapitre II du document A/70/5 (Vol. I).

422. Au paragraphe 132 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine les mécanismes utilisés par les tiers administrateurs pour signaler les lacunes relevées dans la qualité et la normalisation des données et qu'elle rationalise les éléments de données qui figurent dans les rapports relatifs aux prestations versées pour pouvoir vérifier l'identité des adhérents et le montant des dépenses, déceler les signaux d'alerte et parvenir à un classement correct et global des demandes de remboursement.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

423. On se reportera aux observations formulées par l'Administration au paragraphe 302 ci-dessus sur la recommandation figurant au paragraphe 60 du chapitre II du document A/70/5 (Vol. I).

424. Au paragraphe 142 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne des mesures pour imposer à tous les tiers administrateurs de lui signaler tous les cas de fraude ou de présomption de fraude, et ce, dès qu'ils les ont constatés.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

425. On se reportera aux observations formulées par l'Administration au paragraphe 302 ci-dessus sur la recommandation figurant au paragraphe 60 du chapitre II du document A/70/5 (Vol. I).

426. Au paragraphe 149 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se dote d'un mécanisme officiel de contrôle du recouvrement des montants indûment versés et s'emploie activement à recouvrer ces montants. Il a également recommandé que soit nommée une personne référente chargée au niveau central du contrôle et du suivi.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

427. L'Administration met actuellement sur pied un mécanisme de contrôle du recouvrement de tout montant indûment versé.

428. Au paragraphe 159 de son rapport, le Comité a recommandé : a) que les procédures de gestion de la trésorerie adoptées à la suite de la mise en service d'Umoja soient consignées et officiellement approuvées, à titre prioritaire ; b) que l'Administration prenne des mesures en vue de définir expressément la structure de la Trésorerie et les attributions du personnel de celle-ci ; c) que les attributions en matière de gestion de la trésorerie des caissiers qui ne se trouvent pas au Siège et leurs relations fonctionnelles avec la Trésorerie du Siège soient officiellement consignées.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

429. La Trésorerie a établi la documentation demandée, qui doit maintenant faire l'objet d'une procédure d'approbation formelle.

430. Au paragraphe 164 de son rapport, le Comité a recommandé : a) que l'Administration mette en place un système permettant d'utiliser les informations disponibles dans Umoja pour estimer les sorties de fonds sur une plus longue période, ce qui permettrait d'améliorer les prévisions et de renforcer potentiellement la gestion des investissements ; b) que les traitements soient versés dans le respect de la procédure mise en place par la Trésorerie pour effectuer d'autres paiements afin d'améliorer la gestion des liquidités de l'Organisation.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

431. L'Administration a mis à jour la procédure de gestion des liquidités et utilise les données tirées d'Umoja. Tous les paiements sont décaissés selon la règle du T+3 (jour de la transaction plus trois jours ouvrables), qui est jugée suffisante. Le Comité des

changements Umoja a avalisé un projet d'amélioration visant à ce que la règle du T+3 s'applique non seulement aux décaissements au titre des comptes créditeurs mais aussi aux décaissements au titre des traitements. Ce projet devrait être exécuté d'ici au deuxième trimestre de 2022.

432. Au paragraphe 180 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration : a) améliore la procédure d'examen et de gestion des soldes bancaires afin d'éviter les découverts ainsi que des retards potentiels dans les versements et le paiement éventuel de frais de découvert ; b) revoie le montant des réserves de liquidités maintenues dans les banques attitrées et fixe un montant officiel pour chacune d'entre elles.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

433. L'Administration examine quotidiennement les soldes des comptes détenus dans les banques attitrées et le montant des réserves de liquidités est fixé. Elle va officialiser ce montant et demander que cette recommandation soit classée.

434. Au paragraphe 189 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration décrive la manière dont sont prises les décisions d'investissement, en expliquant les raisons qui poussent à choisir tel ou tel instrument d'investissement, telle ou telle échéance ou tel ou tel partenaire.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Sans objet

435. À l'issue de discussions précédemment tenues entre le Comité et l'Administration, le Comité avait indiqué qu'il classerait cette recommandation. L'Administration demande donc de nouveau que cette recommandation soit classée.

436. Au paragraphe 193 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration améliore le système de prévision des flux de trésorerie et évalue les besoins de liquidités afin d'améliorer la gestion de la trésorerie et de faciliter la prise de décisions optimales en matière d'investissements.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

437. L'Administration s'emploie à établir des processus visant à perfectionner le système de prévision des flux de trésorerie afin d'améliorer la gestion de la trésorerie et les décisions d'investissement.

438. Au paragraphe 204 de son rapport, le Comité a recommandé qu'un suivi constant des procédures et règles de conformité relatives au système Asset and Investment Manager soit assuré et que toute modification des paramètres des règles de conformité des transactions soit enregistrée dans le système dans un délai raisonnable.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

439. Le système Asset and Investment Manager fait l'objet d'un suivi constant et les modifications apportées aux règles de conformité des transactions sont examinées aussi tôt que possible. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

440. Au paragraphe 212 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède à un examen de son programme de couverture, conclue des accords sur le modèle fourni par l'International Swaps and Derivatives Association avec davantage de contreparties et revoie la pratique consistant à répartir équitablement les contrats entre les contreparties afin de bénéficier des taux les plus compétitifs du marché tout en limitant le risque de crédit, conformément aux directives en vigueur.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

441. Un examen du programme de couverture a été entrepris et les directives relatives à la couverture des risques de change ont été mises à jour, l'objectif étant que chaque opération à terme soit exécutée au taux le plus compétitif. Cette approche a été mise en œuvre dans le cadre du programme de couverture pour les exercices 2020 et 2021. De plus, le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget cherche à conclure des accords sur le modèle fourni par l'International Swaps and Derivatives Association avec d'autres contreparties que les trois avec lesquelles il traite actuellement. Des discussions préliminaires sont en cours avec deux autres contreparties possibles.

442. Au paragraphe 222 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration envisage la possibilité d'établir des critères officiels de sélection des banques et adopte des directives générales relatives à l'ouverture et à la clôture des comptes bancaires.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application

Priorité : Moyenne
Délai : Troisième trimestre de 2021

443. Après en avoir discuté avec le Comité, l'Administration a accepté la recommandation ; elle établira des critères officiels de sélection des banques et adoptera des directives générales détaillées relatives à l'ouverture et à la clôture des comptes bancaires.

444. Au paragraphe 242 de son rapport, compte tenu du grand nombre d'indicateurs classés dans les catégories II et III, notamment des indicateurs relatifs à des cibles devant être atteintes d'ici à 2020, le Comité a recommandé que le Département des affaires économiques et sociales redouble d'efforts pour élaborer des indicateurs et assurer la disponibilité des données y afférentes, en collaboration avec les organismes responsables.

Entité responsable : Département des affaires économiques et sociales
État d'application : Classement demandé
Priorité : Élevée
Délai : Sans objet

445. Depuis que la Commission de statistique a approuvé la version révisée du cadre mondial d'indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable à sa cinquante et unième session, en mars 2020, il n'y a plus d'indicateurs de catégorie III (à savoir des indicateurs pour lesquels il n'existe pas de méthode ni de normes arrêtées au niveau international). L'Administration demande donc au Comité de classer cette recommandation.

446. Au paragraphe 270 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration envisage d'intégrer toutes les demandes de renforcement des capacités dans le registre central, notamment celles qui émanent des examens nationaux volontaires, et de mettre régulièrement à jour ce registre afin qu'il soit correctement rendu compte de l'état d'avancement des demandes.

Entité responsable : Département des affaires économiques et sociales
État d'application : Classement demandé
Priorité : Moyenne
Délai : Sans objet

447. L'Administration a amélioré le registre des demandes et le système remanié a été mis en service en février 2021. Une formation interne a été organisée entre février et mai 2021 pour le personnel concerné du Département des affaires économiques et sociales et le processus de conversion et d'enrichissement des données a été achevé à la fin du mois de juin 2021. Le Bureau de la gestion des programmes de développement des capacités du Département procède à des examens trimestriels des dossiers pour s'assurer que les demandes sont suivies et enregistrées dans leur intégralité.

448. De plus, le Département des affaires économiques et sociales a écrit aux coordonnatrices et coordonnateurs résidents des pays en développement qui avaient procédé à des examens nationaux volontaires en 2020 pour vérifier si les besoins en matière de renforcement des capacités formulés dans ces examens avaient été pris en compte par le système des Nations Unies et si les demandes d'appui avaient été

enregistrées dans leur intégralité et suivies dans le registre. L'Administration estime donc que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

449. Au paragraphe 283 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration, dans le cadre des réformes entreprises, établisse des protocoles de collaboration structurés entre le Département des affaires économiques et sociales, les commissions régionales, les équipes de pays des Nations Unies et les États Membres en matière d'appui au financement afin d'obtenir des retours d'information sur les politiques financières.

<i>Entités responsables :</i>	Département des affaires économiques et sociales, commissions régionales et Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Sans objet

450. Il existe des mécanismes de collaboration adéquats par lesquels les contributions et les points de vue des commissions régionales, des équipes de pays des Nations Unies, des États Membres et des autres parties prenantes sont pris en compte dans les différents flux de travail concernant le financement du développement. Ces mécanismes et plateformes sont conçus de manière à faire intervenir des parties prenantes et des experts sur certaines questions relatives au financement du développement ; il s'agit notamment du Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement et du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement, tenu chaque année en application du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, ainsi que des préparatifs du rapport du Secrétaire général sur les tendances et progrès en matière de coopération internationale pour le développement et de la réunion de haut niveau du Forum pour la coopération en matière de développement. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

451. Au paragraphe 303 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette à niveau les ressources informatiques du Service des organisations non gouvernementales afin d'assurer un traitement efficace et rapide des nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ainsi que des rapports quadriennaux, dont le nombre ne cesse de croître. Le Département des affaires économiques et sociales devrait également assurer le suivi des initiatives mises en œuvre par les organisations non gouvernementales à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable.

<i>Entité responsable :</i>	Département des affaires économiques et sociales
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

452. La mise à niveau du système informatique du Service des organisations non gouvernementales est en bonne voie et la recommandation devrait être intégralement appliquée d'ici à la fin de 2021.

453. Au paragraphe 317 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette en place un système global permettant de mesurer, de

manière cohérente, l'efficacité et l'efficience de la fonction achats, conformément aux demandes de l'Assemblée générale et aux recommandations antérieures des organes de contrôle, et qu'elle informe régulièrement l'Assemblée générale des progrès réalisés à cet égard.

Entité responsable : Département de l'appui opérationnel
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Troisième trimestre de 2021

454. L'Administration a défini 64 indicateurs clés de performance pour la fonction achats : 39 d'entre eux avaient été mis en place au deuxième trimestre de 2021, 3 indicateurs complexes étaient en cours de développement et les 22 indicateurs restants étaient soit en cours de développement, soit retardés par la mise en œuvre d'autres initiatives d'amélioration telles que l'outil d'appel d'offres électronique. L'Administration prévoit d'avoir mis en place tous les indicateurs clés de performance d'ici au troisième trimestre de 2021.

455. Au paragraphe 351 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration affine encore les catégories servant à justifier du non-respect des délais de réservation et établisse des niveaux de tolérance différents en fonction du voyageur et de la nature du voyage. L'Administration devrait également inviter les voyageurs à répondre rapidement aux demandes des agences de voyages afin d'assurer un meilleur respect de la politique relative aux délais de réservation de billets.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Sans limite de temps

456. En ce qui concerne l'affinement des catégories servant à justifier du non-respect des délais de réservation, l'Administration continue d'étudier les différents ajustements qui pourraient être faits dans Umoja pour mieux cerner les raisons et les catégories à l'origine des retards constatés dans la soumission des demandes de voyage. En ce qui concerne les différents niveaux de tolérance, l'Administration est d'avis que toutes les catégories de voyageurs devraient se conformer au même objectif pour ce qui est des délais de réservation des billets d'avion.

457. Au paragraphe 372 de son rapport, le Comité a recommandé que la Section des archives et de la gestion des dossiers se mette en relation avec les personnes référentes dans les départements, bureaux et missions pour que le plan d'archivage de ces derniers soit établi et qu'il soit ensuite examiné par la Section.

Entité responsable : Département de l'appui opérationnel
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

458. La Section des archives et de la gestion des dossiers continue, en collaboration avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, le Bureau de l'informatique et des communications et d'autres entités, à réfléchir aux stratégies d'archivage à mettre en place pour tous les domaines d'activité du Secrétariat. Elle a toutefois vu ses progrès entravés par la pandémie de COVID-19, qui a modifié ses priorités et celles de ses clients ; en effet, elle a dû se concentrer sur l'appui au déploiement de SharePoint pour faciliter le télétravail. La recommandation devrait être appliquée d'ici à décembre 2021.

459. Au paragraphe 390 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration évalue les besoins concernant la numérisation des documents anciens importants de l'Organisation, qu'elle fasse le nécessaire pour obtenir les fonds voulus et qu'elle arrête un calendrier clair et s'y tienne, et ce, sans plus tarder.

Entité responsable : Département de la communication globale
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2025

460. L'Administration attend toujours des suggestions des États Membres quant à la proposition de préservation, d'un coût d'environ 10 millions de dollars, qui permettrait de numériser environ 1 million de textes normatifs, de documents destinés aux organes délibérants et de publications en mauvais état.

461. Au paragraphe 392 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère la numérisation des archives audiovisuelles, évalue les montants supplémentaires nécessaires pour achever le projet et fasse en sorte d'obtenir les fonds voulus pour mener à bien la numérisation de ses archives audiovisuelles.

Entité responsable : Département de la communication globale
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2022

462. Comme suite aux résolutions successives de l'Assemblée générale, le Département de la communication globale a présenté un plan de préservation visant à achever la numérisation des documents historiques importants et cherche à réunir 10,5 millions de dollars de fonds supplémentaires, qui permettraient de financer un plan de travail d'une durée de cinq ans.

463. Au paragraphe 398 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère le téléchargement dans la Bibliothèque numérique des Nations Unies des documents des organes délibérants et publications produits dès le départ sous format numérique afin de permettre un partage optimal de l'information avec le public, en interne comme en externe.

Entité responsable : Département de la communication globale
État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2025

464. L'Administration tient à réaffirmer que la pleine application de la recommandation dépend des financements disponibles, notamment pour ce qui est de mettre en place une infrastructure de préservation numérique durable et performante qui permettrait d'assurer la continuité des opérations de la Bibliothèque numérique.

465. Au paragraphe 405 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration (à savoir le Département de la communication globale et le Bureau de l'informatique et des communications) établisse un plan d'action, assorti d'un calendrier, visant à intégrer ou à lier le contenu des six bibliothèques qui disposent déjà d'un fonds numérique.

Entités responsables : Département de la communication globale et
Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2025

466. Dans le cadre de la stratégie de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld à l'horizon 2025, il est prévu que, dans les deux prochaines années, les fonds de deux autres bibliothèques, celles de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et de la Commission économique pour l'Afrique, soient versés dans la Bibliothèque numérique ou y soient rattachés. Toujours conformément à cette stratégie, la Bibliothèque Dag Hammarskjöld demandera au Bureau de l'informatique et des communications de l'aider à transférer sa bibliothèque numérique sur une solution à code source ouvert, ce qui garantira l'autonomie de la plateforme ainsi que son interopérabilité avec les autres bases de données des Nations Unies. L'Administration note que l'application intégrale de la recommandation est tributaire de la disponibilité des fonds.

467. Au paragraphe 487 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration renforce les contrôles antifraude, en particulier dans les bureaux où des fraudes récurrentes ont été constatées, et engage sans délai toute action administrative nécessaire à l'obtention de réparations.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion
et de la conformité
État d'application : Classement demandé
Priorité : Moyenne
Délai : Sans objet

468. Une déclaration relative au contrôle interne a été signée par le Secrétaire général le 26 mai 2021 et publiée dans les six langues officielles de l'Organisation⁸ ; elle portait sur l'ensemble des opérations menées par le Secrétariat en 2020. Dans le cadre de la préparation de la déclaration relative au contrôle interne de 2021, le dispositif de contrôle interne du Secrétariat, qui comprend des contrôles à l'échelle des entités et des activités, a été présenté à toutes les entités du Secrétariat en juin 2021. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

469. Au paragraphe 567 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration suive et gère de près les travaux restants afin que le projet de gestion souple de l'espace de travail soit mené à bien d'ici à 2020, en respectant le budget fixé, et en assure l'efficacité globale en trouvant des solutions aux problèmes mis en évidence à l'issue de l'évaluation menée auprès du personnel après occupation des locaux réaménagés.

Entité responsable : Département de l'appui opérationnel
État d'application : Classement demandé
Priorité : Élevée
Délai : Sans objet

470. Compte tenu des incertitudes qui subsistent quant aux modalités de travail après la pandémie de COVID-19 et à leurs conséquences pour l'aménagement de l'espace de travail, l'Assemblée générale a approuvé, dans sa résolution 75/253 C, la proposition du Secrétaire général (A/75/342/Add.1, par. 36 et 37) et la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/75/7/Add.42, par. 9) de clore le projet de gestion souple de l'espace de travail le 31 décembre 2021, sans l'aménagement des étages restants. Les problèmes mis en évidence à l'issue de l'évaluation menée après occupation des locaux réaménagés ont été réglés et la partie de la recommandation concernant l'achèvement du projet d'ici à 2020 et dans les limites du budget fixé est devenue caduque. Au vu de ce qui précède, l'Administration demande au Comité de classer cette recommandation.

471. Au paragraphe 576 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'attache à éviter les retards dans l'exécution du projet, en particulier pour les activités relevant de son chemin critique, de façon à se prémunir contre le risque d'une augmentation des coûts.

Entité responsable : Commission économique pour l'Afrique
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2023

472. L'entreprise chargée des principaux travaux de rénovation ayant manqué à ses engagements, il a fallu lancer un nouvel appel d'offres, ce qui a entraîné un report de la date d'achèvement de l'essentiel des travaux, désormais fixée au quatrième trimestre de 2023. Malgré ces retards, l'Administration reste convaincue qu'en adoptant de nouvelles mesures d'atténuation des risques et en procédant à une analyse de la valeur, il sera possible de maintenir le coût du projet dans les limites du budget approuvé.

Rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2019¹⁰

473. Au paragraphe 28 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine les règles d'administration, la base et la structure du Fonds de péréquation des impôts, du fonds de recouvrement des coûts et des autres fonds communs d'appui afin de déterminer s'il était possible de les

¹⁰ A/75/5 (Vol. I).

rationaliser et de prendre en compte leurs soldes dans la gestion des liquidités au titre du budget ordinaire.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Sans objet

474. L'Administration a géré la situation de trésorerie dans le cadre des mandats en cours. Le Secrétaire général doit publier dans le courant de l'année 2021 un nouveau rapport sur la situation financière de l'ONU et y présenter des propositions révisées visant à faire face à la crise de liquidités. Les débats que mènera l'Assemblée générale au sujet de ce rapport contribueront ensuite à définir les mesures qui seront prises en matière de gestion des liquidités. Réaffirmant que seuls les États Membres peuvent, en dernier ressort, avoir une véritable incidence sur la situation de trésorerie, l'Administration demande au Comité de classer cette recommandation.

475. Au paragraphe 32 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore sans délai un outil qui génère sur une base quotidienne et mensuelle des données désagrégées sur les flux de trésorerie afin de faciliter la gestion des liquidités.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

476. L'Administration a fourni au Comité des exemples de rapports sur la gestion des liquidités et lui demande donc de classer cette recommandation.

477. Au paragraphe 36 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette en place des mécanismes permettant de contrôler le bon respect des mesures prises pour remédier aux problèmes de liquidités et d'évaluer l'impact.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

478. Le Bureau du Contrôleur suit activement l'exécution des programmes et consulte les directeurs et directrices de programme à ce sujet. Dans le cadre des opérations normales, une étude d'impact est réalisée s'il existe des facteurs externes défavorables. L'Administration estime que cette recommandation ne devrait pas rester en suspens sur la seule base de la situation de trésorerie actuelle et demande donc au Comité de la classer.

479. Au paragraphe 41 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration renforce ses contrôles afin d'éviter que les soldes des fonds ne soient modifiés à une date ultérieure et de prélever l'intangibilité des soldes arrêtés chaque jour, de sorte que ces soldes puissent être utilisés en toute fiabilité à des fins de prévision.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : Classement demandé
Priorité : Moyenne
Délai : Sans objet

480. Cette recommandation a été formulée car il a été procédé à un nouveau calcul des contributions du personnel pour plusieurs mois. Ce qui s'est produit en 2019 est un cas isolé. En 2020, il n'y a eu aucune raison de rouvrir des exercices clos pour procéder à un retraitement significatif des chiffres. Le solde quotidien des fonds est toujours fiable et peut être utilisé aux fins des examens rétrospectifs et des évaluations prévisionnelles des flux de trésorerie. Compte tenu de la situation en 2020, l'Administration demande au Comité de classer cette recommandation.

481. Au paragraphe 61 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède à un examen approfondi des coûts recouverts dans le fonds de recouvrement des coûts (10RCR) pour s'assurer qu'ils étaient raisonnables.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

482. Les activités entreprises dans le cadre du fonds de recouvrement des coûts (10RCR) font désormais l'objet de rapports trimestriels destinés à en faciliter l'examen. Une analyse approfondie des activités de fin d'année sera en outre effectuée avant l'allocation de crédits pour la nouvelle année.

483. Au paragraphe 63 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mène à bien l'harmonisation dans les meilleurs délais et révise la méthode de recouvrement des coûts et les instructions y afférentes, notamment pour ce qui était du financement des dépenses de personnel au moyen des produits provenant du recouvrement des coûts, de façon à constituer une base cohérente qui servirait au calcul de la grille tarifaire et à l'établissement des plans de dépenses.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

484. Le document d'orientation détaillé devrait être publié d'ici à la fin de 2021. Le retard accumulé en la matière s'explique par la crise de liquidités, à laquelle beaucoup de temps a été consacré.

485. Au paragraphe 65 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette en place les contrôles permettant de garantir que les tarifs soient révisés sur la base d'une méthode et de principes cohérents.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

486. Le document d'orientation détaillé devrait être publié d'ici à la fin de 2021. Le retard accumulé en la matière s'explique par la crise de liquidités, à laquelle beaucoup de temps a été consacré.

487. Au paragraphe 67 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette en place un mécanisme permettant d'assurer l'examen périodique du système de recouvrement des coûts afin de vérifier que les instructions existantes étaient pleinement appliquées.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

488. Le document d'orientation détaillé devrait être publié d'ici à la fin de 2021. Le retard accumulé en la matière s'explique par la crise de liquidités, à laquelle beaucoup de temps a été consacré.

489. Au paragraphe 79 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration révise le cadre régissant les dépenses d'appui aux programmes et les instructions connexes, en consultation avec les entités, afin que des informations transparentes sur les produits et les charges soient disponibles en temps voulu et que les pratiques relatives à l'établissement des plans de dépenses soient harmonisées entre les entités.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

490. L'Administration a donné suite à la deuxième partie de la recommandation. Elle revoit actuellement le cadre régissant les dépenses d'appui aux programmes et les instructions connexes et a pour objectif de les mettre à jour et de les publier d'ici à la fin de 2021.

491. Au paragraphe 81 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration renforce la procédure d'approbation des subventions auxquelles était appliqué un taux de prélèvement au titre des dépenses d'appui aux programmes inférieur au taux prescrit, afin de garantir que toutes les décisions prises à cet effet soient fondées avant tout sur une analyse d'impact financier, et qu'elle établisse une piste d'audit pour toutes ces décisions.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

492. En coopération avec l'entité responsable des subventions, l'Administration a revu le taux de prélèvement au titre des dépenses d'appui aux programmes indiqué pour toutes les subventions auxquelles était appliqué un taux inférieur à la norme. Elle a également mis en place une procédure visant à consigner toutes les demandes de réduction du taux de prélèvement au titre des dépenses d'appui aux programmes qui ont été autorisées par le Contrôleur.

493. Au paragraphe 89 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fournisse, dans les notes relatives aux états financiers, des explications autonomes sur les différences significatives entre les montants inscrits au budget définitif et le montant réel des produits et des charges, ce qui contribuerait à améliorer l'information et la transparence.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

494. Aux fins d'améliorer l'information et la transparence, des explications autonomes sur les différences significatives seront données dans le rapport sur l'exécution du budget qui sera publié d'ici à septembre 2021, après la fin de l'exercice budgétaire et l'achèvement des états financiers.

495. Au paragraphe 90 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration achève d'harmoniser les catégories de dépenses d'Umoja avec celles du budget dans un délai raisonnable.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Deuxième trimestre de 2024

496. L'harmonisation des catégories de dépenses d'Umoja se poursuivra progressivement sur plusieurs exercices et s'achèvera avec la publication du projet de budget-programme pour 2025 (en avril 2024 au plus tard). Les mesures à prendre sont les suivantes : a) assurer la liaison avec l'équipe Umoja pour bien comprendre la cause

profonde du problème ; b) réfléchir à des solutions visant à faciliter cette harmonisation par les clients et les fonctionnaires du budget ; c) donner des orientations et lancer la mise en œuvre des étapes restantes de l'harmonisation ; d) charger une petite équipe de piloter l'opération d'harmonisation et de procéder à l'assurance qualité en contrôlant les ajustements effectués.

497. Au paragraphe 111 de son rapport, le Comité a recommandé une fois encore que l'Administration procède à un examen plus rigoureux des engagements en cours à la clôture de l'exercice et veille à ce que les engagements soient créés conformément aux dispositions du Règlement financier et des règles de gestion financière.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

498. Il est procédé à l'examen des engagements en cours tout au long de l'année, et en particulier en fin d'année, avant la clôture de l'exercice budgétaire, afin d'en confirmer la validité. L'Administration demande au Comité de classer cette recommandation.

499. Au paragraphe 122 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration rapproche les détails des comptes bancaires opérationnels avec ceux des comptes bancaires ouverts dans Umoja et veille à ce que tous les comptes bancaires soient inclus dans les soldes du fonds de gestion centralisée des liquidités.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

500. La procédure de chargement des relevés bancaires a été examinée et des améliorations y sont actuellement apportées pour donner suite à cette recommandation.

501. Au paragraphe 123 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration obtienne rapidement les relevés bancaires auprès des banques attirées de l'Organisation et qu'elle les mette à jour dans Umoja afin de rendre compte fidèlement de la situation de trésorerie.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

502. L'Administration améliore actuellement le suivi bancaire en vue de renforcer le système de contrôle et la rapidité du chargement des relevés bancaires.

503. Au paragraphe 124 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration identifie et ferme les comptes bancaires restés inactifs pendant une longue période de temps.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2021

504. L'Administration passe en revue tous les comptes bancaires et procédera à la clôture des comptes inactifs qui ne sont pas utilisés.

505. Au paragraphe 129 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration formule des directives officielles concernant la gestion des fonds présentant des soldes négatifs dans le fonds de gestion centralisée des liquidités et qu'elle mette en place un mécanisme d'examen périodique des fonds présentant des soldes négatifs.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2021

506. L'Administration procède chaque mois à un examen visant à repérer les fonds qui présentent un solde négatif et elle en informe les responsables concernés afin qu'ils prennent des mesures correctrices.

507. Au paragraphe 140 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à l'exactitude des dates d'entrée en fonctions enregistrées afin de garantir la fiabilité des données démographiques et des évaluations connexes.

Entités responsables : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Bureau des services de contrôle interne

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée

Délai : Quatrième trimestre de 2021

508. L'Administration vise à ajouter et à activer un nouveau champ de données dans Umoja une fois qu'elle aura récupéré les données de l'ancien système. Le premier cycle de nettoyage des données a été achevé et la vérification des données est en cours.

509. Au paragraphe 142 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se coordonne avec les autres entités participant aux régimes

d'assurance maladie pour mettre en place des mécanismes de contrôle efficaces de l'exactitude des registres d'affiliation et des cotisations.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

510. L'ensemble de données du Groupe de travail des normes comptables du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination a été établi et sera mis à jour chaque année. L'Administration utilisera cet ensemble de données pour la première fois dans le cadre de l'évaluation actuarielle qui sera arrêtée au 31 décembre 2021.

511. Au paragraphe 144 de son rapport, le Comité a recommandé que les données relatives aux personnes à la charge de fonctionnaires et qui leur ont survécu soient clairement distinguées des données relatives aux retraités et que des efforts soient faits pour supprimer les données concernant les fonctionnaires décédés, qui ne sont pas nécessaires à l'évaluation actuarielle.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

512. L'Administration vise à s'assurer que les données démographiques qui seront utilisées pour l'évaluation de 2021 tiennent compte des personnes à la charge de fonctionnaires et qui leur ont survécu, qui seront clairement référencées comme telles, et excluent les fonctionnaires décédés.

513. Au paragraphe 155 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que la décision de l'Assemblée générale de maintenir un ratio maximum de 2 à 1 pour la part de l'Organisation et celle des cotisants soit respectée pour toutes les entités participantes.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

514. Le ratio de partage des coûts pour les plans d'assurance maladie basés aux États-Unis d'Amérique et administrés par le Siège était calculé selon un ratio de 2 à 1, avec une date d'entrée en vigueur au 1^{er} juillet. Les taux de cotisation des membres du personnel en activité et des retraités participant à l'assurance maladie après la cessation de service établis sur cette base sont applicables à tous les participants à ces régimes, quelle que soit la source de financement ou l'entité pour laquelle ils travaillaient ou avaient travaillé avant de prendre leur retraite. En conséquence, des entités ou des sources de financement spécifiques peuvent avoir un ratio effectif

légèrement inférieur ou supérieur à 2 pour 1, selon la composition de la population de leurs participants à un moment donné. L'idée d'avoir des régimes communs à toutes les entités des Nations Unies et à toutes les sources de financement au sein du Secrétariat est rentable et efficace et permet de réaliser d'importantes économies d'échelle. Le Secrétariat documentera en détail le processus et le mécanisme de partage des coûts afin de pouvoir présenter de manière plus étayée sa pratique et le respect intégral des ratios prescrits.

515. Au paragraphe 161 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse figurer dans les notes relatives aux états financiers le nom de toutes les entités participant aux régimes d'assurance maladie, ainsi que le détail de leurs cotisations, y compris en ce qui concernait la part de l'Organisation et celle des cotisants.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

516. L'Administration continue de considérer que si l'on présente sans discernement des renseignements concernant toutes les entités participantes dans les notes, celles-ci s'en trouveront encombrées d'informations qui n'amélioreront pas sensiblement l'information financière. Toutefois, afin d'assurer une plus grande transparence, l'Administration a l'intention de communiquer des informations concernant la part que les entités participantes comptant un grand nombre de cotisants prennent à leur charge au 31 décembre 2021.

517. Au paragraphe 191 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration considère tous les responsables d'entité qui avaient des pouvoirs et des responsabilités en matière de planification, de direction et de supervision des activités de leur entité comme relevant de la catégorie des principaux dirigeants, conformément à la norme IPSAS 20, et communique dans les notes relatives aux états financiers toute information pertinente les concernant.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

518. Le Secrétaire général et les membres du personnel auxquels ont été délégués l'autorité et la responsabilité de planifier, de diriger et de contrôler l'ensemble des activités de l'Organisation visées dans le volume I, et non certaines parties, doivent être considérés comme relevant de la catégorie des principaux dirigeants. L'Administration demande à nouveau au Comité de classer cette recommandation.

519. Au paragraphe 197 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse et approuve les feuilles de saisie des services dès la fourniture d'un service et, en particulier en fin d'année, fasse approuver les feuilles de saisie des services dans les délais afin que les charges correspondantes soient comptabilisées la bonne année.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

520. Dans le cadre de la clôture des états financiers de 2020, l'Administration a souligné qu'il importait que les feuilles de saisie des services soient traitées rapidement et a reçu la confirmation que toutes les feuilles de saisie des services avaient été approuvées dans les délais. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

521. Au paragraphe 198 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration respecte le principe d'exécution dans le cadre de la comptabilisation des charges et télécharge tous les documents pertinents dans Umoja.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

522. L'Administration ne cesse de souligner combien il importe de respecter le principe d'exécution et de comptabiliser les charges durant l'exercice pendant lequel elles surviennent, lorsque tous les documents pertinents sont téléchargés dans Umoja. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

523. Au paragraphe 204 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne des mesures sans tarder pour modifier et promulguer les circulaires du Secrétaire général afin de préciser les attributions et les responsabilités du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et du Département de l'appui opérationnel.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2022

524. Les travaux sur les circulaires du Secrétaire général, menés en consultation avec les deux départements, continuent d'avancer et la date d'achèvement prévue est désormais fixée au premier trimestre de 2022.

525. Au paragraphe 210 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration définisse clairement les attributions et responsabilités du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et du Département de l'appui opérationnel, notamment les pouvoirs décisionnels, pour ce qui était de toutes les opérations et de tous les projets relatifs aux ressources

humaines, afin d'éviter toute confusion pour les clients qu'ils avaient en commun.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2022

526. Les attributions et les responsabilités du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et du Département de l'appui opérationnel seront décrites dans les circulaires du Secrétaire général qui sont en cours d'élaboration et devraient être publiées au cours du premier trimestre de 2022.

527. Au paragraphe 227 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration définisse les critères déterminant ce qui constituait une « entité » et indique les entités sur lesquelles portait le dispositif de délégation des pouvoirs visé dans la circulaire du Secrétaire général publiée sous la cote [ST/SGB/2019/2](#).

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

528. La révision de la circulaire publiée sous la cote [ST/SGB/2019/2](#) est sur le point d'être achevée et le texte révisé comprend une définition précise de ce qui constitue une « entité », conformément au dispositif de délégation des pouvoirs. Le projet de politique révisée a été communiqué au Comité le 9 avril 2021. La politique révisée devrait être publiée avant la fin de 2021.

529. Au paragraphe 229 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine rapidement les pouvoirs que le Secrétaire général avait délégués aux entités exclues du dispositif.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

530. L'Administration est sur le point d'achever un examen d'ensemble, consistant à évaluer les documents statutaires des entités actuellement exclues du champ d'application de la circulaire [ST/SGB/2019/2](#) du Secrétaire général, compte tenu des nouveaux critères définis dans la politique révisée. Le projet de politique révisée a été communiqué au Comité le 9 avril 2021. La politique révisée devrait être publiée avant la fin de 2021.

531. Au paragraphe 237 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'attache à préciser les ressources pour lesquelles des pouvoirs étaient délégués ou sous-délégués et consigne les informations y relatives.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

532. L'Administration considérera cette recommandation comme appliquée dès que la politique révisée de délégation des pouvoirs aura été publiée. La politique révisée comprendra une nouvelle section sur l'exercice des pouvoirs délégués par une autre entité, qui clarifiera les scénarios dans lesquels une entité prend des décisions (c'est-à-dire exerce les pouvoirs qui lui sont délégués) au nom d'une autre entité. La politique révisée définira la sous-délégation de pouvoirs entre entités dans de tels scénarios.

533. Au paragraphe 249 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère la révision de la circulaire du Secrétaire général publiée aux fins de la décentralisation de la prise de décisions afin de l'aligner sur la procédure suivie pour la délégation de pouvoirs.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

534. Au cours de la révision, un examen d'ensemble de la politique a été effectué en 2020 au regard de l'instrument de délégation. Toutes les erreurs d'alignement ont été corrigées dans le projet de circulaire révisée [ST/SGB/2019/2](#) et dans l'instrument révisé.

535. Au paragraphe 251 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration examine au plus tôt l'évolution de la charge de travail et des responsabilités résultant du renforcement de la délégation de pouvoirs dans l'ensemble de l'Organisation, afin de mieux éclairer la politique de délégation de pouvoirs et la planification des ressources.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

536. En 2020, l'Administration a lancé une évaluation du dispositif d'application du principe de responsabilité, qui comprenait une évaluation du dispositif actuel de délégation des pouvoirs. L'évaluation, menée par le BSCI, sera achevée en 2021 et tient compte des effets de la mise en place du nouveau dispositif sur la charge de travail des entités disposant d'une délégation de pouvoirs. De plus, le Comité des

clients des services de gestion a inclus une série de questions sur la charge de travail liée au nouveau dispositif de délégation des pouvoirs dans l'enquête envoyée aux entités en janvier 2021. Il ressort de cette enquête que la nouvelle délégation de pouvoirs a augmenté la charge de travail de la majorité des entités dans les domaines du budget et des finances et des ressources humaines, mais que cette augmentation est compensée par les avantages généraux qu'offre un pouvoir de décision plus important. Les résultats détaillés de l'enquête ont été communiqués au Comité en avril 2021.

537. Au paragraphe 257 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration recense les améliorations à apporter au portail de délégation de pouvoirs pour le rendre plus robuste, plus transparent et plus convivial et pour y incorporer des mécanismes de contrôle qui allaient dans le sens d'un suivi plus rigoureux.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

538. Le portail de délégation de pouvoirs est amélioré tous les trimestres sur la base d'une liste de besoins classés par ordre de priorité, qui comprend notamment la mise en place d'un processus automatisé permettant, lorsqu'un instrument est révisé, de révoquer toutes les délégations et sous-délégations connexes et de les modifier ou d'en émettre de nouvelles. Les améliorations qui seront apportées au troisième trimestre de 2021 ont été examinées et approuvées par le Bureau de l'informatique et des communications.

539. Au paragraphe 263 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère l'élaboration des critères de révocation des pouvoirs délégués et d'autres mesures correctrices, établisse et mette en place un programme de suivi interne de la séparation des tâches et mette au point un mécanisme permettant de recenser et de consigner les enseignements tirés, en vue d'une amélioration ultérieure.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

540. L'élaboration de critères de révocation des pouvoirs délégués et d'autres mesures correctrices est en cours. La séparation des tâches fait désormais l'objet d'un suivi trimestriel. Au troisième trimestre de 2021, on commencera à procéder à un examen trimestriel des enseignements tirés des activités de suivi.

541. Au paragraphe 282 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration finisse de revoir les indicateurs clés de performance d'ici à la date butoir afin d'améliorer la série d'indicateurs existante.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Troisième trimestre de 2021

542. L'Administration a achevé l'examen des indicateurs clés de performance et a proposé une nouvelle série enrichie d'indicateurs, qui comprend à la fois les 16 indicateurs clés de performance qui existaient déjà et qui ont été améliorés et revus ainsi que de nouveaux indicateurs. La nouvelle série enrichie d'indicateurs clés de performance permettra de faire face aux risques recensés par les responsables, notamment : a) le risque de mauvaise utilisation des engagements ; b) le manque de séparation entre les fonctions d'achat ; c) le recours excessif à des méthodes informelles d'appel à la concurrence ; d) les risques d'accumulation de retard aux différentes étapes du recrutement.

543. Au paragraphe 295 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère la mise en œuvre des activités prioritaires prévues dans le plan de travail relatif à l'évaluation, y compris l'élaboration finale de la politique d'évaluation, la mise au point d'outils d'auto-évaluation et la mise en place de mesures de renforcement des capacités afin d'éviter de nouveaux retards dans la livraison des produits qui sont tributaires de ces mesures.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

544. La politique d'évaluation a été adoptée en août 2021. Parallèlement, la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité et le BSCI ont continué d'étayer l'action menée pour renforcer les capacités. À cette fin, ils ont :

- a) organisé une série d'ateliers avec les entités du Secrétariat sur la nouvelle politique et le rôle qu'ils jouent conjointement, en aidant ces entités à l'appliquer ;
- b) fourni des conseils particuliers à chacune des entités du Secrétariat sur les moyens de mettre en œuvre les éléments essentiels de la nouvelle politique, notamment pour ce qui est d'élaborer une politique d'évaluation et un plan de travail et de désigner les personnes référentes pour l'évaluation ;
- c) mis en place une communauté de pratique, grandissante, en matière d'évaluation ;
- d) donné accès à un fichier de consultants en évaluation, étoffé et diffusé chaque mois.

545. L'Administration continuera de traduire la nouvelle politique sur le plan opérationnel en arrêtant les derniers détails d'un cours de formation sur l'évaluation qui sera proposé aux entités du Secrétariat et en lançant un portail en ligne sur lequel les entités du Secrétariat pourront puiser dans les orientations, outils et bonnes pratiques qui y seront disponibles.

546. Au paragraphe 303 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille au respect des échéances qui avaient été communiquées

au Comité pour les activités prévues dans le plan d'action concernant la mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats.

<i>Entité responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

547. Comme précisé précédemment à l'annexe III [synthèse des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'application de la gestion axée sur les résultats au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (2018-2021)] du dixième rapport du Secrétaire général sur l'application du principe de responsabilité ([A/75/686](#)), le Secrétariat a mené la majorité des activités prévues dans le plan d'application de la gestion axée sur les résultats, dans les délais prescrits. Le Secrétariat a continué de renforcer les capacités de son personnel en matière de gestion axée sur les résultats, notamment en organisant de nombreuses séances de travail en vue de l'établissement du plan-programme pour 2022. Plusieurs cours en ligne ont également été proposés sur la gestion axée sur les résultats, concernant par exemple l'utilisation d'Umoja à cette fin.

548. Au paragraphe 338 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration poursuive ses efforts, notamment la mise en œuvre d'initiatives innovantes, en vue d'atteindre l'objectif d'un délai de recrutement de 120 jours pour pourvoir les postes vacants.

<i>Entité responsable :</i>	Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

549. La recommandation est analogue à celle formulée au paragraphe 405 du chapitre II du document [A/76/5 \(Vol. I\)](#) (voir également par. 136 et 137). L'Administration demande au Comité de classer cette recommandation compte tenu des nouveaux outils ajoutés aux plateformes et des améliorations qui y ont été apportées. En outre, ces plateformes ont été mises en service de manière souple et par itération et aideront les entités à atteindre l'objectif d'un délai de 120 jours.

550. Au paragraphe 340 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration fasse en sorte que la solution informatique prévue aux fins du suivi des délais de recrutement, qui devrait être déployée selon un calendrier défini à l'avance, couvre toutes les étapes du processus de recrutement.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

551. Bien que, dans un premier temps, l'Administration n'ait pas accepté la recommandation, car il n'était pas judicieux d'inclure les activités de planification, qui interviennent à différentes étapes et pas toujours durant la période de publication de l'avis de vacance de poste, des progrès sont actuellement accomplis en vue d'améliorer la solution informatique proposée aux fins du suivi des délais de recrutement dans le tableau de bord de gestion. Des données en temps réel sont maintenant disponibles et de nouveaux modèles de données visant à obtenir un état plus détaillé des délais de recrutement pour chacune des étapes de la procédure sont en cours d'élaboration.

552. Au paragraphe 360 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'attache en priorité à mettre en place un système moderne de gestion des relations client à l'échelle du Secrétariat, afin que la structure d'appui du Siège puisse s'acquitter au mieux de sa responsabilité en matière de prestation de services.

<i>Entités responsables :</i>	Bureau de l'informatique et des communications et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

553. Le 30 avril 2021, le Comité directeur pour l'informatique et les communications a donné le feu vert à la mise en place d'un système multifonctionnel de gestion des relations client à l'échelle du Secrétariat, à condition que soit instauré un modèle de financement viable. La Division de l'administration des ressources humaines et le Département de l'appui opérationnel continuent de participer activement à l'application de cette décision, notamment comme suit dans l'immédiat : activités d'achats ; création d'un répertoire des services complet et simplifié qui sera mis à profit dans le futur outil de gestion de la prestation de services à l'échelle mondiale. Le test d'acceptation concernant le répertoire des ressources humaines devrait être achevé au cours du quatrième trimestre de 2021.

554. Au paragraphe 362 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration prenne des mesures pour renforcer la capacité du dispositif de gestion des relations client et formule des indicateurs clés de performance standard pour donner une idée plus exacte des délais de traitement des demandes et mieux les contrôler.

<i>Entité responsable :</i>	Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

555. L'Administration continue de surveiller le respect des délais et établit des états hebdomadaires de la balance chronologique des demandes pour faire en sorte qu'il y soit répondu dans les cinq jours, conformément à l'indicateur clé de performance correspondant. Le temps de réponse moyen actuel aux demandes de service est de quatre jours ouvrables, selon les données les plus récentes de 2021. La Division de l'administration des ressources humaines continuera de participer à la création du futur outil de gestion de la prestation de services à l'échelle mondiale. Cet outil permettra d'améliorer encore les procédures. La Division continuera également

d'examiner régulièrement l'outil provisoirement en place ainsi que les nouveaux progrès techniques en vue d'accroître l'efficacité de la plateforme et des flux de travail internes.

556. Au paragraphe 364 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration obtienne des retours et des suggestions détaillés de la part des entités clientes tout en développant un meilleur système automatisé de gestion des relations client.

<i>Entité responsable :</i>	Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

557. Le 30 avril 2021, le Comité directeur pour l'informatique et les communications a donné le feu vert à la mise en place d'un système multifonctionnel de gestion des relations client à l'échelle du Secrétariat, à condition que soit instauré un modèle de financement viable. Les derniers détails du dossier de décision présenté ont été réglés, les membres du Comité des clients des services de gestion, les prestataires de service et divers autres clients et parties prenantes ayant fourni en 2019 et 2020 des observations et propositions détaillées qui ont éclairé la définition des besoins opérationnels. Les clients ont également participé à des évaluations de plusieurs solutions avec les différents fournisseurs, ce dont il a été tenu compte dans la proposition finale approuvée par le Comité directeur. La Division de l'administration des ressources humaines a présenté des pièces justificatives au Comité et lui demande de classer cette recommandation.

558. Au paragraphe 366 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne des mesures pour maintenir la structure binaire de gestion des ressources humaines, en établissant une distinction entre la formulation des politiques et l'appui consultatif grâce à la structure à plusieurs niveaux mise en place pour la réception des demandes et la fourniture de conseils aux entités de l'ensemble du Secrétariat, et garantisse l'intégrité et l'exhaustivité des données relatives aux demandes de conseil saisies par le Département de l'appui opérationnel et le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité.

<i>Entités responsables :</i>	Département de l'appui opérationnel et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

559. La structure binaire est maintenant bien établie. La Division de l'administration des ressources humaines, mise en place le 1^{er} janvier 2019 dans le cadre de la réforme de la gestion, joue le rôle de guichet unique pour les demandes de conseil des clients sur des questions relatives aux ressources humaines conformément au modèle d'appui à plusieurs niveaux. Un certain nombre de mécanismes de coordination ont été mis en place afin que la structure binaire soit appliquée et bien comprise. Par exemple, des réunions sont organisées toutes les deux semaines, d'une part, entre la Division et le Bureau des ressources humaines (niveaux 2 et 3) pour examiner les demandes

nécessitant des conseils concernant les politiques à suivre, et, d'autres part, au niveau de la direction pour examiner les questions de portée générale concernant les grandes orientations et les points opérationnels. En outre, la solution provisoire de gestion des relations client a été consolidée sur SharePoint, plateforme de gestion des connaissances bien établie à laquelle plus de 2 000 fonctionnaires du Secrétariat ont accès. La Division a présenté des pièces justificatives au Comité et lui demande de classer cette recommandation.

560. . En juillet 2020, dans le cadre d'une retraite, le Bureau des ressources humaines, la Division de l'administration des ressources humaines et le Service du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle ont examiné l'action menée, échangé des informations à ce sujet et synchronisé les efforts. Ils ont également recensé et corrigé les lacunes qui auraient pu empêcher ces trois entités de fonctionner efficacement.

561. Au paragraphe 373 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à disposer des informations nécessaires pour contrôler que seules les entités dotées de capacités suffisantes en matière d'achats et disposant d'une infrastructure adaptée sous-délèguent leurs pouvoirs en la matière.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

562. La Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité a créé un outil de suivi reliant les données tirées du portail de gestion des délégations de pouvoirs et celles tirées d'Umoja (informations relatives aux tableaux d'effectifs et droits d'accès à Umoja). Cet outil permet de contrôler la délégation de pouvoirs dans les entités et le portail Umoja afin de veiller à ce que les règles relatives aux capacités en matière d'achats soient respectées. La Division l'utilise pour contrôler les pouvoirs délégués en matière d'achats, se concerter avec les entités et, le cas échéant, prendre des mesures afin que les règles applicables soient mieux respectées. Les pièces justificatives correspondantes sont à la disposition du Comité pour examen. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

563. Au paragraphe 383 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revoie et élargisse les indicateurs clés de performance dans le domaine des achats, en s'appuyant sur les données et les outils d'établissement de rapports existants et sur de nouveaux outils accessibles grâce à des ajustements apportés aux progiciels en place, afin de permettre aux responsables d'entité de démontrer qu'ils exercent les pouvoirs qui leur sont délégués de manière transparente, fiable et responsable.

<i>Entités responsables :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2021

564. Outre l'analyse trimestrielle des indicateurs clés de performance pour les marchés publics, la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité a fait en sorte que les données en temps réel sur les indicateurs clés de performance soient disponibles dans la section du tableau de bord de gestion consacrée au suivi des indicateurs concernant le respect du principe de responsabilité, ce qui permet aux entités de surveiller les activités d'achat de manière opportune et transparente. Elle a achevé l'examen des indicateurs clés de performance et en a proposé de nouveaux, qui font actuellement l'objet d'un examen par les responsables fonctionnels et les responsables de l'application des directives. Les nouveaux indicateurs devraient être utilisés avant la fin de 2021.

565. Au paragraphe 392 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse une distinction entre les directives opérationnelles d'une part, que les fonctionnaires doivent appliquer en exerçant leur jugement professionnel et en se servant de leurs connaissances spécialisées, et les politiques obligatoires d'autre part, et qu'elle publie des orientations ou des politiques en matière d'achat en tenant compte de cette distinction.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2022

566. L'Administration reste déterminée à appliquer cette recommandation et poursuit l'action menée afin qu'une distinction soit faite entre les politiques obligatoires et les directives opérationnelles et à ce qu'il soit tenu compte de cette distinction dans le cadre de la publication d'orientations ou de politiques en matière d'achat.

567. Au paragraphe 419 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration assure un meilleur contrôle de la délégation de pouvoirs en matière de gestion des biens afin de veiller à ce que les fonctionnaires auxquels des pouvoirs avaient été délégués ou sous-délégués suivent en temps voulu toutes les formations obligatoires et requises, et à ce que les informations concernant l'achèvement de la formation obligatoire en matière de gestion des biens soient rapprochées entre les différentes divisions du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : Classement demandé
Priorité : Moyenne
Délai : Sans objet

568. La Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité a créé un outil de suivi reliant les données tirées du portail de gestion des délégations de pouvoirs et celles concernant la formation tirées d'Inspira. En utilisant ce nouvel outil, on a commencé à vérifier si les formations obligatoires en matière de gestion des biens avaient été suivies au cours du deuxième trimestre de 2021. Peu de temps après, plusieurs fonctionnaires auxquels des pouvoirs en matière

de gestion des biens avaient été sous-délégués avaient achevé les formations obligatoires qu'ils n'avaient pas suivies auparavant. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

569. Au paragraphe 420 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette en place un mécanisme permettant de surveiller la création et la composition des comités locaux de contrôle du matériel.

Entité responsable : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Deuxième trimestre de 2022

570. Un projet d'instruction administrative a été communiqué à l'ensemble des présidents de comités centraux du contrôle du matériel à l'échelle du système des Nations Unies. La version finale des observations est en cours d'établissement et le projet sera ensuite soumis à l'Administration pour examen et approbation.

571. Au paragraphe 433 de son rapport, le Comité a également recommandé que l'Administration poursuive ses efforts et étudie les moyens d'améliorer encore l'entrée des ressources nécessaires au fonctionnement harmonieux et optimal du système redynamisé des coordonnatrices et coordonnateurs et résidents.

Entité responsable : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

572. L'Administration attend avec intérêt les résultats de l'examen du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, qui orienteront la stratégie à suivre et les mesures à prendre pour renforcer la mobilisation des ressources de sorte que l'apport de ressources soit régulier et que le système puisse fonctionner de manière optimale.

573. Au paragraphe 438 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration poursuive les efforts qu'elle faisait pour encourager les États Membres à verser, à titre volontaire, les contributions qui permettraient au Fonds commun d'être doté des ressources nécessaires.

Entité responsable : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2022

574. Le Fonds commun pour les objectifs de développement durable prévoit d'intensifier les contacts avec les donateurs, traditionnels ou non, tant au niveau bilatéral qu'à l'occasion de la réunion annuelle de son groupe stratégique consultatif, qui est présidé par la Vice-Secrétaire générale. Il organise par ailleurs, au cours des

troisième et quatrième trimestres de 2021, un atelier de mobilisation des donateurs qui devrait lui permettre d'élargir sa base de donateurs et d'être ainsi doté des ressources nécessaires. Il a également pris contact avec les donateurs du fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement ; en effet, ce fonds devrait être clôturé en avril 2022, et les enseignements tirés de son expérience et les activités qu'il a entreprises pour faire face aux urgences en matière de développement seront transférés au Fonds commun pour les objectifs de développement durable. Le Fonds commun se met aussi en rapport avec d'autres partenaires du secteur privé, notamment pour ce qui est des petits États insulaires en développement, des pays les moins avancés et de la transition numérique.

575. Au paragraphe 448 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère la mise en place d'un dispositif permanent de gestion de la performance des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, lequel devrait être adapté à leurs nouvelles fonctions.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

576. Le processus de consultation avec les entités concernées du Groupe des Nations Unies pour le développement durable a été lancé, de même que des discussions avec le Bureau des ressources humaines, en vue de l'élaboration d'une instruction administrative sur la question.

577. Au paragraphe 453 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'attache à mettre la dernière main dans les meilleurs délais aux cadres de gestion et de responsabilité aux niveaux régional et mondial de façon à pouvoir identifier aisément les membres du système des Nations Unies pour le développement, y compris pour ce qui était de leurs attributions et responsabilités et de leurs interactions, et fournir ainsi un dispositif d'application du principe de responsabilité complet.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Troisième trimestre de 2021

578. En août 2021, un projet final avait été distribué pour examen aux responsables du Groupe des Nations Unies pour le développement durable par la Vice-Secrétaire générale. Il est prévu que le Groupe se réunisse en septembre 2021 pour mettre la dernière main aux cadres de gestion et de responsabilité, notamment au niveau régional et mondial, et pour les approuver.

579. Au paragraphe 461 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration continue de collaborer avec les équipes de pays des Nations Unies de sorte que de nouvelles analyses communes de pays soient établies en temps utile et les analyses existantes mises à jour dans les meilleurs délais.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2022

580. Dans sa lettre d'information mensuelle de juin sur les grandes orientations, le Bureau de la coordination des activités de développement a communiqué des informations sur les directives et le modèle concernant l'analyse commune de pays, tels qu'actualisés après la tenue de consultations avec les groupes techniques interinstitutions. En collaboration avec les groupes d'entraide, il continue de procéder à un examen hebdomadaire des rapports initiaux sur l'analyse commune des pays commencée en 2021. La mise à jour des analyses communes de pays fait l'objet d'un suivi et la plupart des pays devraient y procéder vers la fin de 2021. La version actualisée sera à la base de leur plan de travail pour 2022.

581. Au paragraphe 488 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'emploie à ce que l'on précise à qui revenait la responsabilité de prendre des mesures pour promouvoir l'adoption des principes relatifs à la satisfaction des clients et au calcul des coûts et des prix, et que les consultations et les échanges menés avec les autres entités des Nations Unies soient plus nombreux, de sorte que ces dernières adhèrent aux principes et qu'il soit possible de répondre à leurs éventuelles préoccupations.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

582. Au 3 août 2021, 11 organisations avaient signé les documents relatifs aux principes de calcul des coûts et des prix et au principe de mesure de la satisfaction des clients. Le Bureau de la coordination des activités de développement a assuré un suivi en rappelant à deux reprises aux organisations qui ne l'avaient pas encore fait de signer ces documents. À la réunion tenue le 30 juin 2021, les présidents du Groupe des innovations institutionnelles du Groupe des Nations Unies pour le développement durable ont réaffirmé qu'il était essentiel que les 10 organisations qui ne l'avaient pas encore fait signent ces documents.

583. En août 2021, 129 des 131 pays avaient signé leur stratégie relative aux activités d'appui. Les deux derniers devaient l'avoir fait d'ici à la fin de 2021. La date limite fixée par l'Assemblée générale pour la mise en œuvre de la stratégie est le 31 décembre 2021, et le Groupe des innovations institutionnelles est donc bien en avance sur le calendrier.

584. Au paragraphe 515 de son rapport, le Comité a également recommandé que l'Administration étudie les moyens de créer une équipe spécialisée, chargée de veiller au bon déroulement du déploiement mondial des services de soutien communs et du développement de la plateforme informatique à l'appui de ce déploiement.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

585. Une équipe chargée des services de soutien communs a été mise en place au Bureau de la coordination des activités de développement. Elle est en grande partie composée de fonctionnaires détachés d'entités membres du Groupe des innovations institutionnelles. La première partie de cette recommandation a déjà été abordée et la seconde l'est conjointement avec la recommandation qui figure au paragraphe 517 du chapitre II du document [A/75/5 \(Vol. I\)](#) (voir ci-après). Le Bureau demande donc au Comité de classer cette recommandation.

586. Au paragraphe 517 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne des mesures, en coordination avec le Groupe des Nations Unies pour le développement durable, en vue de mettre en place une plateforme du Groupe des Nations Unies pour le développement durable afin de faciliter l'accélération de la mise en œuvre du projet de services de soutien communs.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

587. Les études d'avant-projet concernant la plateforme ont été achevées en juin 2020. La plateforme sera mise en service à titre expérimental au Vietnam, pour les services de soutien communs, dont la mise en ligne est prévue au cours du quatrième trimestre de 2021.

588. Au paragraphe 529 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fixe un calendrier réaliste assorti d'étapes intermédiaires pour la mise en place de locaux partagés, identifie les risques et les difficultés liés à cette entreprise et assure la coordination avec les organismes partenaires pour en garantir l'exécution.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

589. En juin 2021, la Vice-Secrétaire générale et les présidents du Groupe des innovations institutionnelles ont réfléchi ensemble à la possibilité de revoir les objectifs et échéances concernant la mise en place des locaux partagés. Ils sont convenus que le plan de mobilisation des ressources devait être établi afin de pouvoir procéder à une étude de faisabilité, qui débouchera sur un examen des objectifs révisés. Ce plan est en cours d'élaboration par le Groupe des innovations institutionnelles et devrait être arrêté sous sa forme définitive d'ici au troisième

trimestre de 2021. Toute révision ultérieure des objectifs nécessitera des échanges avec les États Membres.

590. Au paragraphe 531 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne des mesures en faveur de l'achèvement rapide de la méthodologie du regroupement, de la finalisation des outils proposés par l'équipe de projet du Groupe des innovations institutionnelles, de la mise en place de la plateforme informatique du système de partage des locaux et de l'établissement de l'organe de gouvernance de cette plateforme informatique.

Entité responsable : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

591. La mise en œuvre des plans nationaux de partage des locaux a été lancée en juin 2021 et se poursuit dans les délais prévus. Le Groupe des innovations institutionnelles élabore le plan de mobilisation des ressources, qui prévoit différentes options pour développer le partage des locaux. L'étude d'impact devrait être achevée d'ici au quatrième trimestre de 2021.

592. Au paragraphe 533 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration achève en priorité la base de données sur les locaux et en garantisse l'intégrité afin que les plans futurs puissent s'y référer.

Entité responsable : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

593. La base de données relative au partage des locaux a été créée en mai 2021 et est actuellement mise en place dans le cadre de l'exécution des plans de partage des locaux au niveau des pays.

594. Au paragraphe 548 de son rapport, le Comité a recommandé que le Département prenne des mesures pour assurer le suivi systématique des questions soulevées aux réunions d'examen relevant de sa compétence et qu'il en tienne un relevé précis.

Entité responsable : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

595. Le Département a mis au point un outil de suivi pour consigner les mesures convenues lors des réunions d'examen consacrées à la collaboration entre le pilier Paix et sécurité et les systèmes de développement et de gestion, et garantir un suivi

systematique. La plupart des mesures à prendre ont été mises en œuvre et il est prévu qu'un suivi soit régulièrement assuré jusqu'à la fin de l'année 2021.

596. Au paragraphe 553 de son rapport, le Comité a recommandé que le Département continue d'entreprendre des activités de gestion du changement dans le cadre de la réforme du dispositif de paix et de sécurité en vue d'y associer plus étroitement le personnel.

Entité responsable : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

597. L'Administration continue d'appliquer activement le plan d'action intitulé « Construire notre pilier » en menant notamment des initiatives, des activités et des ateliers visant à faciliter le perfectionnement professionnel des fonctionnaires, à promouvoir l'agilité, l'innovation et de nouvelles méthodes de travail, à mettre en commun l'information et à favoriser la déontologie, la confiance et l'intégrité ainsi qu'un milieu de travail valorisant.

598. Au paragraphe 565 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau d'appui à la consolidation de la paix du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix continue de s'attacher à augmenter les ressources financières du Fonds pour la consolidation de la paix.

Entité responsable : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
État d'application : Classement demandé
Priorité : Élevée
Délai : Sans objet

599. L'Administration a continué de s'attacher à augmenter les ressources financières du Fonds pour la consolidation de la paix. Le Fonds a mobilisé 181 millions de dollars en 2020, contre 134 millions de dollars en 2019. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

600. Au paragraphe 625 de son rapport, le Comité a recommandé que le secrétariat du Fonds central pour les interventions d'urgence collabore avec les agents de réalisation afin de réduire au maximum les demandes de prolongation, examine soigneusement ces demandes et n'accorde de prolongation que dans des circonstances véritablement exceptionnelles.

Entité responsable : Bureau de la coordination des affaires humanitaires
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2022

601. Pendant la pandémie de COVID-19, le secrétariat du Fonds central pour les interventions d'urgence a continué de faire preuve de souplesse pour ce qui est des

demandes de prolongation, qui feront l'objet d'un examen plus approfondi après la pandémie.

602. Au paragraphe 644 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau accélère la mise en service de la passerelle entre le module Umoja-Extension 2 servant à l'attribution des subventions et le système de gestion des subventions prélevées sur les fonds de financement commun, et étudie son utilité et la manière dont elle pourrait être adaptée pour le Fonds central pour les interventions d'urgence, l'objectif étant de réduire les saisies manuelles dans le cadre de l'enregistrement des transactions financières et de l'établissement de la balance des comptes.

<i>Entités responsables :</i>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

603. La première phase a été menée à bien. Ainsi, les informations relatives aux projets sont automatiquement téléchargées dans le système d'attribution des subventions, ce qui réduit le nombre de données que l'équipe chargée de la gestion des fonds de financement commun doit saisir. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires continue de se mettre en rapport avec l'équipe de la Division du progiciel de gestion intégré en vue de délimiter la portée de la mise en œuvre de la deuxième phase notamment afin qu'il soit procédé à la synchronisation des données relatives aux opérations financières et à la balance des comptes.

604. Au paragraphe 660 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration étudie la possibilité de fixer un calendrier pour baliser la conduite des enquêtes et assure un suivi étroit de l'avancement de celles-ci.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau des services de contrôle interne
<i>État d'application :</i>	Classement demandé
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

605. Le BSCI fait observer ce qui suit :

a) Les observations faites à l'appui de cette recommandation ([A/75/5 \(Vol. I\)](#), chap. II, par. 658 et 659) ont trait aux enquêtes sur les cas de fraude. Le cadre juridique régissant les enquêtes sur les cas de faute professionnelle (voir [ST/AI/2017/1](#)) ne fixe pas de délais pour l'achèvement des enquêtes ;

b) Le fait de fixer un calendrier pour baliser la conduite des enquêtes réduira la marge de manœuvre du BSCI, ce qui aurait un effet pervers car l'Organisation subirait alors les conséquences de sa volonté de faire procéder à des enquêtes très solides, qui nécessitent un travail d'enquête de longue haleine ;

c) Les enquêtes sur les cas de fraude peuvent, compte tenu de la nature même, être complexes et lourdes, car il faut obtenir de nombreux documents, analyser un nombre considérable de courriels et interroger un grand nombre de témoins ;

d) Le BSCI met tout en œuvre pour surveiller le déroulement dans le temps des enquêtes et gérer ses ressources de façon à ce que celles-ci puissent être menées à terme le plus rapidement possible.

606. En conséquence, le BSCI estime que le Comité devrait classer la recommandation. Il ne partage pas le point de vue selon lequel il est nécessaire de chercher à fixer des délais car il surveille déjà de près l'état d'avancement de ses enquêtes et communique régulièrement des informations sur les délais d'enquête au Secrétaire général, à ses comités d'audit et aux États Membres.

III. État d'application des recommandations sur les questions relatives à l'informatique et aux communications

607. À l'annexe II de son rapport sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2020 (A/76/5 (Vol. I), chap. II), le Comité a donné un récapitulatif de l'état d'application des 68 recommandations qu'il avait formulées concernant les questions relatives à l'informatique et aux communications dans ses rapport antérieurs.

608. On trouvera dans le tableau 5 un aperçu de l'état d'application, au mois d'août 2021, des 32 recommandations que le Comité avait considérées comme étant « en cours d'application » au mois de décembre 2020. Sur ces 32 recommandations, il est prévu que 18 soient intégralement appliquées en 2021 et 7 en 2022, tandis que les 7 dernières ne sont pas assorties de délai.

Tableau 5

État d'application des recommandations sur les questions relatives à l'informatique et aux communications remontant à des périodes antérieures classées comme non intégralement appliquées dans l'annexe II du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2020

(Nombre de recommandations)

<i>Entités responsables</i>	<i>Total</i>	<i>Recommandations dont le classement est demandé</i>	<i>Recommandations non acceptées</i>	<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Délai fixé</i>	<i>Délai non fixé</i>
Bureau de l'informatique et des communications	26	1	—	25	20	5
Plusieurs entités	6	—	—	6	6	—
Total	32	1	—	31	26	5

Informations détaillées sur l'état d'application des recommandations

Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur la manière dont les questions relatives à l'informatique et aux communications sont traitées au Secrétariat¹¹

609. Au paragraphe 31 de son rapport, le Comité a noté que l'Administration avait accepté, comme il le lui recommandait, que, pour améliorer la cohérence et la transparence du financement et des budgets des services informatiques et

¹¹ A/67/651.

permettre une meilleure gestion et hiérarchisation des dépenses, le Contrôleur exige que les projets de budget des services informatiques précisent : a) les frais de fonctionnement des services ; b) le coût des licences et frais de maintenance associés aux logiciels utilisés ; c) les frais de mise à niveau des services fournis (par exemple, pour améliorer la sécurité) ; d) les nouvelles dépenses, y compris celles liées aux besoins stratégiques.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Sans limite de temps

610. Selon les directives en vigueur, les initiatives importantes dans les domaines de l'informatique et des communications doivent être coordonnées avec le Bureau de l'informatique et des communications ou approuvées par celui-ci. Les orientations techniques relatives à l'informatique des missions élaborées par le Bureau sont données conformément aux instructions budgétaires émanant du Contrôleur. Il est demandé aux missions de prendre contact avec leurs interlocuteurs au Bureau dès les premières étapes de l'établissement du budget et d'obtenir l'accord de celui-ci avant de soumettre leurs propositions budgétaires. Le manuel relatif au budget-programme fournit aux différentes entités les instructions à suivre pour élaborer leurs propositions budgétaires en matière d'informatique et de communications, ainsi que les propositions relatives à de nouveaux investissements ou projets informatiques d'un montant de 200 000 dollars ou plus, qui doivent avoir reçu l'approbation technique du Bureau de la gestion des projets, lequel relève du Bureau de l'informatique et des communications, avant la présentation des propositions budgétaires au Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget.

611. Au paragraphe 68 de son rapport, le Comité a noté que l'Administration avait accepté, comme il le lui recommandait, de se doter d'un cadre de gouvernance adapté aux besoins qui permette de superviser l'évolution stratégique des moyens informatiques et de communications dans l'ensemble de l'Organisation. Le cadre devrait définir clairement les fonctions, les attributions et les responsabilités et faire une distinction entre les organes de décision et les organes consultatifs.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Deuxième trimestre de 2022

612. Un cadre de gouvernance efficace et adapté aux besoins a été mis en place lors de la création du Comité directeur pour l'informatique et les communications, qui est coprésidé par le Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel et la Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, et qui compte un grand nombre de sous-secrétaires généraux et de secrétaires généraux adjoints parmi ses membres. Des comités techniques consacrés à l'innovation technologique, à la sécurité informatique, aux politiques en matière d'informatique et de communications et à l'architecture informatique ont été créés et sont en activité. Un dispositif d'application du principe de responsabilité adapté est mis en œuvre aux fins de l'exécution de la stratégie Informatique et communications.

Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les progrès réalisés dans la manière dont les questions relatives à l'informatique et aux communications sont traitées au Secrétariat¹²

613. Au paragraphe c) du résumé de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration adopte d'urgence des politiques et procédures en matière d'informatique et de communications qui soient applicables dans toute l'Organisation, ainsi que des structures de gouvernance et délégations de pouvoirs appropriées, afin de faire en sorte que les attributions et responsabilités nécessaires à l'application de la stratégie Informatique et communications soient en place.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

614. Des politiques et des procédures applicables dans toute l'Organisation ont été élaborées et sont entrées en vigueur. Des structures et des organes de gouvernance ont été créés et mis en place dans le cadre de la création du Comité directeur pour l'informatique et les communications et des comités techniques consacrés à l'innovation technologique, à la sécurité informatique, aux politiques en matière d'informatique et de communications et à l'architecture informatique. Un dispositif d'application du principe de responsabilité adapté est mis en œuvre aux fins de l'exécution de la stratégie Informatique et communications.

615. Au paragraphe d) du résumé de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse un dispositif de contrôle de la conformité avec les autorités compétentes afin de veiller à ce que les politiques informatiques applicables à l'ensemble du Secrétariat, en particulier celles relatives à la sécurité informatique, soient respectées.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

616. Le Bureau de l'informatique et des communications est en train de réaliser un contrôle de la conformité, le but étant d'évaluer les mécanismes existants et de définir un plan d'action, étant entendu que les ressources sont actuellement limitées.

Premier rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur l'état d'avancement de l'application de la stratégie Informatique et communications¹³

617. Au paragraphe 40 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de l'informatique et des communications achève, dans les délais fixés, la formulation et la publication des politiques relatives à l'informatique et aux communications et mette en place le mécanisme d'autorégulation et de suivi de l'application dont la création a été proposée.

¹² [A/70/581](#).

¹³ [A/72/151](#).

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

618. La circulaire [ST/SGB/2007/6](#) du Secrétaire général intitulée « Informations sensibles ou confidentielles : classification et maniement », toujours en vigueur, est en cours de révision. Une politique sur la confidentialité des données sera également élaborée prochainement.

619. Au paragraphe 55 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que tout le personnel suive le programme obligatoire de sensibilisation à la sécurité informatique.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Sans limite de temps

620. Les mesures prises pour mieux faire respecter les obligations en matière de formation consistent notamment à s'assurer que :

a) Les nouvelles recrues sont informées à leur arrivée des formations qu'elles sont tenues de suivre, notamment en matière de sécurité informatique ;

b) Les taux d'achèvement sont surveillés et les chefs d'entité peuvent en prendre connaissance dans le tableau de bord de gestion ; les performances attachées à cet objectif figurent également dans les contrats de mission des hauts fonctionnaires.

621. Le Bureau de l'informatique et des communications fait remarquer qu'il a mis en place sans tarder les éléments relevant de sa compétence et que le programme de sensibilisation à la sécurité informatique présente le taux d'achèvement le plus élevé de toutes les formations obligatoires.

622. Au paragraphe 86 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette au point une méthode de calcul du taux de résolution au premier niveau qui tienne compte des demandes de service qui pourraient être satisfaites au premier niveau.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

623. En application des principes de la réforme de la gestion, l'appui à l'exploitation de niveau 1 et de niveau 2a sera consolidé et harmonisé dans le cadre du Pôle d'assistance centralisée, pour assurer la cohérence des conseils donnés à toutes les entités du Secrétariat. La fourniture d'un appui permettra de simplifier le processus et de rationaliser l'assistance apportée aux utilisateurs des progiciels en place. Le système de gestion des dossiers (iNeed à l'heure actuelle) offrira une visibilité de bout en bout de la prestation de services.

624. Au paragraphe 105 de son rapport, le Comité a recommandé que les politiques applicables soient dûment révisées pour que les achats informatiques dépassant un certain montant soient traités dans Umoja et approuvés au niveau central par le Bureau de l'informatique et des communications afin de garantir que les produits et services achetés sont homogènes, normalisés et conformes aux politiques informatiques et aux plafonds fixés pour les coûts.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Deuxième trimestre de 2022

625. Le Département de l'appui opérationnel a adopté une stratégie pour la chaîne d'approvisionnement dans le cadre de la réforme de la gestion. Le Bureau de l'informatique et des communications participe à l'application de cette stratégie. Il a achevé l'élaboration de stratégies de gestion par catégorie dans les deux domaines suivants : a) technologies de l'utilisateur final ; b) serveur, réseau et stockage. Ces deux stratégies ont été approuvées par le comité de pilotage sur la gestion par catégorie. L'élaboration de la stratégie de gestion par catégorie nécessite une analyse des tendances, des contrats et des dépenses par les entités du Secrétariat concernées par le processus. L'organe de contrôle que constitue le comité de pilotage sur la gestion par catégorie s'est réuni en mars 2021 et a approuvé les catégories mentionnées ci-dessus. Les stratégies approuvées conduiront à des actions telles que l'élaboration des cahiers des charges, la mise en place des procédures d'appel d'offres et l'attribution des contrats.

626. Au paragraphe 106 de son rapport, le Comité a également recommandé l'établissement d'une feuille de route claire pour tirer le meilleur parti des économies permises par l'approvisionnement groupé.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

627. Un nouveau contrat d'approvisionnement groupé au niveau mondial a été signé avec un prestataire de services pour le développement d'applications et l'intégration de ce prestataire est terminée.

628. La stratégie de gestion par catégorie a été élaborée. Elle est en attente d'approbation par le comité de pilotage sur la gestion par catégorie. La procédure d'appel d'offres et l'attribution des contrats devraient être achevées d'ici décembre 2021.

629. Au paragraphe 112 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne des mesures concrètes pour garantir la mise en place du dispositif de prestation de services centralisée et décloisonner les services et moyens informatiques de l'Organisation.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée
Délai : Sans limite de temps

630. Le cadre de prestation de services centralisés, tel que défini dans le rapport du Secrétaire général sur l'informatique et communications à l'Organisation des Nations Unies (A/69/517), a été mis en application et ne prévoyait pas de deuxième phase. Le Bureau de l'informatique et des communications se concertera avec le Comité pour veiller à ce que toute question en suspens ayant trait à la recommandation soit réglée.

Deuxième rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur l'état d'avancement de l'application de la stratégie Informatique et communications¹⁴

631. Au paragraphe 79 de son rapport, le Comité a recommandé : a) que le Bureau de l'informatique et des communications continue de travailler avec le Département de l'appui aux missions, les bureaux hors Siège et les commissions régionales à l'amélioration de la visibilité des ressources informatiques ; b) qu'une analyse coûts-avantages soit effectuée pour décider d'un élargissement du champ d'action du système de détection des intrusions à l'ensemble des moyens informatiques et moyens de communication importants du Secrétariat ; c) de faire de l'achèvement de la compartimentation des réseaux, selon les modalités prévues à l'origine, une priorité ; d) que des efforts soient faits pour finaliser au plus tôt la politique de protection de la confidentialité des données applicable à l'Organisation des Nations Unies.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Sans limite de temps

632. La partie a) de cette recommandation a été appliquée et des preuves ont été fournies au Comité. En ce qui concerne la partie b) de la recommandation, à l'issue d'une évaluation du système de détection des intrusions dans le contexte de l'évolution des menaces en matière de cybersécurité ainsi que de la nécessité de mettre en place une capacité à l'échelle du Secrétariat, le Bureau de l'informatique et des communications a établi que les capacités et les moyens internes de cybersécurité permettraient de répondre au besoin de détection des intrusions de manière plus efficace et efficiente. S'agissant de la partie c), le mandat attaché à la compartimentation des réseaux a été approuvé par le Comité d'examen des projets en février 2021 et un plan de projet détaillé est en cours d'achèvement. Pour ce qui est de la partie d), une politique de protection de la confidentialité des données, élément essentiel de la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, partout, est en cours d'élaboration.

633. Au paragraphe 126 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration détermine et établisse, documents à l'appui, les possibilités d'approvisionnement groupé au niveau mondial et estime les économies qu'elles permettraient de réaliser.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application

¹⁴ A/73/160.

Priorité : Élevée
Délai : Deuxième trimestre de 2022

634. Voir les observations formulées par l'Administration au paragraphe 625 ci-dessus concernant la recommandation figurant au paragraphe 105 du rapport publié sous la côte [A/72/151](#).

635. Au paragraphe 127 de son rapport, le Comité a recommandé que les contrats en suspens soient finalisés dans les délais impartis pour permettre l'utilisation optimale des ressources.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

636. Voir les observations formulées par l'Administration au paragraphe 625 ci-dessus concernant la recommandation figurant au paragraphe 105 du rapport publié sous la côte [A/72/151](#).

637. Au paragraphe 140 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse un plan et un calendrier de renouvellement du matériel de visioconférence pour assurer la résilience des services associés.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Troisième trimestre de 2021

638. Une mise à niveau de l'outil de gestion du contrôle des visioconférences a été menée à bien et déployée au Centre de services mondial, en attendant la configuration finale de pré-exploitation du pont de conférence unifié de l'Organisation, qui rassemblera tous les ponts de conférence récemment achetés (le processus est en cours). L'outil de gestion du contrôle des visioconférences devrait être mis service pour les visioconférences mondiales d'ici à la fin septembre 2021.

Troisième rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur l'application de la stratégie Informatique et communications¹⁵

639. Au paragraphe 20 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de l'informatique et des communications se dote, pour contrôler le respect des politiques, d'un modèle à suivre qui comporte un mécanisme d'auto-évaluation applicable à l'ensemble des politiques, si possible, et qu'il se coordonne avec les parties prenantes pour faire en sorte que les politiques soient mieux appliquées.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application

¹⁵ [A/74/177](#).

Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

640. Le Bureau de l'informatique et des communications a procédé à un contrôle de la conformité, le but étant d'examiner les mécanismes existants et de définir un plan d'action. Les ressources ont été distribuées et doivent être réparties de manière à assurer la cohérence de la démarche de suivi.

641. Au paragraphe 53 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de l'informatique et des communications fasse porter ses efforts sur la compartimentation des réseaux et continue d'améliorer le programme de sécurité informatique et notamment la configuration des postes de travail, la formation et la classification des informations.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

642. Les initiatives recommandées sont en cours d'exécution.

643. Au paragraphe 68 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine et redéfinisse la liste actuelle des applications « critiques », effectue régulièrement des exercices de reprise après sinistre pour toutes les applications considérées comme critiques et prenne rapidement des mesures correctives pour remédier aux lacunes constatées lors de l'exercice de reprise après sinistre.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Sans limite de temps

644. Des tests de reprise après sinistre sont en train d'être menés. Ses activités étant tributaires de la conduite de tests de reprise après sinistre, le Bureau prendra contact avec les référents processus métier et les responsables de systèmes essentiels pour s'assurer qu'ils sont informés de leur obligation de réaliser ces tests, et il apportera une assistance technique dans ce domaine.

645. Au paragraphe 85 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de l'informatique et des communications, en coordination avec les autres parties prenantes, examine les procédures de gouvernance et d'application des règles en vigueur concernant les sites Web, recense les lacunes et veille au respect des directives et des normes existantes.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

646. Le Bureau des affaires juridiques a examiné l'instruction administrative sur les sites Web publics et le Département de la communication globale est en train d'en arrêter la version définitive. Le Bureau de l'informatique et des communications et le Département de la communication globale ont également fourni des conseils aux entités auteurs en ce qui concerne les règles à appliquer en matière de sites Web publics.

Quatrième rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur l'application de la stratégie Informatique et communications¹⁶

647. Au paragraphe 34 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau établisse une cartographie des fonctions, des rôles et des responsabilités des divisions, sections et services du Bureau, à la lumière du rapport du Secrétaire général (A/72/492/Add.2), afin d'éviter les chevauchements et les doubles emplois.

<i>Entité responsable :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2022

648. Les constatations du Comité seront prises en compte dans le cadre de l'examen du fonctionnement général du Bureau de l'informatique et des communications, qui est en cours.

649. Au paragraphe 50 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau élabore un dispositif d'application du principe de responsabilité pour l'informatique et les communications et en contrôle la mise en œuvre conformément à son rôle de deuxième ligne de maîtrise des risques pour les fonctions informatiques.

<i>Entités responsables :</i>	Bureau de l'informatique et des communications et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2022

650. La mise en œuvre du dispositif d'application du principe de responsabilité pour l'informatique et les communications est en cours et sera soutenue par des activités de contrôle de la conformité.

651. Au paragraphe 93 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration progresse dans la mise en œuvre des initiatives relatives à la sécurité informatique recensées précédemment, telles que la classification des informations, la sensibilisation et la compartimentation des réseaux, et qu'elle prenne les mesures voulues pour améliorer la conformité des départements et des bureaux avec les politiques connexes.

¹⁶ A/75/156.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

652. Les initiatives recommandées sont en cours d'exécution.

653. Au paragraphe 132 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau publie un document de procédure technique prévoyant l'application de procédures de contrôle avant que l'on puisse passer à la phase de développement.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : Classement demandé
Priorité : Élevée
Délai : Sans objet

654. Le document de procédure technique sur le développement d'applications a été publié et peut être consulté sur iSeek. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.

655. Au paragraphe 143 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revoie ses projets relatifs à l'intégration des fonctionnalités de certaines applications dans Inspira, compte tenu des décisions dont Inspira fera l'objet.

Entités responsables : Bureau de l'informatique et des communications, Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

656. Le Bureau de l'informatique et des communications est en train de revoir ses projets relatifs à l'intégration des fonctionnalités de certaines applications dans Inspira en consultation avec les référents processus métier, à savoir le Département de l'appui opérationnel et le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité.

657. Au paragraphe 153 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau établisse, en consultation avec les différentes parties prenantes, un plan de mise en conformité de tous les sites Web de l'ONU de façon à atténuer les risques de sécurité selon le calendrier qui sera fixé.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

658. Voir les observations formulées par l'Administration au paragraphe 646 ci-dessus concernant la recommandation figurant au paragraphe 85 du rapport publié sous la cote [A/74/177](#).

659. Au paragraphe 181 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau établisse une feuille de route pour l'achèvement de toutes les activités en suspens afin d'atteindre l'objectif d'un pôle d'assistance technique totalement centralisée.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Deuxième trimestre de 2022

660. Le Bureau de l'informatique et des communications est en train d'établir une feuille de route pour l'achèvement de toutes les activités en suspens, afin d'atteindre l'objectif d'un pôle d'assistance technique totalement centralisée, et prévoit de présenter une proposition aux organes délibérants.

661. Au paragraphe 183 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne des mesures en vue de la définition de critères de performance appropriés pour la résolution des incidents et les demandes d'utilisation des applications institutionnelles sur la base d'accords de niveaux de services, et qu'elle surveille la performance des pôles d'assistance centralisée par rapport à ces critères.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

662. L'Administration met en œuvre des accords de niveaux de services standard, qui reposent sur la hiérarchisation des demandes de service pour toutes les applications institutionnelles prises en charge.

663. Au paragraphe 204 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration élabore une politique sur la gestion de l'information et la confidentialité des données, conformément aux principes relatifs à la protection des données personnelles et à la vie privée publiés par le Conseil des chefs de secrétariat.

Entités responsables : Bureau de l'informatique et des communications, Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Deuxième trimestre de 2022

664. Le Bureau de l'informatique et des communications a élaboré un projet de cadre de gestion de l'information qui établit un modèle de gestion du cycle de vie de

l'information permettant de régir la gestion de toutes les données du Secrétariat, quels que soient leur statut, leur format et leur support de stockage. Le projet est examiné par le Comité directeur pour l'informatique et les communications, le Bureau des affaires juridiques et le Cabinet du Secrétaire général pour qu'ils fassent des commentaires. Le Secrétariat a également décidé de s'attaquer à la question de la confidentialité des données dans le cadre de la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, partout, et le Bureau de l'informatique et des communications soutient cette initiative.

665. Au paragraphe 210 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de l'informatique et des communications achève la création d'un répertoire central des sources de données ou d'un catalogue de données à l'échelle de l'Organisation, en consultation avec le Cabinet du Secrétaire général.

Entités responsables : Bureau de l'informatique et des communications et Cabinet du Secrétaire général

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2021

666. Le système d'échange de données de l'Organisation Nations Unies, tel qu'il est décrit dans la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, partout, fait partie de la stratégie plus large mise en place par le Bureau de l'informatique et des communications pour le Secrétariat, qui repose sur le modèle « data-as-a-service ». L'idée de départ de la stratégie est de créer un catalogue de données à l'échelle de l'Organisation qui permettra de centraliser les sources de données. Un groupe de travail multifonctionnel supervisé par le Bureau établit actuellement le dossier d'appel d'offres pour une solution intégrée de catalogue de données.

667. Au paragraphe 226 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de l'informatique et des communications prenne les mesures qui s'imposent, en consultation avec le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, pour établir un calendrier et mener à terme la procédure d'appel d'offres révisée et la procédure d'attribution des contrats pour les services informatiques.

Entités responsables : Bureau de l'informatique et des communications et Département de l'appui opérationnel

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée

Délai : Quatrième trimestre de 2021

668. En collaboration avec le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, le Bureau de l'informatique et des communications a achevé l'élaboration de stratégies par catégorie (technologies de l'utilisateur final ; serveur, réseau et stockage et services informatiques spécialisés), les tendances, les contrats et les dépenses faisant l'objet d'une analyse par toutes les entités concernées. L'organe de contrôle que constitue le comité de pilotage sur la gestion par catégorie s'est réuni en mars et en mai 2021 et a approuvé les catégories mentionnées ci-dessus. L'élaboration des cahiers des charges relatifs à ces stratégies, la mise en place des procédures d'appel d'offres et, par la suite, l'attribution des contrats sont en cours. Le Bureau de l'informatique et des communications s'intéresse également aux autres catégories de

technologies de l'information et des communications, notamment les solutions institutionnelles, les services de communication, les infrastructures de communication et les systèmes radio, et les systèmes d'information géospatiale.

669. Au paragraphe 227 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de l'informatique et des communications élabore des plans de transition détaillés pour chacun des projets d'approvisionnement groupé au niveau mondial afin de faciliter l'intégration des nouveaux fournisseurs de services.

Entités responsables : Bureau de l'informatique et des communications et
Département de l'appui opérationnel

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2021

670. Voir les observations formulées par l'Administration au paragraphe 668 ci-dessus concernant la recommandation figurant au paragraphe 226 du rapport publié sous la côte [A/75/156](#).

671. Au paragraphe 235 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de l'informatique et des communications mette en place un mécanisme de collaboration plus efficace avec les référents administratifs en vue de désactiver les connexions téléphoniques et les comptes utilisateur inactifs dans les départements ou les bureaux concernés.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée

Délai : Quatrième trimestre de 2021

672. Par l'intermédiaire de leur service administratif ou de leurs référents administratifs, les entités du Secrétariat sont chargées d'assurer l'intégrité des données et la mise hors service des comptes en temps voulu.

673. Le Bureau de l'informatique et des communications informera le Comité directeur pour l'informatique et les communications des risques opérationnels et financiers liés aux comptes inactifs et sollicitera son intervention en la matière.

674. Le Bureau de l'informatique et des communications demandera l'autorisation de supprimer de manière permanente les comptes qui ne sont pas utilisés pendant une période donnée. Une fois approuvée, cette procédure devrait être intégrée à la politique actuelle, être communiquée à l'ensemble du Secrétariat et être acceptée lors de l'établissement d'un compte.

675. Au paragraphe 236 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de l'informatique et des communications envisage d'informer le Comité directeur pour l'informatique et les communications des risques opérationnels et financiers liés aux comptes inactifs et de solliciter son intervention en la matière.

Entité responsable : Bureau de l'informatique et des communications

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

676. Voir les observations formulées par l'Administration aux paragraphes 672 à 674 ci-dessus concernant la recommandation figurant au paragraphe 235 du rapport publié sous la cote [A/75/156](#).

IV. État d'application des recommandations concernant le plan stratégique patrimonial

677. À l'annexe III de son rapport sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2020 ([A/76/5 \(Vol. I\)](#), chap. II), le Comité a donné un récapitulatif de l'état d'application des 28 recommandations qu'il avait formulées concernant le plan stratégique patrimonial dans ses rapports antérieurs.

678. On trouvera dans le tableau 6 un aperçu de l'état d'application, au mois d'août 2021, des 15 recommandations que le Comité avait considérées comme étant « en cours d'application » au mois de décembre 2020. Sur ces 15 recommandations, il est prévu que 12 soient intégralement appliquées en 2021 et 3 en 2024.

Tableau 6

État d'application des recommandations relatives au plan stratégique patrimonial remontant à des périodes antérieures classées comme non intégralement appliquées dans l'annexe III du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2020

(Nombre de recommandations)

<i>Entité responsable</i>	<i>Total</i>	<i>Recommandations dont le classement est demandé</i>	<i>Recommandations non acceptées</i>	<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Délai fixé</i>	<i>Délai non fixé</i>
Office des Nations Unies à Genève	15	—	—	15	15	—
Total	15	—	—	15	15	—

Informations détaillées sur l'état d'application des recommandations

Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2016¹⁷

679. Au paragraphe 391 de son rapport, le Comité a recommandé que : a) l'équipe du plan stratégique patrimonial achève les parties du manuel du programme qui concernent la phase de construction ; b) le propriétaire du projet approuve le manuel du programme et le fasse entrer en vigueur.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

¹⁷ [A/72/5 \(Vol. I\)](#), chap. II, et Corr.1.

680. Le manuel du programme a été mis en place dès les premières étapes du plan stratégique patrimonial, après obtention de l'approbation finale de l'Assemblée générale, en 2015, et reflète les processus suivis par l'équipe dans la gestion du projet. Sa version la plus récente fait actuellement l'objet de travaux de révision, qui visent à garantir la prise en compte des nouvelles mesures adoptées, notamment en ce qui concerne les contrats de rénovation des bâtiments historiques et du bâtiment E. Une fois prête, cette nouvelle version sera à nouveau soumise au propriétaire du projet pour approbation.

Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève¹⁸

681. Au paragraphe 282 de son rapport, le Comité a recommandé que la direction redouble d'efforts pour atténuer l'impact de ses bâtiments sur l'environnement grâce à l'application de principes de conception viable, et qu'elle veille à ce que le maître d'œuvre pour la construction du nouveau bâtiment s'acquitte de ses tâches avec l'objectif de remplir les conditions pour toutes les catégories environnementales du système LEED d'écocertification des bâtiments, comme il est stipulé dans le contrat.

<i>Entité responsable :</i>	Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2021

682. Le nouveau bâtiment H est désormais occupé, le personnel ayant commencé à y emménager le 17 mai 2021. Les travaux extérieurs sont sur le point de s'achever et l'on s'attelle à exécuter les activités nécessaires à la levée complète des réserves. Une fois les derniers travaux terminés, il sera attendu du maître d'œuvre qu'il finisse de vérifier la conformité du projet avec les exigences à remplir pour atteindre le niveau Or de la certification LEED, comme prévu dans le contrat.

683. Au paragraphe 316 de son rapport, le Comité a recommandé que la direction actualise et calcule le montant applicable et potentiel des recettes locatives, en se fondant sur les baux actuels, des données fiables et des hypothèses réalistes, compte tenu du nombre de fonctionnaires appelés à déménager, des frais locatifs appropriés (selon le principe de pleine concurrence) et de la répartition actualisée des sources de financement des postes du personnel du HCDH.

<i>Entité responsable :</i>	Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2024

684. Le montant applicable et potentiel des recettes locatives est actualisé au fur et à mesure que de nouvelles informations sur les entités se déplaçant vers le bâtiment H sont rendues disponibles. Quant à la répartition des sources de financement des postes du personnel du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, celle-ci est mise à jour au début de chaque année. La mise à jour la plus récente remonte à février 2021.

¹⁸ [A/73/157](#).

685. Au paragraphe 318 de son rapport, le Comité a recommandé que la direction facture à tous les utilisateurs potentiels du nouveau bâtiment les coûts d'entretien et les frais relatifs à la sécurité et la sûreté, en fonction des besoins propres à chacun.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Premier trimestre de 2024

686. Cette recommandation sera pleinement mise en œuvre une fois les travaux de rénovation du Palais des Nations terminés. L'Administration a déterminé qu'à partir de cette date, l'augmentation des coûts de sécurité serait compensée par la facturation de frais de service.

Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève¹⁹

687. Au paragraphe 82 de son rapport, le Comité a recommandé que l'équipe chargée du plan stratégique patrimonial révise le graphique qui rend compte du coût réel et budgété, depuis le début des travaux de rénovation, de chaque phase séparément dans le chapitre correspondant des rapports mensuels sur les projets.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

688. Le rapport d'avancement mensuel a été révisé comme prévu après la publication du rapport de février 2021 et un graphique spécifique concernant le contrat relatif aux bâtiments historiques y a été ajouté, en complément de celui touchant aux nouveaux bâtiments. Une fois conclu le contrat à prix maximum garanti relatif au bâtiment E, un graphique à ce sujet sera également inséré dans le rapport.

689. Au paragraphe 85 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Office des Nations Unies à Genève incorpore des graphiques sur l'état d'avancement des projets dans le rapport destiné à l'Assemblée générale.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

690. La rédaction du rapport d'activité destiné à la soixante-seizième session de l'Assemblée générale a commencé et l'annexe demandée y a d'ores et déjà été incorporée.

691. Au paragraphe 100 de son rapport, le Comité a recommandé, s'agissant des futures passations de marchés en vue de travaux de rénovation, que l'Office des

¹⁹ [A/75/135](#).

Nations Unies à Genève tiennent compte des enseignements tirés et met en œuvre, dès le départ et selon qu'il conviendrait, des stratégies de passation de marchés qui soient équilibrées. Ces stratégies permettraient en outre aux entrepreneurs potentiels qualifiés de choisir de participer à l'appel d'offres et de soumettre des offres concurrentielles sans qu'il y ait de risque excessif pour l'ONU.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

692. Des séances d'analyse des enseignements tirés ont été organisées concernant les contrats relatifs à la construction des nouveaux bâtiments et à la rénovation des bâtiments historiques une fois ces accords honorés comme il se devait. Ces retours d'expérience ont immédiatement été pris en compte dans la stratégie de passation de marchés pour le bâtiment E et les documents pertinents pour le lancement de l'invitation à soumissionner sont en cours d'achèvement.

693. Au paragraphe 114 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Office des Nations Unies à Genève définisse une stratégie transversale étayée et orientée vers l'avenir sur ce qu'apporterait la méthode de modélisation des informations de la construction à l'Office pendant toute la durée de vie des bâtiments du Palais des Nations.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

694. L'élaboration d'une stratégie concernant l'application de la méthode de modélisation des informations de la construction à des fins d'appui aux activités d'exploitation et de maintenance requises tout au long du cycle de vie des bâtiments du Palais des Nations a commencé.

695. Une fois prête, cette stratégie permettra à l'Office des Nations Unies à Genève de mettre en place un plan à long terme de soutien aux opérations devant être effectuées dans les bâtiments, en matière de maintenance préventive, de gestion de l'espace et de projets d'équipement.

696. Au paragraphe 142 de son rapport, le Comité a recommandé que l'équipe chargée du plan stratégique patrimonial continue de s'efforcer de garantir la qualité des maquettes pour l'ensemble du projet.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2024

697. Les modifications apportées aux maquettes font l'objet d'un suivi toujours plus régulier afin de garantir le maintien d'une qualité élevée.

698. Au paragraphe 157 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède à un examen plus détaillé et continue à affiner le calcul des mesures d'économie d'énergie et de la consommation d'énergie prévue.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

699. Le calcul des mesures d'économie d'énergie a été affiné et des informations à ce sujet seront présentées au Comité lors de sa prochaine visite d'audit.

700. Au paragraphe 165 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Office des Nations Unies à Genève rende compte, dans chaque rapport d'étape annuel du Secrétaire général, du nombre d'occupants que les bâtiments devraient pouvoir accueillir à l'issue de l'exécution du plan stratégique patrimonial.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

701. Un tableau portant sur le nombre prévu d'espaces de travail et d'occupants a été fourni dans le septième rapport d'étape annuel du Secrétaire général sur le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève ([A/75/355](#), par. 26, et tableau 1), information qui sera dorénavant communiquée chaque année dans les rapports d'étape du Secrétaire général.

702. Au paragraphe 174 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Office des Nations Unies à Genève rende compte, dans chaque rapport d'étape annuel du Secrétaire général, du nombre d'espaces de travail qu'il devrait y avoir à l'issue de l'exécution du plan stratégique patrimonial.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

703. On se reportera aux observations formulées par l'Administration au paragraphe 701 ci-dessus sur la recommandation figurant au paragraphe 165 du document [A/75/135](#).

704. Au paragraphe 210 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Office des Nations Unies à Genève évalue les mesures visant à réduire les émissions de carbone lors de la planification et de la construction de futurs bâtiments, compte tenu également d'une analyse du cycle de vie, et les applique.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2021

705. Outre les normes relatives à la construction du nouveau bâtiment H, des mesures ont été prises concernant la rénovation des bâtiments historiques et du bâtiment E. On s'est ainsi attaché à définir des niveaux de rentabilité et de qualité adéquats s'agissant des systèmes et des matériaux utilisés, compte étant tenu des performances attendues à long terme ainsi que des exigences se posant en matière d'entretien pour garantir un fonctionnement optimal. Il est attendu de ces mesures qu'elles contribuent à réduire les émissions de carbone liées au Palais des Nations.

706. Au paragraphe 218 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Office des Nations Unies à Genève intègre davantage, dans la mesure du possible, les énergies renouvelables dans la conception des futurs bâtiments du complexe du Palais des Nations.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

707. La question du recours à l'énergie renouvelable s'agissant du projet de rénovation du bâtiment E a été prise en compte de manière aussi rentable et réaliste que possible, dans les limites du budget approuvé existant pour le plan stratégique patrimonial. Les discussions ont notamment porté sur la réinstallation des panneaux solaires existants sur le nouveau toit du niveau 3, dont la construction aura lieu après la démolition de la tour de bureaux.

708. Au paragraphe 225 de son rapport, le Comité a recommandé que l'équipe chargée du plan stratégique patrimonial conçoive toutes les installations d'éclairage artificiel de manière à couvrir les besoins en éclairage tout en minimisant la lumière intrusive et la consommation d'énergie, afin de donner l'exemple pour la défense du ciel nocturne.

Entité responsable : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2021

709. L'installation des systèmes d'éclairage extérieur en lien avec le nouveau bâtiment H est sur le point de s'achever.

V. État d'application des recommandations concernant le plan-cadre d'équipement

710. À l'annexe IV de son rapport sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2020 (A/76/5 (Vol. I), chap. II), le Comité a donné un récapitulatif de l'état d'application des deux recommandations qu'il avait formulées concernant le plan-cadre d'équipement dans ses rapports antérieurs.

711. On trouvera dans le tableau 7 un aperçu de l'état d'application, au mois d'août 2021, des deux recommandations que le Comité avait considérées comme étant « en cours d'application » au mois de décembre 2020. Sur ces deux recommandations, il est prévu qu'une soit intégralement appliquée d'ici à la fin de 2023, la deuxième n'étant quant à elle assortie d'aucun délai.

Tableau 7

État d'application des recommandations remontant à des périodes antérieures classées comme non intégralement appliquées dans l'annexe IV du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2020

<i>Entité responsable</i>	<i>Nombre de recommandations</i>	<i>Recommandations dont le classement est demandé</i>	<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Délai fixé</i>	<i>Délai non fixé</i>
Département de l'appui opérationnel	2	–	2	1	1
Total	2	–	2	1	1

Informations détaillées sur l'état d'application des recommandations

Rapport du Comité des commissaires aux comptes pour l'année terminée le 31 décembre 2014²⁰

712. À l'alinéa d) du paragraphe 17 du résumé de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration gère la fin de la réalisation du plan-cadre d'équipement et établisse des rapports sur le montant total des économies éventuellement réalisées à la clôture des contrats et mette en place des dispositifs de gouvernance appropriés visant à déterminer l'utilisation de ces économies, y compris rendre l'argent inutilisé aux États Membres.

Entité responsable : Département de l'appui opérationnel
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Sans limite de temps

713. Comme précisé dans le dix-huitième rapport annuel du Secrétaire général sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement (A/75/302), l'une des instances d'arbitrage est toujours en cours. L'Administration continuera de rendre compte chaque année de son état d'avancement jusqu'à ce qu'elle ait été menée à son terme.

Rapport du Comité des commissaires aux comptes pour l'année terminée le 31 décembre 2017²¹

714. Au paragraphe 71 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine les prescriptions énoncées dans les Normes relatives à l'accessibilité de 2010 promulguées au titre de la loi sur les Américains handicapés et prenne progressivement les mesures nécessaires pour assurer le

²⁰ A/70/5 (Vol. V).

²¹ A/73/5 (Vol. V).

respect de ces Normes et garantir l'accessibilité des locaux pour toutes les personnes handicapées.

<i>Entité responsable :</i>	Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2023

715. Le programme triennal d'accessibilité est toujours en cours d'exécution, nonobstant quelques retards dus à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Certains des travaux prévus pour 2022 devront peut-être être reportés à 2023.
